



Trump-Zelensky, l'altercation de tous les dangers

- La rencontre entre le président américain et son homologue ukrainien, vendredi 28 février, à Washington, a donné lieu à un très violent accrochage devant les caméras de télévision
- Donald Trump et son vice-président, J. D. Vance, s'en sont pris à leur visiteur, le menaçant de retirer leur soutien s'il ne signait pas un accord de cessez-le-feu
- Volodymyr Zelensky, qui a vainement tenté d'obtenir des garanties de sécurité face à la Russie, dit vouloir maintenir sa relation avec Trump, mais la cassure est profonde
- En Ukraine, cette séquence a provoqué effroi et indignation

PAGES 2 À 4 ET CHRONIQUE P.31



Volodymyr Zelensky et Donald Trump, dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, à Washington, le 28 février. SAUL LOEB/AFP

ÉDITORIAL
**L'UKRAINE ET
L'EUROPE SEULES
FACE À LA RUSSIE**

VLADIMIR POUTINE a enregistré un remarquable succès dans sa guerre contre l'Ukraine, vendredi 28 février. Il l'a obtenu sans tirer le moindre missile, sans avoir même à prononcer un mot. Ce succès, Donald Trump le lui a offert dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, à Washington. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, venu signer un accord permettant l'exploitation par les Etats-Unis des richesses minières de son pays pour le prix de leur soutien militaire depuis l'invasion russe du 24 février 2022, a pu y mesurer toute l'hostilité de la nouvelle administration.

LIRE LA SUITE PAGE 31

Un sommet crucial à Londres

M. Zelensky est attendu au Royaume-Uni, dimanche 2 mars, pour y rencontrer les principaux dirigeants européens

PAGE 4

Bétharram L'inertie de l'éducation nationale

Alors que cet établissement privé des Pyrénées-Atlantiques est au cœur d'une vaste enquête pour des faits de viols, d'agressions sexuelles et de violences ayant fait au moins une centaine de victimes entre 1955 et 2004, « Le Monde » a enquêté sur ce que savaient, ou pas, les responsables de l'éducation nationale

PAGE 12

Culture Coup de frein sur la diversité à Hollywood

Après Amazon et Netflix, Disney a décidé de mettre en veilleuse ses programmes « diversité, équité et inclusion ». Une évolution déjà perceptible avant le retour de Trump

PAGE 23

Antisémitisme Une tribune contre l'attitude de la « gauche extrême »

DANS UNE TRIBUNE au *Monde*, un collectif regroupant plusieurs personnalités françaises juives qui se revendent au sein de la « grande famille de la gauche » dénonce « le silence, le déni ou l'indifférence » de la « gauche extrême » face à l'antisémitisme ambiant.

PAGE 30

CINÉMA JACQUES AUDIARD TRIOMPHE AUX CÉSARS



Audiard et Deneuve, à l'Olympia, à Paris, le 28 février. AURORE MARÉCHAL/ABACA

LA COMÉDIE musicale *Emilia Perez*, de Jacques Audiard, a triomphé, vendredi 28 février, aux Césars en décrochant sept trophées, dont celui du meilleur film. Le César de la

meilleure actrice est revenu à Hafsia Herzi pour son rôle dans *Borgo*. Côté masculin, Karim Leklou (*Le Roman de Jim*) a été récompensé.

PAGE 23

Reportage
Dans les tribunaux,
des chiens en soutien
aux victimes

PAGE 17

Rencontre
Natalie Dessay,
une vie de chant
et d'opéra

PAGE 22

Planète
La Réunion
frappée par
le cyclone Garance

PAGE 6

Géopolitique Le Tchad tourne le dos à la France

Le président Déby, qui a mis fin à la présence militaire française, redéfinit ses alliances en se rapprochant des Russes et des Chinois

PAGES 18 À 20

Téléphonie
L'ombre des satellites de Musk plane sur les opérateurs

Après la connexion à Internet, Starlink, la constellation de satellites du milliardaire, s'attaque à la téléphonie mobile, au risque de chambouler tout le secteur

PAGE 13



*Prix de lancement valable du 20/02/25 au 24/05/25 en France métropolitaine, hors livraison. Offre non cumulable avec autres promotions et avantages en cours. **GIGI - Canapé L 224 x H 99 x P 108 cm. Habillage en tissu cat. 5 Krystal 01 ivory, 100% polyester. Structure en traverses de sapin et panneaux de particules. Suspensions avec sangles entrecroisées. Garnissage : assises en mousse polyuréthane HR densité 35 kg/m³, accoudoirs en mousse polyuréthane HR 18 kg/m³, dossier en flocons de polyester. Dossiers avec système avance / recul et accoudoirs relevables multpositions. Piètement en fer coloris noir mat. Fabrication italienne. Photo non contractuelle.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Mobilier de France : 63 rue de la Convention Paris 15
7j/7 • 01 45 77 80 40 • M° Charles Michels
Canapés, literie mobilier sur 3000 m² : nos adresses sur www.topper.fr

GUERRE EN UKRAINE

Confrontation inédite entre Trump et Zelensky

Après une altercation publique dans le bureau Ovale avec le président américain, Donald Trump, et le vice-président, J. D. Vance, le dirigeant ukrainien, Volodymyr Zelensky, a quitté Washington sans signer d'accord ni obtenir de soutien

WASHINGTON - correspondant

Un désastre pour l'Ukraine. Une exposition crue de l'administration Trump-Vance. Un vent polaire vers l'Europe. Une offrande à Moscou. Tous ces constats se justifient au sujet de la collision télévisée à grand spectacle survenue à Washington, vendredi 28 février, entre Donald Trump et son invité, Volodymyr Zelensky, dans le bureau Ovale.

Ce qui devait être un exercice traditionnel de salutations, avant la signature d'un accord bilatéral sur l'exploitation des minéraux rares ukrainiens, s'est transformé en joute verbale mêlant sarcasmes et menaces, interruptions et accusations. Le président ukrainien a ensuite quitté la Maison Blanche de façon précipitée, sans accord signé, à la demande de son hôte. Les priorités divergentes entre les deux dirigeants, exposées à tort en public, ont placé Kiev dans une position de vulnérabilité inédite au sein du bloc occidental, couvert de lézardes.

« C'est incroyable ce que l'émotion fait surgir », nota ensuite Donald Trump sur son réseau Truth Social, et j'ai établi que le président Zelensky n'est pas prêt pour la paix si l'Amérique est impliquée, parce qu'il estime que notre implication lui donne un grand avantage dans les négociations. Je ne veux pas davantage, je veux la PAIX. Il a manqué de respect à l'égard des Etats-Unis dans leur bureau Ovale adoré. Il pourra revenir quand il sera prêt pour la paix. »

La conversation avait pourtant débuté sur des bases polies. Volodymyr Zelensky s'était dit en faveur de la paix, si elle est « juste et durable ». Il montrait des photos de prisonniers de guerre aux mains des Russes, pour illustrer les tortures subies. Puis les journalistes sont intervenus. Donald Trump fut interrogé au sujet de l'accord sur les minéraux rares. Il se félicita de l'intérêt que tirent les Etats-Unis de ces ressources – à ce stade très incertaines – de lithium, de graphite, d'uranium et de titane pouvant être utilisées, nota-t-il, pour l'intelligence artificielle et l'armement. Les garanties de sécurité offertes à l'Ukraine ? « Je ne me préoccupe pas de sécurité en ce moment. Il faut qu'on ait un accord. »

« VISITES DE PROPAGANDE »

Volodymyr Zelensky corrigea brièvement son hôte, lorsqu'il prétendit que les Européens avaient contribué « beaucoup moins » que les Etats-Unis à la défense de l'Ukraine. Il rappela ensuite que Washington avait été aux côtés de l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe. « Je suis sûr que les Etats-Unis n'arrêteront pas leur soutien. C'est crucial pour nous. »

Se présentant comme un simple « médiateur » entre les parties engagées, Donald Trump s'irrita d'une énième question sur les garanties de sécurité pour l'Ukraine. « La sécurité, c'est tellement facile, c'est genre 2 % du problème. Je ne me soucie pas de la sécurité. Je me soucie de conclure un accord. » Donald Trump évoqua une « sécurité sous une forme différente », avec des ouvriers et des ingénieurs américains sur le sol ukrainien pour l'exploiter. Une dissuasion civile qui risque peu d'effrayer le Kremlin.

Volodymyr Zelensky subit ensuite le moment où Donald Trump se compara en termes narcissiques à Abraham Lincoln et à George Washington. Puis il entendit, médusé, la question d'un journaliste de la chaîne d'extrême droite One America News, demandant au président où il avait trouvé le « courage moral » de

SELON LE « WASHINGTON POST », UN ARRÊT DE TOUTES LES LIVRAISONS D'ARMES ENCORE PRÉVUES VERS L'UKRAINE SERAIT ENVISAGÉ

renouer le dialogue avec Vladimir Poutine. « Très bonne question », jugea Donald Trump. Le premier incident clair se produisit peu après. Volodymyr Zelensky sortit du script révélé par son hôte, celui d'une soumission du petit pays aux « braves soldats » aux priorités et aux intérêts américains.

D'un ton grave, le président ukrainien dit qu'un « cessez-le-feu ne marchera pas ». Il convoqua son expérience passée avec Vladimir Poutine, et les violations répétées de ses engagements. « C'est pour cela que nous n'accepterons jamais un cessez-le-feu. Il ne bougera pas sans garanties de sécurité. » Volodymyr Zelensky ajouta que les Européens ne pourront déployer une force de stabilisation en Ukraine sans un soutien militaire américain. Il demanda aussi une aide de Washington pour la défense antiaérienne de l'Ukraine.

La soumission attendue par Donald Trump se transformait en conditions posées publiquement par son invité. Ce dernier a peut-être sous-estimé à quel point la cause démocratique et le souci des alliances n'étaient plus en cours à Washington, où le président se rêve en faiseur de paix, quitte à ce qu'elle soit bâclée et honteuse. « J'ai arrêté beaucoup de guerres, dit Trump. Et les gens vous diront que j'ai arrêté des guerres dont personne n'a entendu parler. J'ai arrêté des guerres avant qu'elles ne débutent. » Compte-t-il se rendre en Ukraine, par exemple à Odessa ? « Je ne veux pas parler d'Odessa. Je veux parler de l'accord à conclure, d'obtenir la paix. »

Volodymyr Zelensky grimaça lorsque Donald Trump parla de lui comme d'un enfant turbulent à l'école, en regrettant son « énorme haine » contre Poutine qui lui compliquait la tâche. « Une dernière question », lança le président, mais J. D. Vance, sur le canapé voisin, voulut intervenir. Le vice-président dénonça l'attitude de l'administration Biden, qui se serait contentée de « bomber le torse » et salua la voie de la diplomatie choisie par Donald Trump. « Je peux vous demander quelque chose ? », s'enquit Volodymyr Zelensky. La sortie de route se profilait.

Le président ukrainien rappela l'histoire depuis 2014 et l'annexion de la Crimée, le fait qu'aucun président américain n'avait barré la route de la Russie,

dont Donald Trump pendant son premier mandat. L'anglais très rocailleux de Zelensky ne le servait pas. « De quel type de diplomatie, J. D., parlez-vous ? Que voulez-vous dire ? », conclut-il.

« DE LA GRANDE TÉLÉVISION »
La défense chevaleresque des faits et des valeurs par Volodymyr Zelensky sera un sacrifice symbolique vain si son pays est abandonné par les Etats-Unis. En fin d'après-midi, le président ukrainien était réduit à remercier un par un, sur le réseau social X, les dirigeants européens qui lui avaient immédiatement apporté leur soutien. Puis il a donné un entretien à la chaîne Fox News au sujet du « dialogue difficile » du matin. « Je suis toujours ouvert avec les médias, mais il y a des questions sensibles à aborder derrière les portes closes, a-t-il souligné, en reconnaissant que ce moment n'était « pas bon pour les deux côtés ».

Cette même semaine, dans le bureau Ovale, Emmanuel Macron, puis le premier ministre britannique, Keir Starmer, avaient tenté d'amadouer Donald Trump, tout en tenant la ligne d'un soutien nécessaire à Kiev. Volodymyr Zelensky, lui, n'est pas un dirigeant classique. Il est à la tête d'un pays envahi, en guerre et en souffrance, dont la dignité se défend aussi dans ce genre de moment solennel, où une violence symbolique était exercée contre lui.

Depuis des semaines, il s'exaspère des approximations américaines sur les perspectives ukrainiennes, sur les territoires à négocier, sur les contributions occidentales, sans compter la véritable tentative d'extorsion sur les minéraux, avant que la version initiale du texte ne soit revue. Vendredi, sa fierté l'a peut-être poussé trop loin face aux assauts paternalistes



et méprisants de Donald Trump et de son vice-président, J. D. Vance, initiateur de l'escalade, qui semblait presque l'espérer. Mais sur le fond, Zelensky n'a pas voulu céder sur l'essentiel : un accord sur les minéraux n'a pas de valeur sans garanties de sécurité américaine. Il n'est qu'un premier pas.

« Ça va faire de la grande télévision »: tels furent les derniers mots de Donald Trump, avant que les caméras ne se retirent de son bureau. En ligne, les partisans du président jubilaient devant cet accès de virilité diplomatique. Jamais encore de façon aussi éclatante, aussi brutale, n'avait été exposé le visage de son admi-

nistration, ses méthodes d'intimidation, sa précipitation pour conclure un accord à tout prix avec la Russie, son mépris pour l'Ukraine comme Etat souverain, disposant de son destin.

Pour la Maison Blanche, Volodymyr Zelensky est le belliciste, la tête brûlée, tandis que Vladimir Poutine voudrait la paix. Selon le *Washington Post*, un arrêt de toutes les livraisons d'armes encore prévues vers ce pays seraient envisagé. Ce n'est plus une fracture, mais un gouffre qui se dessine entre les Etats-Unis et leurs alliés européens. Si le mot « alliés » a encore la moindre traduction. ■

PIOTR SMOLAR



Trump : « Vous jouez avec la troisième guerre mondiale »

L'échange tendu entre les dirigeants américains et le président ukrainien illustre le fossé transatlantique

VERBATIM

Le président américain, Donald Trump, son vice-président, J. D. Vance, et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, ont eu un violent échange devant les caméras, vendredi 28 février, dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, à Washington. Nous en publions ici de larges extraits :

Donald Trump : « Vous voulez que je dise des choses vraiment terribles sur Poutine et que je dise ensuite : "Bonjour, Vladimir, on en est où pour le deal ?" Cela ne marche pas comme ça. Je ne suis pas aligné sur Poutine. Je ne suis aligné sur personne. Je suis aligné sur les Etats-Unis d'Amérique et sur le bien du monde. Je suis aligné sur le monde. Et je veux en finir avec cette affaire. (...) Ce n'est donc pas une question d'alignement. Je suis aligné avec le monde. Je veux qu'on en finisse. Je suis aligné avec l'Europe. (...) Vous voulez que je sois dur ? Je pourrais être plus dur que n'importe quel être humain que vous ayez jamais vu. Je serais tellement dur. Mais vous n'obtiendrez jamais un deal de cette façon. C'est comme ça. »

J. D. Vance : « (...) Pendant quatre ans, les Etats-Unis d'Amérique ont eu un président qui se levait lors des conférences de presse et faisait le dur en parlant de Vladimir Poutine. Et puis Poutine a envahi l'Ukraine et a détruit une grande partie du pays. La voie vers la paix et la prospérité passe peut-être par la diplomatie. Nous avons essayé la voie de Joe Biden, en nous frappant la poitrine et en prétendant que les paroles du président des Etats-Unis comptaient plus que les actes du président des Etats-unis. Ce qui fait de l'Amérique un pays bon, c'est l'engagement de l'Amérique dans la diplomatie. C'est ce que fait le président Trump. »

Volodymyr Zelensky : « (...) [Poutine] a occupé de grandes parties de l'Ukraine, des parties de l'Est et de la Crimée. Il l'a occupée en 2014. Pendant de nombreuses années (...), personne ne l'a arrêté. (...) De 2014 à 2022, la situation est restée la même. Des personnes sont mortes sur la ligne de contact. Personne ne l'a arrêté. Vous savez que nous avons eu des conversations avec lui. (...) En tant que nouveau président en 2019, j'ai signé avec lui, [Emmanuel] Macron et [Angela] Merkel, nous avons signé un cessez-le-feu. (...) Oui, mais après cela, il a rompu le cessez-le-feu. Il a tué nos gens et n'a pas échangé de prisonniers. (...) De quel type de diplomatie, J. D., parlez-vous ? Que voulez-vous dire ? »

J. D. V. : « Je parle du type de diplomatie qui mettra fin à la destruction de votre pays. Monsieur le président, avec tout le respect que je vous dois, je pense qu'il est irrespectueux de votre part de venir dans le bureau Ovale et d'essayer de plaider cette question devant les médias américains. En ce moment même, vous êtes en train de forcer les conscrits à rejoindre les lignes de front parce que vous avez des problèmes d'effectifs. Vous devriez remercier le président de tenter de mettre fin à ce conflit. »

V. Z. : « Etes-vous déjà allé en Ukraine pour dire quels sont nos problèmes ? »

J. D. V. : « J'ai été à... »

V. Z. : « Venez une fois. »

J. D. V. : « J'ai regardé et vu les infos, et je sais ce qui se passe, que vous amenez des gens (...) dans une visite de propagande, monsieur le président. Contestez-vous que vous avez eu des problèmes pour faire entrer des gens dans votre armée ? Et pensez-vous qu'il est respectueux de venir dans le bureau Ovale des Etats-Unis d'Amérique et d'attaquer l'administration qui tente d'empêcher la destruction de votre pays ? »

« DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE, NOUS SOMMES SEULS. ET NOUS SOMMES RECONNAISSANTS. J'AI DIT MERCI ICI MÊME »

VOLODYMYR ZELENSKY

V. Z. : « Je suis très respectueux. »

J. D. V. : « Avez-vous dit merci une seule fois ? »

V. Z. : « Beaucoup de fois. »

J. D. V. : « Non, dans toute cette réunion, avez-vous dit merci ? (...) Offrez quelques mots de gratitude aux Etats-Unis d'Amérique et au président qui tente de sauver votre pays. »

D. T. : « Nous ne gagnons pas. Vous avez une sacrée chance de nous sortir grâce à nous. »

V. Z. : « Nous tenons bon, monsieur le président, nous restons dans notre pays, nous restons forts. Depuis le début de la guerre, nous sommes seuls. Et nous sommes reconnaissants. J'ai dit merci ici même. »

D. T. : « Nous n'avons pas été seuls. Nous n'avons pas été seuls. Nous avons donné, par ce stupide président [Joe Biden], 350 milliards de dollars [338 milliards d'euros]. (...) Nous vous avons donné des équipements militaires. Et vos hommes sont courageux, mais ils ont dû utiliser notre équipement militaire. (...) Sans notre équipement militaire, cette guerre aurait été terminée en deux semaines. »

V. Z. : « En trois jours. J'ai entendu Poutine le dire. En trois jours. »

D. T. : « Il va être très difficile de faire des affaires comme ça. »

J. D. V. : « Dites juste merci. »

V. Z. : « Je l'ai souvent dit au peuple américain. »

J. D. V. : « Acceptez qu'il y ait des désaccords, et allons débattre de ces désaccords plutôt que (...) nous battre devant les médias américains alors que vous avez tort. Nous savons que vous avez tort. »

D. T. : « Mais vous voyez, je pense qu'il est bon pour le peuple américain de voir ce qui se passe. Je pense que c'est très important. C'est pour cela que j'ai laissé ceci se poursuivre si longtemps. Il faut être reconnaissant. Vous n'avez pas les cartes en main. »

V. Z. : « Je suis reconnaissant. »

D. T. : « Vous êtes enterrés là-bas. Vous avez des gens qui sont morts. (...) Ecoutez, vous manquez de soldats. (...) Et puis vous nous dites : "Je ne veux pas cesser le feu. Je ne veux pas cesser le feu. Je veux partir. Et je veux ci et je veux ça." Si vous pouviez obtenir un cessez-le-feu maintenant, je vous le dis, vous l'accepteriez pour que les balles cessent de voler et que vos hommes cessent d'être tués. »

V. Z. : « Bien sûr que nous voulons arrêter la guerre. »

D. T. : « Mais vous dites que vous ne voulez pas de cessez-le-feu. »

V. Z. : « Avec des garanties. »

D. T. : « Je veux un cessez-le-feu. Parce que vous obtiendrez un cessez-le-feu plus rapidement qu'un accord. »

V. Z. : « Demandez à notre peuple ce qu'il pense du cessez-le-feu. »

Une journaliste : « Et si la Russie rompt un cessez-le-feu ? »

D. T. : « Et si, et si. Et si une bombe vous tombait sur la tête en ce moment même ? Et s'ils le rompent ? Je ne sais pas. Ils l'ont rompu avec Biden parce que Biden, ils ne le respectaient pas. Ils me respectent. »

Tout ce que je peux dire, c'est ceci. [Poutine] a peut-être rompu des accords avec Obama et Bush, et il les a peut-être rompus avec Biden. Peut-être. Je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais il ne les a pas rompus avec moi. Il veut conclure un accord, soit nous nous retirons. »

Une fois que nous aurons signé cet accord, vous serez dans une bien meilleure position. Mais vous n'agissez pas du tout avec reconnaissance. Et ce n'est pas une bonne chose. Je vais être honnête. Ce n'est pas une bonne chose. Je pense que nous en avons vu assez. Ça va être de la grande télévision. » ■

En Ukraine : « C'est indigne de l'Amérique »

Les réactions dans les médias et sur les réseaux sociaux font état d'une « humiliation » infligée par Donald Trump

KIEV - correspondant

Colère, angoisse, tristesse. Les propos du président américain à l'égard de l'Ukraine et de Volodymyr Zelensky, vendredi 28 février, ont provoqué indignation et effroi dans le pays en guerre. Un torrent d'émotions que les Ukrainiens, qu'ils soient civils à l'arrière ou soldats sur le front, ont partagé en masse sur les chaînes Telegram et les réseaux sociaux, tout au long d'une nuit marquée par de nombreux bombardements russes sur plusieurs villes.

Le choc a été d'autant plus important que beaucoup, ces derniers jours, espéraient un rapprochement entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump, bien que ce dernier eut annoncé le 12 février l'ouverture de négociations avec la Russie pour mettre un terme au conflit, sans y inclure Kiev. Les relations entre les deux hommes semblaient en effet se diriger vers un apaisement, après la promesse d'un accord sur l'exploitation commune des ressources naturelles ukrainiennes, dont la première version, très désavantageuse pour Kiev, avait été repoussée au risque de frustrer le président américain. A la veille de ce rendez-vous avec son homologue, Donald Trump avait même employé, jeudi 27 février, des mots

doux à l'égard du président ukrainien, niant l'avoir jamais traité de « dictateur » – ce qu'il avait fait une semaine auparavant – et invoquant son « respect » pour « le meilleur président d'Ukraine ».

C'était un piège

Et puis tout a basculé. Soudainement, brutalement, violemment, dès la première poignée de main entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump, avec une réflexion ironique de ce dernier sur la tenue noire militaire du président en guerre depuis trois ans.

Les télévisions ukrainiennes ont évidemment partagé les images ahurissantes de l'altercation entre Donald Trump, son vice-président J. D. Vance et Volodymyr Zelensky. La scène a provoqué une onde de choc. « Tandis que nous pleurons nos morts, nous regardons les dirigeants américains humilier l'Ukraine par l'intermédiaire

de notre président en le traitant comme un subordonné plutôt que comme un partenaire égal », s'est ému sur Instagram l'activiste Mariam Naiem. « Je n'ai pas voté pour Zelensky, mais je le soutiens pleinement aujourd'hui », écrit de son côté l'ancien ministre adjoint de la défense, Vitaliy Deynega. Aujourd'hui, je n'ai pas eu honte du président et du pays. Je ne suis pas sûr que les Américains puissent en dire autant. » De nombreux messages similaires de soutien au chef d'Etat ont été publiés sur les réseaux sociaux. Le politiste Igor Chalenko s'attend toutefois à ce qu'une partie de l'opposition dénonce le « manque de finesse diplomatique » de Volodymyr Zelensky pendant cette rencontre cruciale pour le pays en guerre.

« Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? », lâche au téléphone un officier combattant depuis 2014 et le début de la guerre du Donbass.

Rubio appelle Zelensky à s'excuser

Le président ukrainien devrait « s'excuser de nous avoir fait perdre notre temps pour une réunion qui allait se terminer de la sorte », a affirmé, vendredi 28 février, Marco Rubio, le chef de la diplomatie américaine, lors d'une interview à la chaîne CNN, après l'altercation entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump à la Maison Blanche, devant les caméras de télévision. « Nous avons détaillé très clairement ce qu'était notre plan, qui est d'amener les Russes à la table des négociations », a-t-il dit. Le président ukrainien a estimé, vendredi, ne pas devoir d'excuses à son homologue américain.

« JE N'AI PAS EU HONTE DU PRÉSIDENT. JE NE SUIS PAS SÛR QUE LES AMÉRICAINS PUISSENT EN DIRE AUTANT »

VITALIY DEYNEGA

ex-ministre adjoint de la défense ukrainien

Oui, c'est très dur, et c'est une tragédie pour le monde entier. Mais cela ne nous empêchera pas de continuer à nous battre pour défendre nos enfants, nos maisons et notre pays. » « Les dirigeants américains ont manqué de respect aux Ukrainiens et à leur lutte pour la liberté, affirme Igor Chalenko. C'est ainsi que la situation est perçue en Ukraine. » « Les alliés ne se comportent pas comme ça, surtout pas en public », écrit sur Facebook le rédacteur en chef de Nv.ua, Vitaly Sych. « Il s'agissait d'une tentative répugnante de frapper le président d'un pays en guerre en utilisant toutes les faiblesses possibles. C'est tout simplement indigne de l'Amérique. »

« Ils ont provoqué Zelensky et Zelensky ne pouvait pas ne pas réagir », estime l'expert politique Thomas D'Istria.

et enseignant Oleksiy Haran. « C'était un piège », affirme l'ancien diplomate et expert en relations internationales au Centre pour les stratégies de défense, Oleksandr Khara. « L'Ukraine est condamnée à être blâmée pour son "manque de volonté" à rechercher la paix », ajoute M. Khara, certain que cette dernière rencontre n'est que la confirmation de la ligne de la Maison Blanche pour parvenir à un cessez-le-feu dans le pays. Ces dernières semaines, tout en mettant Kiev de côté, l'administration américaine n'a cessé de multiplier les contacts avec le Kremlin tout en s'alignant sur les éléments de langage russes, allant même jusqu'à voter aux côtés de la Russie, de la Biélorussie et de la Corée du Nord contre une résolution préparée par l'Ukraine à l'ONU, lundi 24 février.

Le président ukrainien était allé à Washington pour discuter de garanties de sécurité. Il en repart avec une encore plus grande incertitude sur le soutien américain. « Nous nous battons et chercherons des solutions, a affirmé sur Facebook Vitaly Sych. C'est ce que nous faisons depuis trois ans maintenant. Nous trouverons ces voies avec les Américains, ou nous les trouverons avec quelqu'un d'autre. » ■

THOMAS D'ISTRIA

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, son homologue américain, Donald Trump, et le vice-président américain, J. D. Vance, dans le bureau Ovale, à Washington, vendredi 28 février.

BRIAN SNYDER/REUTERS; JIM LO SCALZO/EPA/MAXPPP

GUERRE EN UKRAINE

Réunions de crise entre Européens, seuls face à Moscou

Si la plupart des dirigeants ont apporté leur soutien au président ukrainien, l'Europe doit résoudre des questions existentielles

LONDRES - correspondante

Et maintenant? Au-delà de l'Ukraine, c'est toute l'Europe qui est ébranlée par l'échec et la violence de la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, vendredi 28 février, à la Maison Blanche. Sans les Etats-Unis, comment résister à Moscou? Comment, en cas de lâcher américain, continuer à soutenir Kiev et, au-delà, assurer la sécurité de l'Europe face à une Russie confortée par une administration Trump prête à toutes les concessions pour signer au plus vite la cessation des hostilités? C'est à ces questions existentielles que devraient s'efforcer de répondre les Européens lors du sommet que le premier ministre britannique, Keir Starmer, a organisé à Londres dimanche 2 mars. Après les échanges plutôt chaleureux qu'il avait eus avec Donald Trump, jeudi 27 février, le Britannique espérait convaincre ses partenaires de la capacité de son gouvernement à servir de «pont» entre le Vieux Continent et les Etats-Unis. L'humiliation subie par M. Zelensky devant les caméras du monde entier efface d'un coup ses efforts, ainsi que ceux d'Emmanuel Macron, pour plaire à la cause ukrainienne auprès de Donald Trump.

En vingt-quatre heures, vendredi, les Européens se retrouvent encore plus seuls qu'ils ne l'étaient lorsque à la Conférence de Munich sur la sécurité, le 14 février, le vice-président J. D. Vance avait spectaculairement minimisé les menaces russes et chinoises pour critiquer l'Union européenne. Comme l'a reconnu vendredi l'Estonienne Kaja Kallas, la pourtant très atlantiste haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, sur le réseau X: «Aujourd'hui, il est devenu clair que le monde libre a besoin d'un nouveau leader. C'est à nous, Européens, de relever ce défi.» S'il est maintenu, le sommet de Londres va donc se transformer

«NOUS SOMMES AVEC L'UKRAINE POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE»

FRIEDRICH MERZ
probable futur chancelier allemand

en un nouveau sommet de crise. Après avoir parlé au téléphone aux présidents Trump et Zelensky, le premier ministre britannique a promis, tard dans la soirée vendredi, son soutien «inébranlable» à l'Ukraine, et assuré vouloir «prendre sa part pour trouver une paix durable, fondée sur la souveraineté et la sécurité de l'Ukraine».

Outre le président Zelensky, ce sommet londonien doit réunir les chefs d'Etat et de gouvernement français, allemand, polonais, italien, danois ou turc, ainsi que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le président du Conseil, Antonio Costa, et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. Keir Starmer a prévu de s'entretenir auparavant par vidéo avec les dirigeants des pays baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie). La réunion doit notamment permettre de poursuivre les travaux préparatoires à la force de maintien de la paix européenne que Londres et Paris proposent de déployer en Ukraine, dans le cadre d'un véritable accord de paix, après un éventuel cessez-le-feu.

Après les échanges et la rupture entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, l'espérance d'un «backstop», appui sécuritaire américain pour dissuader Vladimir Poutine de violer un futur accord, pourrait devenir illusoire. La question sera davantage de savoir si Keir Starmer maintient sa proposition d'envoyer des soldats britanniques en Ukraine, au risque de confrontations avec les Russes, sans l'appui des Américains. Et si d'autres Etats européens – dont la France – sont prêts à le suivre.

Les dirigeants des Vingt-Sept doivent de leur côté se réunir, jeudi 6 mars, à Bruxelles, pour un conseil européen extraordinaire. Les Européens devaient annoncer de nouvelles mesures de soutien à Kiev et se concerter sur la façon de renforcer leurs efforts de défense, afin de mieux «partager le fardeau» avec leur «allié» américain. Nul doute que la charge de Donald Trump contre le président ukrainien risque de les obliger à précipiter certaines décisions – sans attendre que leur riposte sécuritaire soit prête.

Avant même ces sommets, les réactions de solidarité ont très vite afflué, vendredi 28 février. Emmanuel Macron à Donald Tusk en passant par Olaf Scholz et les responsables des instances bruxelloises, la plupart des dirigeants du Vieux Continent ont apporté leur soutien au président ukrainien, confronté à l'hostilité des Etats-Unis, au moment où le soutien militaire américain est d'autant plus crucial que les forces russes continuent de progresser sur le terrain.

Viktor Orban soutient Trump
«Une Europe puissance, nous en avons plus que jamais besoin. (...) Le sursaut, c'est maintenant», a tweeté Emmanuel Macron, après le départ précipité du dirigeant ukrainien de la Maison Blanche. Pour lui, «si quelqu'un joue à la troisième guerre mondiale, c'est Vladimir Poutine», et non Volodymyr Zelensky, comme l'en a accusé Donald Trump.

Lors de son passage à la Maison Blanche, lundi 24 février, le président français avait espéré que son homologue ukrainien vienne au plus vite à Washington pour signer l'accord sur les terres rares négocié au forceps avec Washington – un compromis qui est resté en suspens, vendredi soir. Cela devait permettre à Volodymyr Zelensky, espérait-il, de détailler ses positions à Donald Trump, avant que celui-ci ne rencontre Vladimir Poutine, à une date encore incertaine. Alors que les Américains menaçaient de renoncer au

rendez-vous, Emmanuel Macron avait pris son téléphone, mercredi 26 février, pour convaincre le locataire de la Maison Blanche de recevoir M. Zelensky.

A la fin d'une visite au Portugal, vendredi 28 février, le chef de l'Etat français s'est dit prêt à «ouvrir la discussion» sur la dissuasion nucléaire européenne, à la suite des demandes en ce sens du probable futur chancelier allemand, le chef de file chrétien-démocrate Friedrich Merz. Une demande, elle aussi, impensable, il y a encore quelques mois. «Nous sommes avec l'Ukraine pour le meilleur et pour le pire. Nous ne devons jamais confondre l'agresseur et la victime dans cette terrible guerre», a assuré ce dernier. «Vous ne serez jamais seuls», ont proclamé dans la soirée Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, et Antonio Costa, ce lui du Conseil européen.

Face aux questions cruciales qui se posent à eux – quelle relation transatlantique? quelle paix en Europe? –, les Européens sont divisés. «Ce qu'il faut, c'est un sommet immédiat entre les Etats-Unis, les Etats européens et les alliés pour parler franchement de la manière dont nous entendons faire face aux grands défis d'aujourd'hui, à commencer par l'Ukraine, que nous avons défendue ensemble ces dernières années», a indiqué la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, vendredi soir, en gardant une position médiane.

Tout en soutenant l'Ukraine, Mme Meloni n'entend pas critiquer l'administration Trump, dont elle est idéologiquement proche. Quant au premier ministre hongrois, Viktor Orban, il a appuyé explicitement la démarche de Donald Trump, à l'instar de nombreux partis d'extrême droite, dont le FPÖ autrichien et la Ligue de Matteo Salvini en Italie. «Le président Donald Trump a courageusement défendu la paix, a commenté le dirigeant populiste. Les hommes forts font la paix, les hommes faibles font la guerre.» ■

CÉCILE DU COURTIEUX
ET PHILIPPE RICARD (À PARIS)

Moscou jubile de voir «le clown cocaïné» recevoir «une baffe»

MOSCOW N'EN DEMANDAIT sans doute pas tant: Donald Trump a donné à Volodymyr Zelensky, vendredi 28 février, la correction que Vladimir Poutine aurait aimé lui infliger. Après la vive altercation à la Maison Blanche entre les présidents américain et ukrainien, le chef du Kremlin n'a pas publiquement réagi.

Mais, loin des réactions européennes saluant le courage de M. Zelensky face aux envolées de M. Trump et de son vice-président, J. D. Vance, les médias au service de M. Poutine ont fait passer ses messages: le président américain a sévèrement réprimandé le «clown», comme est régulièrement moqué le dirigeant ukrainien; il cessera d'envoyer des armes à un pays qui a de «gros problèmes» et ne peut pas l'emporter face à l'armée russe; Kiev joue avec le risque de «troisième guerre mondiale»; seuls Moscou et Washington ont «les cartes en main».

En direct depuis le bureau Ovale, M. Trump a plus que jamais tenu le même discours que le Kremlin et a repris ses expressions, voulant se montrer sans censure ni limites, comme M. Poutine prétend l'être. «Pour la première fois, Trump a dit la vérité en face au clown cocaïné. Le porc insolent a finalement reçu une bonne baffe», s'est félicité, sur Telegram, Dmitri Medvedev, numéro deux du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie.

L'ex-président jadis réputé libéral, devenu l'un des faucons les plus volubiles, a toutefois prévu: «C'est utile. Mais cela ne suffit pas: nous devons mettre un terme à l'aide militaire apportée à la machine nazie.» Allusion à l'objectif ultime depuis le lancement, le 24 février 2022, de l'«opération militaire spéciale» du Kremlin en Ukraine: la «dénazification» du voisin et, à Kiev, l'arrivée de nouveaux dirigeants pro-Kremlin.

«Zelensky mord la main qui l'a nourri»
Les propos de MM. Trump et Vance ont été bien accueillis sur les réseaux sociaux les plus nationalistes, ceux-là mêmes qui ne veulent rien céder: sur le front militaire, l'armée gagne du terrain; aucune négociation avec Washington ne devrait la distraire de sa marche victorieuse.

«La façon dont Trump et Vance se sont contents et n'ont pas giflé cette ordure relève du miracle de retenue, a ironisé pour sa part la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, sur Telegram. Je pense que le plus gros mensonge de Zelensky, parmi tous ses mensonges, est sa déclaration à la Maison Blanche selon laquelle le régime de Kiev était seul en 2022, sans soutien.»

Ainsi la diplomatie russe se réjouit-elle du renversement narratif à Washington: accusée désormais par M. Trump d'avoir commencé la guerre, l'Ukraine fe-

rait tout aujourd'hui pour la prolonger aux frais des Etats-Unis. Alors que les médias favorables au Kremlin assurent depuis des mois que Kiev abuse de la patience et des finances des Etats-Unis, les derniers propos de M. Trump ne font que nourrir un peu plus cette rhétorique. «Zelensky mord la main qui l'a nourri», a raillé Mme Zakharova.

Cité par l'agence de presse Ria Novosti, Kristina Ivanenko, présentée comme experte en sciences psychologiques, assure que les expressions faciales de M. Zelensky ont traduit «tout le spectre des émotions négatives associées à la dissonance cognitive entre les attentes et la nouvelle réalité: impatience, irritation, déception». Alors que la vidéo de l'escalade verbale a fait le tour des réseaux sociaux, certains commentateurs ont même cru lire sur les lèvres de M. Zelensky une injure adressée à M. Vance.

Beaucoup de Russes en sont persuadés, telle Elena, mère de foyer: «Zelensky est un idiot! L'Europe ne l'a toujours pas compris?», écrit-elle au Monde. «Je suis sous le choc, confie au contraire Piotr, universitaire. La majorité ici assure que Zelensky est un crétin. Mais il s'est comporté très courageusement. Il a fait ce qu'il devait en ne se laissant pas avoir par Trump.» Des propos rares en Russie après cette altercation que Moscou considère déjà comme «historique». ■

BENJAMIN QUÉNELLE

Bruxelles souhaite approfondir son partenariat avec l'Inde

Les deux parties doivent conclure un accord de libre-échange «d'ici à la fin de l'année»

BRUXELLES – bureau européen
NEW DELHI – correspondance

Pour l'Union européenne, l'essentiel est de poursuivre la diversification de ses relations commerciales

de la Commission dès son arrivée à Delhi, jeudi. Quitte à éviter les sujets qui fâchent? L'Inde, alliée historique de Moscou, qui lui fournit l'essentiel de son équipement militaire, n'a jamais explicitement condamné l'invasion russe de l'Ukraine. En dépit des sanctions occidentales, le géant sud-asiatique n'a cessé d'importer du pétrole russe. New Delhi et Bruxelles devaient évoquer cette épingle question, mais les deux partenaires se sont contentés de rappeler leur attachement à une «paix juste et durable» en Ukraine.

Pour Bruxelles, l'essentiel est bien de poursuivre sa diversification tous azimuts de ses relations avec le reste du monde. Alors que lors de son premier mandat les négociations de nouveaux accords de libre-échange patinaient, Ursula von der Leyen veut trouver de nouveaux alliés depuis que Donald Trump menace d'imposer des nouveaux droits de douane à l'Union européenne.

Champ de coopération élargi

Après la finalisation de la négociation de l'accord de libre-échange du Mercosur fin 2024, Bruxelles a annoncé un approfondissement de ses partenariats avec le Mexique et le Canada ou la relance des discussions avec la Malaisie, enlisées depuis dix ans. Au Forum économique mondial de Davos (Suisse), Ursula von der Leyen a même signalé, le 21 janvier, que l'Europe entendait «rechercher des avantages mutuels dans [son] dialogue avec la Chine», malgré les fortes tensions entre les deux blocs commerciaux.

Les négociations commerciales ne sont pas tout. «L'Europe a compris que les négociations avec l'Inde pour un accord de libre-échange seront difficiles, elle a donc décidé de modifier son objectif et d'élargir le champ de coopération à d'autres domaines, dont les technologies, le renforcement de la sécurité économique en s'assurant une chaîne d'approvisionnement sûre en Inde, ou en abordant la question de la sécurité», précise M. Crabtree.

Après la Japon et la Corée du Sud en 2024, l'Europe veut lancer un partenariat en matière de sécurité et de défense, car «nous avons de nombreux intérêts communs», rappelle la présidente de la Commission. Cet accord est censé structurer les coopérations civiles ou militaires entre l'UE et ses partenaires en matière de sécurité maritime, spatiale ou de lutte contre le terrorisme.

En 2021, l'Europe, dans le cadre de sa mission de surveillance du golfe d'Aden, et l'Inde avaient déjà organisé un exercice militaire conjoint. «Nous pouvons construire sur ce type de projet commun pour aller plus loin», confie une source diplomatique à Bruxelles, qui précise que les discussions sont pour l'instant très préliminaires. «Si l'UE et l'Inde veulent arriver à un accord significatif, les négociations seront longues et complexes», anticipe James Crabtree, qui assure néanmoins que «personne n'avait anticipé il y a encore quelques mois que l'Europe allait se lancer dans de tels échanges avec l'Inde». ■

CAROLE DIETERICH
ET PHILIPPE JACQUÉ

Friedrich Merz, très attendu par les Européens

Paris et Varsovie, notamment, se félicitent du volontarisme du probable futur chancelier allemand

BRUXELLES - bureau européen

Au sein des institutions européennes comme à Paris, Rome, Varsovie ou La Haye, on attendait avec impatience que les Allemands choisissent un nouveau chancelier. Après les années Scholz, marquées par un immobilisme allemand sans précédent sur la scène communautaire, la victoire aux élections législatives du candidat de la CDU, Friedrich Merz, le 23 février, y a été accueillie avec un immense soulagement.

Pour faire face aux défis sécuritaires et économiques auxquels elle est confrontée, l'Union européenne (UE) a besoin d'une Allemagne pleinement investie, au-delà de la défense de ses seuls intérêts. L'Europe pourra « *compter sur l'Allemagne* », a assuré Friedrich Merz durant sa campagne, promettant de « *réparer les liens avec ses deux grands voisins* » que sont la France et la Pologne.

A Paris, Emmanuel Macron, qui n'a jamais réussi à s'entendre avec l'actuel chancelier Olaf Scholz et qui, après la dissolution ratée de l'Assemblée, en juin 2024, cherche une réhabilitation sur la scène internationale, s'en réjouit. Les deux hommes ont entamé, ces dernières semaines, un pas de deux qui laisse espérer un redémarrage du moteur franco-allemand, après une panne de trois ans sans précédent. Depuis l'avion qui l'emmenait à Washington, où l'attendait son homologue américain, lundi 24 février, le président français s'est entretenu avec Friedrich Merz. Mercredi, il le recevait à dîner à l'Elysée, au moment même où Donald Trump accusait l'UE d'avoir « *été conçue pour empêcher les Etats-Unis* » et promettait une hausse des droits de douane de 25 % sur ses exportations.

« *Nous sommes plus que jamais déterminés à faire de grandes choses ensemble pour la France et l'Allemagne et travailler à une Europe forte et souveraine* », avait commenté Emmanuel Macron, au soir de l'élection de Friedrich Merz. Ce-

Le chancelier a promis de « réparer les liens avec ses deux grands voisins », la France et la Pologne

lui-ci venait d'avoir des mots sur « *l'indépendance [de l'Europe] vis-à-vis des Etats-Unis* » et la nécessité d'*« une capacité de défense européenne autonome »* comme alternative à « *l'OTAN dans sa forme actuelle* » qu'il attendait de la part de son allié depuis le discours de la Sorbonne et la théorisation de l'autonomie stratégique de l'Union, en 2017.

Risque de « frustrer » Meloni

Emmanuel Macron et Friedrich Merz divergent sur de nombreux sujets, à commencer par l'accord de libre-échange que la Commission européenne a conclu avec le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, la Bolivie n'étant pas incluse dans l'accord), mais ils partagent la volonté de secourir une Europe en plein décrochage économique par rapport aux Etats-Unis et à la Chine, confrontée à une guerre à ses frontières et en passe d'être lâchée par son allié américain.

A Varsovie, aussi, on se félicite de l'élection de Friedrich Merz, dont on attend des avancées en matière d'Europe de la défense et un soutien militaire accru en Ukraine. Le futur chancelier et le premier ministre polonais, Donald Tusk, appartiennent à la même famille politique, ils ont de bonnes relations et, « *à bien des égards, une approche similaire de l'Europe – réaliste, pragmatique, privilégiant l'intergouvernemental au supranationalisme* », commente Piotr Buras, du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR).

Un sujet aurait pu gâcher les retrouvailles germano-polonaises, dès lors qu'en campagne, Friedrich Merz avait déclaré vouloir fermer les frontières, quitte à être dans l'ilégalité européenne et à fâcher ses voisins. Mais, lundi 24 février, le futur chancelier a su calmer le jeu : « *Aucun de nous ne veut fermer les frontières, personne* », a-t-il assuré.

La volonté affichée de Friedrich Merz de travailler en étroite collaboration avec Paris et Varsovie sur la scène européenne « *pourrait frustrer* » l'Italie de Giorgia Meloni, « *qui se voit traditionnellement comme la troisième jambe du moteur franco-allemand* », juge Nicoletta Pirozzi, chargée du programme sur l'Union européenne et responsable des relations institutionnelles à l'Istituto Affari Internazionali. « *Durant la campagne, Merz n'a pas caché son estime* » pour la présidente du conseil italien, dont il partage les préoccupations sur la compétitivité et l'immigration, ajoute Arturo Vavelli, de l'ECFR. Mais, dès lors que le dirigeant défend l'UE contre Donald Trump, malgré son grand attachement au transatlantisme, Giorgia Meloni, ambiguë sur ce terrain, « *pourrait se trouver de plus en plus en difficulté* ».

Au sein des institutions communautaires, Friedrich Merz pourra s'appuyer sur de nombreux alliés politiques. Au Parlement européen, où les chrétiens-démocrates du Parti populaire européen (PPE) constituent la première force politique, l'élection du candidat de la CDU consolide leur position. A la table des chefs d'Etat et de gouvernement, où l'Espagnol Pedro Sanchez est désormais le dernier représentant de la famille sociale-démocrate avec la Danoise Mette Frederiksen et le Maltais Robert Abela, elle offre un chef de file à la droite.

A la Commission, dont la présidente, Ursula von der Leyen, est une Allemande de la CDU, Friedrich Merz sera aussi en terrain connu. Mais pas forcément amical. Entre eux deux, relève Janis Emmanouilidis, du centre de politique européenne, « *il y a Angela Merkel* », qui a, en effet, été aussi protectrice avec Ursula von der Leyen qu'elle a été dure avec son rival Friedrich Merz.

Une chose est sûre, au sein de la CDU, ces deux-là ne partagent pas les mêmes idées : la présidente de la Commission est plus progressiste que le chancelier élu, qui est toutefois, notamment, le pacte vert européen dont elle est l'architecte. Durant la campagne, Friedrich Merz s'est aussi exprimé à plusieurs reprises contre une Commission qui aurait trop de pouvoirs. Pour ce partisan des « *coalitions de volontaires* », pour contourner les inerties communautaires, les Etats membres – et surtout l'Allemagne – doivent avoir la main. ■

VIRGINIE MALINGRE



Friedrich Merz (à gauche), chef de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), au Bundestag, à Berlin, le 25 février. MARKUS SCHREIBER/AP

Mohammed VI appelle les Marocains à renoncer au rite du sacrifice de l'Aïd

La protection du cheptel s'explique par des raisons écologiques et sociales

CASABLANCA (MAROC) - correspondance

L'absence de pluie et la flambée des prix ont eu raison de la fête du mouton. Dans un message lu à la télévision par le ministre des affaires islamiques, mercredi 26 février, Mohammed VI a appelé les Marocains « *à s'abstenir d'accomplir le rite du sacrifice de l'Aïd el-Adha* » en 2025. Un choix que le roi justifie par les « *défis climatiques et économiques* » qu'affronte le Maroc et « *qui ont eu pour conséquence une régression substantielle de l'effectif du cheptel* ». « *Dans ces conditions difficiles* », a ajouté Mohammed VI, l'accomplissement du sacrifice de l'Aïd el-Adha « *est susceptible de porter préjudice* » à une grande partie des citoyens du royaume, « *particulièrement ceux à revenu limité* ».

C'est la première fois, depuis qu'il est devenu roi en 1999, que Mohammed VI exhorte les Marocains à s'abstenir de cet abattage rituel, une fête annuelle que les musulmans du monde entier célèbrent en achetant un mouton, parfois une chèvre ou une vache, dont la mise à mort symbolise l'épreuve de foi à laquelle fut soumis Ibrahim (Abraham), lorsqu'il

Dieu exigea de lui le sacrifice de son fils. La décision du souverain, qui use de ses prérogatives en tant que commandeur des croyants, n'a pas surpris. La rumeur courait depuis plusieurs semaines. Le Maroc traverse sa septième année de sécheresse d'affilée.

Détersse du monde rural

Alors qu'il a été nommé au poste de ministre de l'agriculture, le 13 février, le ministre de l'agriculture a pointé la « *baisse extrême* » du nombre de troupeaux, amputés des deux cinquièmes de leurs effectifs depuis 2016. A partir des données publiées cette année-là, le nombre des bovins, ovins et caprins disponibles aujourd'hui au Maroc ne dépasse pas 18 millions de têtes. Or, pas moins de 5 millions de têtes sont d'ordinaire abattues durant l'Aïd el-Adha. L'insuffisance de l'offre, conjuguée aux pratiques spéculatives des intermédiaires, a rendu le prix de la viande de 20 % entre 2019 et 2023, selon le Haut-Commissariat au plan.

A l'approche de l'Aïd el-Adha, qui tombe soixante-dix jours après la fin du ramadan et qui aura lieu durant la première semaine de juin, l'inquiétude des Marocains est palpable. A eux seuls, les deux

jours fériés associés à cet événement religieux représentent près d'un tiers du budget annuel consacré par les ménages à l'achat de viande. Le 15 février, le ministre de l'eau a alerté sur la crise hydrique et la part croissante – plus de 45 % – de l'alimentation dans les dépenses mensuelles des familles marocaines. « *Un seuil critique qui menace la stabilité économique des foyers* », a-t-il averti.

Le message de Mohammed VI n'a pas suscité de réaction du côté du gouvernement, mais certains commentateurs se sont pris à déceler dans l'adresse du roi comme un signal adressé au premier ministre, Aziz Akhannouch, à qui une partie de la presse reproche son impuissance à redresser le pouvoir d'achat des Marocains. La question des prix alimentaires est devenue tellement sensible qu'un jeune poissonnier de Marrakech est devenu, ces derniers jours, la coqueluche des journaux pour le simple fait qu'il vend le kilo de sardines à 5 dirhams (48 centimes d'euro), alors que le poisson est commercialisé entre 15 et 20 dirhams dans les villes côtières de Casablanca ou de Rabat.

L'opposition, elle, a été prompte à réagir, soutenant la décision du

roi, à l'instar du Parti du progrès et du socialisme, mais s'abstenant de toute remontrance publique envers Aziz Akhannouch. Sous le couvert de l'anonymat, un ancien ministre l'accuse toutefois d'être à l'origine de « *la détresse du monde rural agricole* ». « *Aziz Akhannouch ne commande pas la pluie, mais il était ministre de l'agriculture pendant près de quarante ans [jusqu'en 2021]* », renchérit-il.

Déjà, le 29 mars 1996, Hassan II, le père de Mohammed VI, envoya le ministre des affaires islamiques de l'époque lire à la télévision un message appelant les Marocains à renoncer à tout sacrifice, pour préserver le cheptel, que le manque d'eau soumettait à rude épreuve. L'annonce intervenant alors la veille de la fête, ses effets furent limités. En s'adressant aux Marocains plus de cent jours avant l'Aïd el-Adha, Mohammed VI donne au contraire le sentiment de vouloir préparer les esprits et d'épargner les bourses. Il faudra des années pour que le cheptel marocain retrouve un niveau satisfaisant. ■

ALEXANDRE AUBLANC

ARRÊT DES FINANCEMENTS AMÉRICAUX

DEUX MILLIONS DE PERSONNES PRIVÉES D'AIDE HUMANITAIRE

VOTRE SOUTIEN EST VITAL

FAITES UN DON SUR SOLIDARITES.ORG



Solidarités
international

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

La Réunion meurtrie par le cyclone Garance

Au moins trois personnes ont été tuées sur l'île de l'océan Indien, confinée, qui a subi de fortes inondations

SAINTE-DENIS (LA RÉUNION) - correspondant

Trois morts dont deux femmes emportées l'une par les flots et l'autre par une coulée de boue, au moins cinq blessés, des routes détruites ou coupées, des quartiers inondés par des cours d'eau en crue, des milliers d'habitats endommagés... « C'est une journée tragique pour La Réunion », a solennellement déclaré le préfet du département de l'océan Indien, Patrice Latron, vendredi 28 février, en début de soirée, après le passage du cyclone tropical Garance, alors que l'île avait été placée en alerte violette, le niveau le plus élevé, interdisant toute sortie même pour les secours. Un phénomène « brutal » et « violent », qui s'est formé mardi à l'est de Madagascar et qui a « défiguré » La Réunion, a observé M. Latron.

L'œil du système a directement percuté l'île dans le Nord-Est, à Sainte-Marie et Sainte-Suzanne, à 10 heures locales (7 heures dans l'Hexagone), avant de traverser le territoire et ressortir en fin de matinée par le sud-ouest, et de s'éloigner en s'affaiblissant.

Situation inédite et historique
Comme annoncé par Météo-France océan Indien, Garance a semé la désolation, avec des vents ravageurs, des pluies jugées « exceptionnelles » et des vagues atteignant jusqu'à 10 mètres. A l'aéroport, des rafales de vents de 214 km/h ont été enregistrées. Du jamais-vu depuis le cyclone Jenny de 1962, selon Céline Jauffret, directrice interrégionale de Météo-France. A Piton Sainte-Rose, dans l'est de l'île, un record à 234 km/h



A Saint-Paul (La Réunion), vendredi 28 février. RICHARD BOUHET/AFP

a été relevé. Dans la partie nord de la Réunion, des bourrasques à plus de 150 km/h voire 180 km/h ont arraché des toitures, pulvérisé des fenêtres et des portes, plié des arbres, panneaux de circulation ou publicitaires. Si la pointe du cyclone a été marquée par cette force destructrice, la suite s'est caractérisée par des pluies diluvien-

nes provoquant également des dégâts majeurs. Dans le nord, l'ouest et l'est de l'île, il est tombé jusqu'à 300 millimètres d'eau en trois heures. A Saint-Denis, la rivière a connu une crue centennale. Dans le chef-lieu, les trombes d'eau ont transformé des routes, des ravines et canaux en torrents débordants ou en cascades. Plusieurs quartiers sont inondés, avec des voitures en partie submergées par l'eau marron.

Sur les réseaux sociaux, des internautes, après avoir filmé depuis leur appartement, ont posté des vidéos des pluies torrentielles et de véhicules emportés par les flots puissants. « Nous venons de vivre une situation inédite et historique », a déclaré Ericka Bareigts, la maire (Parti socialiste) de Saint-Denis. L'élu a aussi évoqué « le stress, la peur de chacun », et a recommandé au conseil départemental des renforts de pompiers pour sa commune. « Des glissements de terrain, des arbres déracinés, des coulées de boue menacent personnes et bâtiments », a précisé Mme Bareigts. A Saint-Paul et

Saint-Gilles, dans l'ouest de l'île, de nombreux quartiers et habitations sont également inondés.

Dans toute l'île, une quinzaine d'axes routiers et de ponts sont fermés à la circulation en raison d'éboulis ou de la présence de branchages et de câbles électriques sur la chaussée. Dans l'Ouest, tout un tronçon de route a été emporté par les flots. Des opérations de reconnaissance devaient être effectuées dans la journée de samedi. Le nettoyage et la remise en état des voies de circulation constituent des priorités pour l'Etat.

Dans l'est du département, la sous-préfecture de Saint-Benoît a dû être évacuée. La toiture d'une partie du centre hospitalier de la ville a été endommagée,

et une cinquantaine de malades ont été déplacés dans d'autres services. L'établissement a également fait face à des problèmes d'alimentation en eau. A Saint-André, le maire Joé Bedier a indiqué que 25 à 30 familles ont vu la toiture de leur maison arrachée. Certaines se sont réfugiées dans leur véhicule.

Selon les derniers chiffres de la préfecture, samedi matin, plus de 180 000 foyers étaient privés d'électricité, soit 42 % des abonnés. Des réparations d'envergure sur le réseau seront nécessaires, selon EDF. Environ 80 000 personnes n'ont plus accès à l'eau potable, soit 10 % des Réunionnais. Près de 39 000 sont privées d'accès à Internet alors que 54 relais de téléphonie sont tombés. Au total, 675 personnes ont rejoint les 128 centres d'hébergement répartis dans les 24 communes.

Garance risque de marquer la mémoire collective des 880 000 Réunionnais. Sur la radio Réunion La 1^{re}, plusieurs auditeurs ont déclaré lors du confinement être « effrayés » et ont

Samedi matin, 180 000 foyers étaient privés d'électricité et 10 % des Réunionnais n'avaient plus accès à l'eau potable

parlé de « cataclysme » causant des dégâts rarement vus.

Pour beaucoup, le cyclone Garance a été « plus violent que Belal » qui, en 2024, avait provoqué la mort de quatre personnes et causé plus de 100 millions d'euros de dégâts, notamment chez les particuliers et les agriculteurs.

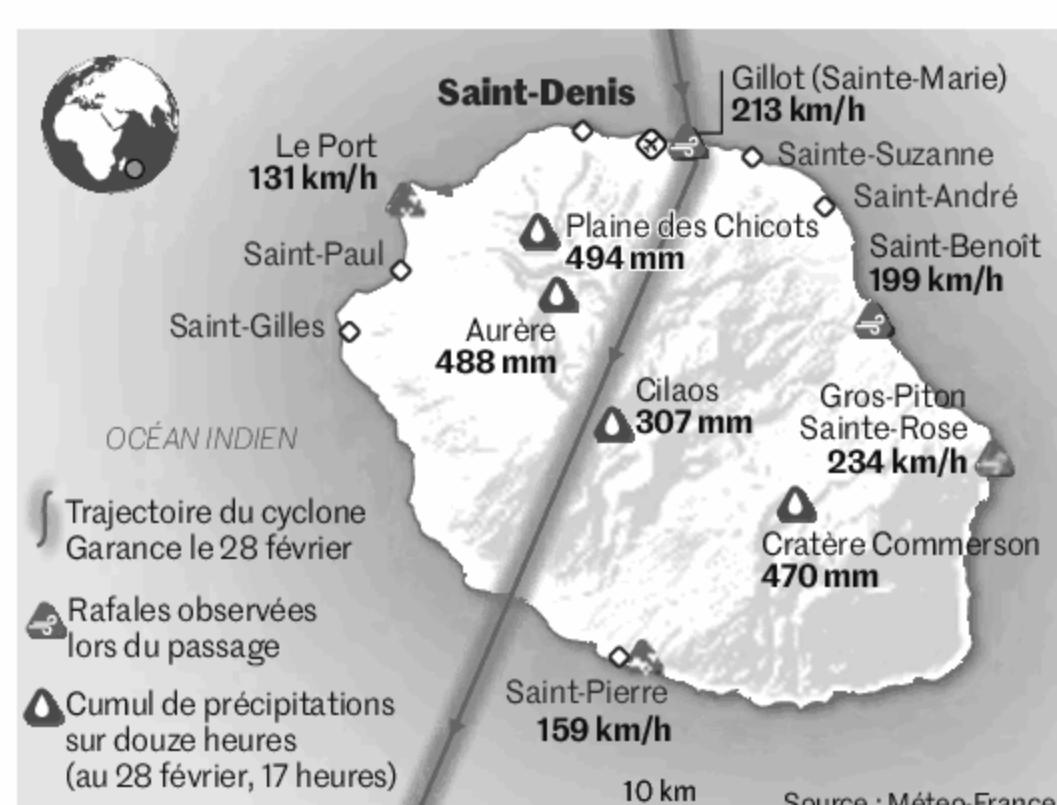
Tout en appelant la population à limiter ses déplacements, M. Latron a ordonné que l'alerte rouge, et donc le confinement, soit levée samedi à 10 heures locales. Ce dernier a, en outre, dénoncé plusieurs tentatives de pillages de commerces qualifiées de « honnêtes » et « sans vergogne ».

Solidarité nationale

Pour protéger les habitations endommagées, plus de 100 000 mètres carrés de bâches ont été réquisitionnés, a indiqué le général Eric Faure, chef d'état-major de zone pour la sécurité civile. « Nous sommes mobilisés pour aller au plus près de la population », a-t-il assuré. Samedi 1^{er} mars, 104 militaires de la sécurité civile en mission à Mayotte à la suite du passage du cyclone Chido rejoindront La Réunion, dès la réouverture de l'aéroport Roland-Garros. Une centaine de sapeurs pompiers doivent également partir de l'Hexagone pour venir en renfort. Ainsi qu'un escadron de gendarmes mobiles et des équipes EDF.

Sur les réseaux sociaux, le chef de l'Etat ainsi que plusieurs membres du gouvernement ont indiqué que la solidarité nationale s'exercera à l'égard de La Réunion. S'il est bien trop tôt pour établir un bilan précis et chiffré des dégâts vraisemblablement plus élevés que ceux laissés par Belal, le gouvernement va devoir trouver des ressources nécessaires pour réparer l'île. Alors que, dans le même temps, il est confronté au défi de la reconstruction de l'île voisine de Mayotte estimée à plusieurs milliards d'euros. ■

JÉRÔME TALPIN



Source : Météo-France

Pour beaucoup, le cyclone Garance a été « plus violent que Belal » en janvier 2024

Surutilisé, un maïs OGM insecticide favorise la résistance des ravageurs

L'usage trop intensif du maïs dit « Bt » par l'agriculture américaine a entraîné une rapide adaptation du coléoptère qu'il est censé combattre

Les maïs OGM résistant à la chrysomèle sont-ils en voie d'obsolescence? Une vingtaine de scientifiques, issus de 18 institutions de recherche, principalement nord-américaines, dressent une analyse de la surutilisation de ces semences transgéniques aux Etats-Unis, publiée le 27 février par *Science*. Fondés sur les informations de plus d'une décennie d'essais au champ et les données d'adoption d'OGM dans la Corn Belt – la « ceinture de maïs » des Etats du Midwest –, leurs travaux indiquent que les maïsiculteurs utilisent trop de ces semences dites « Bt » (pour *Bacillus thuringiensis*), la bactérie qui produit cette famille de toxines: cela entraîne une progression de la résistance des ravageurs, et des pertes économiques.

Les auteurs les chiffrent à une centaine de millions de dollars par

an entre 2014 et 2016. « Si les innovations présentes et à venir sont générées [ainsi], nous risquons d'entrer dans un cycle d'obsolescence rapide de la technologie transgénique », préviennent-ils.

« Le développement de résistances n'est pas une surprise, estime Marion Desquillet, chercheuse (Inrae) à la Toulouse School of Economics, qui n'a pas participé à ces travaux. Dès la mise sur le marché des maïs Bt destinés à lutter contre les chrysomèles, en 2003, des entomologistes recommandaient sans succès des stratégies ambitieuses pour retarder l'apparition de résistances chez cette famille de coléoptères, notamment du fait de ses caractéristiques biologiques. » En particulier, certains scientifiques suggéraient que les maïs en question soient modifiés pour produire deux types de toxines Bt, et non une seule, afin de limiter les

capacités d'adaptation des coléoptères. Ce conseil n'a pas été suivi.

Les premiers cas de résistance de la chrysomèle à la toxine Bt ont ainsi été détectés dès 2009, six ans seulement après la mise sur le marché de cette technologie. « Par comparaison, les premiers maïs Bt commercialisés en 1996 ciblent un autre ravageur de cette culture, la pyrale, et ils sont toujours efficaces trente ans plus tard », ajoute Mme Desquillet. Les auteurs de l'étude associent le développement de la résistance de la chrysomèle au Bt à la surutilisation de cette technologie.

Les chercheurs ont examiné les données d'usage des semences Bt et des dégâts sur les racines de maïs dans 10 Etats de la Corn Belt de 2005 à 2016. Grâce à ces informations, ils ont pu conduire une analyse coût-bénéfice et documenter une situation qui peut

sembler paradoxale. Entre 2014 et 2016, le taux de recours au maïs Bt contre la chrysomèle est semblable dans toute la Corn Belt, alors que la pression du ravageur est bien moindre dans l'est de cette vaste zone. Là, les agriculteurs perdraient de ce fait en moyenne 99 millions de dollars par an, par une dépense excessive en semences équipées de traits de résistance, alors que la présence de ravageurs ne le justifie pas.

Systèmes non durables

Les données que les chercheurs ont pu utiliser sont anciennes, or la résistance aux toxines Bt progresse. « Lorsque les toxines Bt actuelles ne seront plus efficaces, il pourrait n'y avoir aucune nouvelle toxine Bt prête à être déployée, expliquent Zachary Brown et Dominic Reisig, tous deux chercheurs à l'université de Caroline du Nord,

dont celui destiné à lutter contre la chrysomèle, décrypte Marion Desquillet. Les agriculteurs ne sont pas toujours informés des risques. Ce que pointent les chercheurs est la trop faible pression des pouvoirs publics sur les semenciers. »

Ces cultures modifiées pour produire des toxines Bt permettent de lutter contre différents ravageurs et peuvent généralement permettre de faire baisser les usages de pesticides. « Cela ne veut pas dire que le maïs américain, en monoculture ou en rotation avec le seul soja, n'a pas d'impact sur l'environnement, dès lors qu'il repose sur des cultures Bt, précise Mme Desquillet. De manière générale, ces systèmes agricoles ne sont durables ni socialement ni écologiquement. Ils appauvissent les sols, polluent les ressources en eau, chargent les rivières en nitrates, etc. » ■

STÉPHANE FOUCART



Le premier ministre portugais, Luis Montenegro, et le président français, Emmanuel Macron, le 28 février, à Porto (Portugal). MIGUEL RIOPA/AFP

LISBONNE, PORTO - envoyée spéciale

En dépit de la « profondeur et de la densité des liens » – dixit l'Elysée – entre la France et le Portugal, le pays de Camões n'avait pas accueilli de président français pour une visite d'Etat depuis Jacques Chirac, en 1999. Absent en 2024 des célébrations du cinquantenaire de la « révolution des cœillots », Emmanuel Macron, en visite à Lisbonne et à Porto jeudi 27 et vendredi 28 février, est venu mettre un terme à ce paradoxe.

Programmé de longue date, le voyage officiel intervenait quelques jours seulement après la rencontre du président français avec Donald Trump, le 24 février à Washington, et alors que les pourparlers sur l'Ukraine s'intensifient. Dans un Portugal profondément pro-européen, qui abrite une communauté ukrainienne d'environ 60 000 personnes, l'implication d'Emmanuel Macron dans les tractations visant à « promouvoir l'autonomie stratégique de l'Europe », selon les mots du premier ministre portugais, Luis Montenegro, ne pouvait laisser insensible. « Vous vous êtes imposé comme le principal leader de l'Union européenne dans la réponse à l'émergence d'un nouvel ordre mondial, qui pose des défis majeurs aux 27 Etats membres », a salué, vendredi, M. Montenegro, en remettant au président français les clés de la ville de Porto.

L'Ukraine était dans toutes les têtes durant ce séjour. Mercredi soir, au cours du dîner d'Etat of-

Au Portugal, Macron accueilli en leader des Européens

Lors de sa visite d'Etat, jeudi et vendredi, le président de la République a rejeté l'idée d'« une vassalisation heureuse » avec les Etats-Unis

fert en l'honneur d'Emmanuel et de Brigitte Macron au palais national d'Ajuda, à Lisbonne, le président portugais, Marcelo Rebelo de Sousa, qui avait accueilli le couple français sous une pluie battante à la mi-journée, a porté un toast à la tonalité très politique, remerciant son hôte français pour son rôle dans l'affrontement entre les Etats-Unis et le Vieux Continent.

« Goût du risque »

Quelques heures plus tôt, dans un ancien entrepôt militaire au bord du Tage transformé en incubateur de start-up, Emmanuel Macron était accueilli par quelque 150 professionnels de la tech, pour la plupart franco-portugais ou français installés au Portugal, pour une rencontre sur le thème de l'innovation et de l'intelligence artificielle. Devant ce public entrepreneurial et europhilie, Emmanuel Macron s'est posé en chef de file des Européens et a appelé à « re-

trouver le goût du risque, de l'ambition et de la puissance ». « Je vois plein de gens dans notre Europe dire "on va devoir être gentil avec les Américains, ça va passer, il faut courber l'échine" », a-t-il lancé. Mais « la réponse n'est pas dans une soumission » et « je ne suis pas pour la vassalisation heureuse », a prévenu Emmanuel Macron. « On a été très rassurés de vous voir aux Etats-Unis, de la façon dont vous avez été avec le président Trump,

Une lettre d'intention entérine « la décision du Portugal de se porter acquéreur de 12 canons Caesar »

c'est très important pour l'Europe », l'a congratulé le maire de Lisbonne, Carlos Moedas, ancien commissaire européen à l'innovation, à la recherche et à la science (2014-2019), déclenchant les applaudissements de la salle.

Parfaitement alignés, le président français et le premier ministre portugais ont répondu d'une même voix, vendredi, aux menaces de Donald Trump d'augmenter les droits de douane de 25 % sur les produits européens. Si ces menaces sont mises à exécution, « les Européens répondront donc il y aura des tarifs réciproques », a assuré Emmanuel Macron, vendredi, lors d'une conférence de presse commune avec Luis Montenegro, dans la mairie de Porto.

Les deux hommes ont signé un accord pour renforcer la coopération de leurs pays en matière de défense. « Il nous faut avoir une Europe qui investisse davantage dans sa défense et sa sécurité » et,

« pour cela, il faut une Europe qui dépense davantage, mais qui dépense davantage en Européen, c'est-à-dire qui produise davantage de solutions de défense, de capacités sur le sol européen », a souligné le président français. Une lettre d'intention entérine « la décision du Portugal de se porter acquéreur de 12 canons Caesar » d'ici à 2027 « et jusqu'à 36 » d'ici à 2034.

« Acteur », pas « commentateur »

Totalement investi sur le dossier ukrainien, Emmanuel Macron goûte moins que jamais les critiques ou conseils, surtout lorsqu'ils viennent de son prédécesseur. « L'administration Trump n'est plus notre allié », assénait François Hollande dans *Le Monde*, le 28 février. Le chef de l'Etat déclèle dans ces propos « beaucoup de naïveté » un « réveil tardif ». « Les Européens laissés seuls en Syrie, le retrait unilatéral de l'Afgha-

Emmanuel Macron a appelé à « réengager un travail de fond » sur les accords d'immigration entre Paris et Alger

nistan, [cela signifiait] déjà que l'Europe n'était plus au cœur de la pensée géostratégique et géopolitique américaine », rappelle-t-il.

« Acteur » et pas « commentateur », Emmanuel Macron a aussi pris la parole pour la première fois, vendredi, depuis Porto, sur les questions migratoires avec l'Algérie. Alors que le premier ministre, François Bayrou, sous la pression du ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau (Les Républicains), envisage de « dénoncer » des accords bilatéraux dans ce domaine s'ils n'étaient pas réexaminés dans un délai d'« un mois, six semaines », le chef de l'Etat a appelé à « réengager un travail de fond » sur les accords d'immigration entre Paris et Alger.

M. Retailleau a multiplié les attaques verbales contre l'Algérie, alimentant une escalade, par médias interposés, entre les deux pays, à la suite du refus d'Alger d'accepter des ressortissants en situation irrégulière renvoyés par la France, dont l'auteur d'un attentat qui a fait un mort le 22 février à Mulhouse. « Il ne faut pas que [les relations entre les deux pays] fassent l'objet de jeux politiques », a mis en garde Emmanuel Macron, ne souhaitant pas que des « millions de Français nés de parents algériens » se retrouvent « pris dans ces débats ». Dénoncer de manière unilatérale les accords de 1968, qui facilitent la circulation des Algériens en France, « ça n'a aucun sens », a-t-il énoncé. Il en a profité pour s'exprimer sur l'incarcération, depuis novembre 2024, de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal. Une « détention arbitraire » pour le président français. Qui ajoute : « Cela nous préoccupe beaucoup. [C'est] l'un des éléments qu'il faut régler [avec Alger] pour que la confiance soit pleinement rétablie » entre les deux pays.

Mais en début de soirée éclatait outre-Atlantique, dans le bureau Oval de la Maison Blanche, un affrontement inédit entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, devant les caméras du monde entier, réduisant à néant les efforts d'Emmanuel Macron, qui se félicitait, un peu plus tôt dans l'après-midi, d'avoir contribué à cette rencontre. Dans une interview télévisée enregistrée avant de regagner Paris, Emmanuel Macron disait ne pas croire « que les Etats-Unis d'Amérique s'écartent de [leur] histoire ». « Ce qui m'importe, ce sont les conséquences », ajoutait-il, rappelant qu'il plaide « depuis des années » pour la dissuasion nucléaire européenne. « Si les collègues veulent avancer vers une plus grande autonomie et des capacités de dissuasion, alors nous devrons ouvrir cette discussion très profondément stratégique », juge-t-il. Misan une fois de plus sur sa capacité d'entraînement. ■

NATHALIE SEGAUNES

QUESTIONS POLITIQUES
dimanche 12h-13h
CARINE BÉCARD



Marine Tondelier,
Secrétaire nationale
Les Écologistes

avec Nathalie Saint-Cricq
et Françoise Fressoz

france inter

franceinfo:
TV canal 27

Le Monde

photo : © Christophe Abramowitz / RF

Clémence Guetté, une fidèle dans les pas de Jean-Luc Mélenchon

Inconnue il y a deux ans, la députée du Val-de-Marne a réalisé une ascension éclair au sein de LFI

PORTRAIT

Décembre 2023, Hobart, la capitale de la Tasmanie, en Australie. Clémence Guetté s'apprête à embarquer sur *L'Astrolabe*, un bateau d'exploration polaire. La députée «insoumise» du Val-de-Marne va passer un mois en Antarctique avec les scientifiques, les pingouins et les phoques, soit à peu près les seuls habitants de cette région du globe. Une gageure pour l'élu de 33 ans, qui souffre du mal de mer. A l'Assemblée nationale, elle coprésidente avec le député (MoDem) du Morbihan Jimmy Pahun le groupe d'études «Arctique, Antarctique et Terres australes». Si Jean-Luc Mélenchon, son prédécesseur à ce poste, s'en désintéressait, la bonne élève prend sa mission très au sérieux. Jimmy Pahun s'inquiète toutefois à l'idée de l'attirer dans un tel pérille. «Tu es sûre?», lui demande l'ancien champion de France de course au large.

Longs cheveux ondulés, visage de madone et sourire discret, la députée n'a pas l'allure d'une aventurière. Pour rejoindre la base scientifique Dumont-d'Urville, elle a pourtant traversé les mers les plus agitées du monde, balayées par les vents puissants de l'océan Austral. Avec la même détermination, Clémence Guetté affronte le gros temps de la politique française.

«Impressionnante de maîtrise»
Longtemps dans l'ombre, cette native des Deux-Sèvres fait partie des figures montantes de la France insoumise (LFI). Jeudi 6 mars, elle présidera la séance publique à l'Assemblée nationale. En juillet 2024, elle en est devenue la vice-présidente, un poste prestigieux qui pave l'institutionnalisation du mouvement de Jean-Luc Mélenchon. Voit-il en elle une successeure? Ou entretient-il l'idée qu'il prépare la suite? Le tribun se plaît à la mettre en avant, la présentant comme son égale à l'Institut La Boétie, le think tank maison, qu'elle coprèside à ses côtés. «Clé-

En 2017, alors secrétaire générale du groupe LFI à l'Assemblée, elle tétanise d'autres petites mains, qui la surnomment «Staline»

mence avait l'idée de cet institut. Elle dit que, pour faire de la politique, il faut être en prise sur les connaissances les plus modernes», assure son ami, le député LFI de Haute-Garonne Hadrien Clouet, rencontré sur les bancs de Sciences Po.

L'ascension éclair de cette grande lectrice, qui préfère consacrer ses rares dimanches paresseux à dévorer les livres de Nicolas Mathieu plutôt qu'à regarder Netflix, interroge. Décrise comme «intelligente», «redoutable», dotée d'une énorme capacité de travail, elle donne à voir LFI sous un jour aimable, loin des vociférations et du «bruit et de la fureur» du triple candidat à la présidentielle. Que l'on ne s'y trompe pas.

La jeune femme restituée avec soin la ligne officielle. Elle prophétise par exemple la théorie marxiste selon laquelle, «le capitalisme prépare lui-même la force qui le remplace». Et réfute toute critique à l'égard de la stratégie du mouvement, pourtant en difficulté dans les zones rurales face au Rassemblement national. «Il y a un ressort raciste et islamophobe dans le vote à l'extrême droite», profère-t-elle à l'égard de cet électeur rétif. Au grand dam de certains «insoumis» qui la jugent éloignée des réalités du terrain.

Au sein du mouvement, personne n'a vu arriver cette personnalité «lisse» et «réservée». Comme toute une génération, Clémence Guetté n'a jamais vécu que de la politique. Passée brièvement (à peine quinze jours) par l'UNEF, qu'elle coprèside à ses côtés. «Clé-

le syndicat étudiant, quand elle était à la fac de lettres de Poitiers, elle milite très vite au Parti de gauche, la structure que M. Mélenchon a créée après son départ du Parti socialiste en 2008. Au milieu des années 2010, elle est embauchée au siège du mouvement pour travailler sur la deuxième campagne présidentielle.

En 2017, elle devient secrétaire générale du groupe LFI à l'Assemblée nationale, quand Jean-Luc Mélenchon, alors député des Bouches-du-Rhône, en est le président. A la buvette du Palais-Bourbon, elle tétanise d'autres petites mains, qui la surnomment «Staline». Des collègues de gauche la voient comme «glaçante», «flipante», uniquement guidée par le «combat», à l'image du coordinateur de LFI, Manuel Bompard, ou de la présidente du groupe à l'Assemblée, Mathilde Panot. «Elle est impressionnante de maîtrise d'elle-même, ce qui peut destabiliser», euphémise le député socialiste du Calvados Arthur Delaporte. «Ça reste un loup déguisé en agneau», résume M. Pahun, qui, pourtant, «travaille bien avec elle» sur la question des pôles.

«Elle fait peur à des gens qui n'ont pas de colonne vertébrale», la défend M. Clouet. Signe d'une grande confiance de Jean-Luc Mélenchon, elle est investie, en 2022, dans la 2^e circonscription du Val-de-Marne, historiquement à gauche, et ce, malgré des élections régionales 2021 catastrophiques en Nouvelle-Aquitaine. Elle était alors en alliance avec le Nouveau Parti anticapitaliste. Jean-Luc Mélenchon la propulse aussi coordinatrice de l'Avenir en commun, le programme de LFI. En retour, elle défend ce mentor qui lui fait la courte échelle. Sur l'affaire Adrien Quatennens, elle épargne «Jean-Luc», qui a pourtant soutenu son ancien poulain, reconnu coupable de violences conjugales. «Il a réagi comme il sentait qu'il devait réagir», affirme-t-elle, avant de souligner les progrès réalisés par le groupe en matière de violences sexistes et sexuelles. Elle assume

aussi les «purges» et les départs d'Alexis Corbière, Raquel Garrido, Clémentine Autain et François Ruffin. Tous fustigeaient la stratégie clivante du mouvement et le manque de démocratie interne. «C'étaient des critiques permanentes. Le collectif était complètement sclérosé par un débat impossible», leur reproche-t-elle.

Hypothèse Matignon
Depuis ce grand ménage, plus aucune voix dissonante ne perce les murs de LFI. Mme Guetté y voit l'opportunité de débattre sereinement. «On discute tout le temps», avance-t-elle, sans vraiment vaincre. Elle-même ouvre à peine la bouche en réunion de groupe, nourrissant la critique de ses contemporains, qui l'accusent de n'avoir aucune pensée politique propre. «Je parle quand j'ai des choses à dire. C'est un principe auquel davantage de gens devraient s'astreindre», rétorque-t-elle.

En juillet 2024, son nom a été griffonné avec ceux de Mathilde Panot, de Manuel Bompard et de Jean-Luc Mélenchon pour être les candidats proposés par LFI au poste de premier ministre sous les couleurs du Nouveau Front populaire. Une façon pour le leader «insoumis» de faire comme si un quatuor était à la tête du mouvement. «Nous quatre, on travaille beaucoup ensemble», vante Mme Guetté, suscitant une forme de scepticisme tant le septuagénaire a entretenu la rivalité au sein de son entourage.

L'hypothèse Matignon n'a duré que jusqu'à ce que le PS y mette un veto, mais elle lui a procuré un «petit vertige». «Si j'avais dû le faire, je l'aurais fait», ajoute-t-elle. Son expérience à l'Assemblée lui a fait relativiser la hauteur de la marche. «Ce ne sont pas tous des génies», sourit l'ancienne tête de classe, que ses anciens camarades d'AgroParisTech, intégrée après

Sciences Po, ont prise pour une enseignante le jour de la rentrée. A Bressuire, commune rurale des Deux-Sèvres, où elle a grandi, sa famille s'inquiète de l'itinéraire un «peu fou» de leur fille cadette. La mère, professeure d'anglais, est déléguée syndicale, et le père, «homme au foyer par choix», milite à la FCP, l'association de gauche de parents d'élèves. Pas de grands moyens, donc, dans ce foyer, dont le jardin autonome sert à nourrir la progéniture.

Assoiffée de connaissances, rapidement guettée par l'ennui, celle qui aime écouter Gims, Céline Dion ou Aya Nakamura a toujours dans un coin de sa tête l'idée de reprendre des études. Pourquoi pas l'Ecole nationale de la magistrature? A moins qu'elle n'embarque à nouveau, avec Jimmy Pahun, en direction des îles Kerguelen. Il serait ravi d'y aller avec «Mme Guetté». ■

SANDRINE CASSINI



Clémence Guetté, le 11 décembre 2024, à Paris.
JULIEN DANIEL/MYOP
POUR « LE MONDE »

S&P maintient la notation de la France mais lance une mise en garde

Si l'agence de notation garde la note à AA-, elle l'assortit d'une perspective négative, laissant entendre qu'elle pourrait l'abaisser bientôt

Deux mois après la mauvaise surprise de la dégradation de la note souveraine de la France par l'agence Moody's, le premier ministre, François Bayrou, a évité une nouvelle sanction: S&P Global Ratings a annoncé, vendredi 28 février, maintenir sa propre note à AA-, l'équivalent d'un 17 sur 20, mais a revu la perspective d'évolution de celle-ci à «négative» au lieu de «stable», suggérant ainsi qu'elle pourrait l'abaisser dans les prochains mois.

La France, que S&P avait privée de la note suprême AAA en 2012, échappe ainsi à une rétrogradation dans la catégorie des pays notés en catégorie «simple A». Mais l'agence prévient: évoquant un «consensus politique faible pour s'attaquer aux importants déficits courants de la France dans un contexte de perspectives de croissance économique plus incertaines», elle explique qu'elle pourrait abaisser sa note «si le gouvernement ne

parvient pas à réduire davantage son important déficit budgétaire dans les deux prochaines années ou si la croissance économique tombe sous nos prévisions pendant une période prolongée».

Le ministère de l'économie et des finances «prend note» de la décision de S&P, estimant que le placement sous perspective négative «rappelle l'ampleur du défi de redressement de nos finances publiques, défi que le gouvernement est déterminé à relever». Et assurant avoir pris «les mesures de contrôle et de pilotage nécessaires pour assurer l'exécution du budget 2025 et maîtriser l'endettement» du pays.

De fait, le contexte politique et budgétaire a changé depuis que Moody's, le 14 décembre 2024, a ramené sa note, de Aa2 à Aa3, soit à un niveau équivalent de celles de S&P Global et de Fitch. François Bayrou venait alors tout juste d'être nommé à Matignon, mais n'avait pas encore formé son gouvernement et la France était pri-

vée de budget. Elle en a aujourd'hui un, adopté en février.

Sur les marchés financiers, la défiance suscitée par les finances publiques françaises a logiquement reflué depuis le début de l'année. L'écart entre le rendement de la dette française à dix ans et son équivalent allemand, qui mesure la prime de risque exigée par les investisseurs pour prêter à Paris plutôt qu'à Berlin, qui était monté tout près de 90 points de base début décembre, s'est stabilisé entre 70 et 75 points de base. Il était proche de 50 points de base avant la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024.

Répit peut-être de courte durée
Ce resserrement récent a facilité les émissions gérées par l'Agence France Trésor, le gestionnaire de la dette de l'Etat, qui a pu emprunter sans difficulté près de 76 milliards d'euros à moyen et long terme depuis le 1^{er} janvier, malgré l'arrêt des rachats d'obligations souve-

L'agence souligne le risque d'une dégradation de la conjoncture économique dans les prochains mois

raines de la Banque centrale européenne et la diminution de ceux d'une partie des investisseurs, japonais notamment. «Tous les placements de dette française depuis le début de l'année ont été bien absorbés, la France a même battu plusieurs fois les records de demande pour sa dette, ce qui reste un très bon indicateur de l'appétit du marché», note Matthieu de Clermont, gérant obligataire chez AllianzGI.

Le répit pourrait cependant être de courte durée. Car même si le

gouvernement Bayrou a fixé pour 2025 un objectif de déficit de 5,4% du produit intérieur brut, moins ambitieux que celui de l'équipe de son prédécesseur, Michel Barnier, qui visait 5%, sa réalisation reste exposée à de multiples risques, comme l'a rappelé la Cour des comptes le 13 février.

A commencer, comme le souligne S&P, par celui d'une dégradation de la conjoncture économique dans les mois à venir, sur fond de tensions commerciales et géopolitiques. «Les entreprises sont prudentes sur leurs projets d'investissement et le marché du travail dégrade depuis plusieurs trimestres. La croissance devrait donc être inférieure à la prévision du gouvernement. Le risque de dérapage budgétaire est donc toujours présent», résume Apolline Menut, économiste chez Carmignac. Et pour donner un ordre de grandeur: 1% de croissance en moins, c'est 0,5 point de déficit en plus.

Les investisseurs suivent aussi avec attention les discussions sur le financement du système des retraites. Une éventuelle remise en cause de la réforme de 2023 serait évidemment mal accueillie. «Si on devait avoir soudainement de mauvaises nouvelles économiques en même temps qu'une nouvelle crise politique en France, avec très peu de visibilité sur une trajectoire de retour à l'équilibre budgétaire, certains investisseurs américains, de gros fonds de pension, pourraient se retirer», avertit Christophe Boucher, directeur des investissements d'ABN Amro Investment Solutions.

L'ascension de «l'Himalaya des défis», l'expression favorite du premier ministre, reste donc semée d'embûches. Parmi les prochaines étapes à risque figure celle du 14 mars, date à laquelle Fitch actualisera à son tour sa note, elle aussi à AA- et assortie d'une perspective négative depuis octobre 2024. ■

MARC ANGRAND

Retraites : FO quitte la table des négociations

Dénonçant une « mascarade », le troisième syndicat de France n'est resté que quinze minutes à la réunion

Un tout petit tour et puis s'en va. Jeudi 27 février, Force ouvrière (FO) a claqué la porte de la première réunion de négociations sur les retraites aux alentours de 14 h 15, soit quinze minutes, à peine, après qu'elle s'est ouverte dans un immeuble abritant des services du premier ministre, au 20 avenue de Ségur, à Paris. Le troisième syndicat de France quitte ainsi définitivement un cycle de pourparlers qui est censé se dérouler au moins jusqu'à la fin mai, y voyant une « mascarade » orchestrée par le pouvoir en place. Un coup d'éclat qui confirme que l'exercice de « démocratie sociale », voulu par le chef du gouvernement, François Bayrou, sur ce dossier clivant promet d'être mouvementé, d'autres protagonistes étant susceptibles de prendre, eux aussi, la tangente.

Pour rendre publique sa décision, FO a soigné la mise en scène. Michel Beaugas, l'un de ses secrétaires confédéraux, a demandé à s'exprimer au commencement de la rencontre à laquelle participaient les représentants de cinq autres organisations de salariés (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, UNSA) et de quatre mouvements d'employeurs (Confédération des petites et moyennes entreprises, FNSEA, Medef, Union des entre-

prises de proximité). M. Beaugas a lu une « déclaration liminaire », exposant les motivations de son syndicat, puis s'est éclipssé et a rejoint les journalistes, massés devant l'entrée du ministère, pour tenir les mêmes propos. Presque concurremment, le numéro un de FO, Frédéric Souillot, se trouvait sur le plateau de télévision de Franceinfo, où il développait un argumentaire – évidemment – identique.

Age légal de départ

Leur discours consiste à dire qu'il n'y a rien à espérer des discussions lancées à l'invitation du premier ministre sur les retraites. Ces échanges, cousins de fil blanc, relèvent de l'*« instrumentalisation »* selon FO car ils ne permettront pas de faire aboutir une revendication à laquelle le syndicat demeure viscéralement attaché : abroger la réforme de 2023, qui a repoussé de 62 à 64 ans l'âge légal de départ.

Aux yeux de M. Souillot, toute la communication du gouvernement, depuis plusieurs jours, vise à instiller l'idée qu'*« on ne peut pas toucher »* à cette mesure paramétrique, car cela ne ferait qu'accroître les problèmes de trésorerie des régimes de pension, en butte à un déficit appelé à s'accroître : près de 15 milliards

d'euros en 2035, puis jusqu'à 31,6 milliards en 2045 dans le scénario le plus défavorable, selon un rapport de la Cour des comptes diffusé le 20 février.

Un élément supplémentaire conforte FO dans sa position : la lettre que M. Bayrou a envoyée, mercredi soir, aux acteurs sociaux afin de cadrer les tractations à venir. Elle fixe comme objectif un retour à l'équilibre de notre système par répartition en 2030. Le fait de tracer cette orientation *« est un vrai carcan »*, qui se traduira, de manière implacable, par le *« maintien du statu quo »* et de la règle des 64 ans, d'après MM. Souillot et Beaugas.

L'annonce de FO n'est pas tout à fait une surprise. Le 20 février, M. Beaugas s'était déjà interrogé à voix haute sur la présence de sa confédération à la table des négociations, après avoir assisté – avec

Selon Force ouvrière, il n'y a rien à espérer des discussions lancées à l'invitation du premier ministre

ses homologues – à une présentation du rapport de la Cour des comptes sur la santé budgétaire des caisses de retraite : *« Je ne sais ce que fera mon organisation. »*

Depuis plusieurs semaines, le troisième syndicat de France est traversé par des débats animés : une large partie des militants, en particulier ceux du courant trotskiste et leurs camarades de la sensibilité anarchosyndicaliste, exhortent la direction à ne pas s'impliquer dans la concertation proposée par M. Bayrou. Ils y voient une manœuvre du locataire de Matignon qui n'aura aucun débouché probant tout en donnant à celui-ci une stature d'homme de dialogue. M. Souillot, qui appartient au camp des réformistes de sa centrale, ne peut pas rester indifférent à ce que pense la « base » de FO, d'autant moins qu'il est candidat à sa succession, à l'occasion d'un congrès programmé en 2026.

Effet domino

Quelles incidences aura cet épisode ? *« Il ne met pas un terme aux discussions qui ont débuté jeudi mais celles-ci seront, comme on pouvait s'y attendre, ardues »,* commente Franck Morel, conseiller social d'Edouard Philippe lorsque ce dernier était premier ministre (mai 2017-juillet 2020) et fin connaisseur de la sphère du paritarisme. D'après lui, les syndicats ont conscience qu'il sera difficile *« de revenir sur les 64 ans car une telle option complique encore plus l'équation financière énoncée par le chef du gouvernement – à savoir un retour à l'équilibre du système de retraites en 2030. »*

Il reste que le choix de FO est de nature à produire un « effet domino ». *« D'autres organisations peuvent être amenées à lui emboîter le pas et à s'en aller, au bout de quelques réunions »,* décrypté

Raymond Soubie, président de la société de conseils Alixio et spécialiste du social. Les regards sont maintenant braqués sur la CGT, qui pourrait être tentée de sortir, elle aussi. *« La question se posera au fur et à mesure que la négociation avancera, sachant que nous en débattons avec nos instances très régulièrement »,* explique Denis Gravouil, le « M. Retraites » du deuxième syndicat dans l'Hexagone. A ce stade, la principale préoccupation est *« d'instaurer un rapport de force dans le but d'abroger les mesures d'âge de la réforme de 2023, insiste-t-il. »*

Mais ce qui est sûr, estime M. Soubie, c'est que le départ de FO exerce une *« pression directe »* sur les syndicats qui continuent, pour le moment, d'être présents dans les discussions. *« Ils vont veiller à ne pas apparaître comme des forces qui collaborent à un processus dont le résultat pourrait être très éloigné de leurs attentes initiales : la remise en cause de la retraite à 64 ans, ajoute M. Soubie. Ces travaux ne s'emboîtent pas dans les meilleures conditions. »*

M. Bayrou savait que la concertation désormais engagée serait pleine d'incertitudes. Dans un entretien au *« Figaro »* du vendredi 28 février, il rappelle la mise en garde qu'il avait faite peu après sa nomination à Matignon : si les représentants des travailleurs et des chefs d'entreprise n'arrivent pas à un accord, *« on en restera au système »* défini dans la réforme de 2023. En cas de « blocage », il juge *« possible »* de tenir un référendum au sujet des retraites. Une affirmation inattendue de la part d'un homme politique qui, jusqu'à présent, avait affiché sa confiance dans la démocratie sociale et misé sur elle pour impulser des changements. ■

BERTRAND BISSUEL

SÉCURITÉ SOCIALE La « taxe lapin » censurée par le Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel a censuré, vendredi 28 février, plusieurs articles de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2025, notamment la « taxe lapin », qui visait à instaurer une pénalité pour les patients n'honorant pas leur rendez-vous chez le médecin. Le Conseil constitutionnel a considéré que la mesure n'était pas assez encadrée, mais n'a pas remis en question son principe. – (AFP)

JUSTICE Record historique du nombre de détenus

Les prisons françaises comptaient 81 599 détenus au 1^{er} février, a annoncé samedi le ministère de la justice. Ce chiffre représente le nombre le plus élevé jamais enregistré de personnes incarcérées. Les prisons n'ont, par ailleurs, jamais été aussi surpeuplées, avec seulement 62 363 places opérationnelles. La France est régulièrement critiquée pour ses mauvaises conditions de détention. – (AFP)

SOCIAL La CGT appelle à manifester contre la réforme des retraites

La CGT appelle à rejoindre les cortèges prévus le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, « pour gagner l'abrogation de la réforme » des retraites de 2023, et à rejoindre des cortèges le 20 mars « avec les organisations de retraités ». Au-delà de ces deux dates, elle appelle à « une mobilisation d'ampleur » à terme. – (AFP)

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Ensemble Royal
Fauteuil inclinable et son pouf
2590€

LE PLUS GRAND ESPACE RELAXATION À PARIS

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Distributeur officiel des fauteuils Stressless® et Himolla
63 rue de la Convention Paris 15, 7J/7, 01 45 77 80 40, M° Charles Michels
54 cours de Vincennes Paris 12, 7J/7, 01 40 21 87 53, M° Nation
Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : nos adresses sur www.topper.fr

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE



DISPONIBLES D'ANTIQUES, VINTAGE ET MODERNES
ARTICLES DE CUISINE
ASSORTIS ET ARTISANAT EN MARBRE
VINS ET CHAMPAGNE DIVERS (DOMINIQUE)
COLLIER EN PERLES
SAC À MAIN DE QUALITÉ DÉFINIE D'ANTIQUES
VÉGÉTAL DÉCORATION
TABLE D'APPUI ET DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.
La maison recherche également bien d'autres produits

Displacements réguliers et gracieux dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisonscharles-antique.fr

EspaceTopper
Maison familiale à Paris depuis 1926 99 ans

Offres

ANNIVERSAIRE

Matelas, sommiers et accessoires : conditions exceptionnelles sur une large sélection

LE PLUS GRAND ESPACE LITERIE À PARIS : PLUS DE 50 MODÈLES EXPOSÉS
Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr

Literie Paris 15 • 7j/7
66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10, M° Charles Michels

Literie Paris 12 • 7j/7
56-60 cours de Vincennes, 01 43 41 80 93, M° Nation

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr

ACHAT VINYLES

Disqueur sérieux et passionné.
20 ans d'expérience.
Achète vinyles 33 et 45 tours
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World, Hip Hop, Classique...
Je me déplace. Paiement comptant.
David B : 06 07 44 03 77

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?
stephane.pesque@mpublicite.fr

LIGNAGE
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC

MODULES
Merci de nous consulter

stephane.pesque@mpublicite.fr

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr

Des démarches simplifiées pour le RSA et la prime d'activité

Le préremplissage des déclarations de ressources, effectif le 1^{er} mars, doit permettre de réduire les erreurs et la fraude

La réforme était attendue : les 6,3 millions d'allocataires de la prime d'activité et/ou du revenu de solidarité active (RSA) bénéficient, à compter du 1^{er} mars, de déclarations de ressources préremplies. Cette «simplification administrative (...) diminue le risque d'erreur de déclaration et évitera des variations brutes d'allocations», salue le collectif Alerte, qui regroupe 37 associations de solidarité, telles que le Secours catholique, ATD Quart Monde, Emmaüs France... La ministre des solidarités, Catherine Vautrin, a également anticipé une baisse du non-recours à ces aides ainsi qu'une baisse des «indus». Ces sommes versées en trop par les caisses d'allocations familiales (CAF) du fait de la fraude et surtout des erreurs des allocataires, que l'institution peine à récupérer ensuite, ont représenté près de 17 % des 9,6 milliards d'euros versés au titre de la prime d'activité, en 2023, et 24,7 % de la manne des 11,4 milliards d'euros du RSA.

Le préremplissage constitue une première étape de «la solidarité à la source», promesse d'Emmanuel Macron lors de sa campagne présidentielle de 2022, supposée pallier le renoncement à l'idée d'un revenu universel d'activité. La réforme a été testée, depuis octobre 2024, dans cinq départements. «Nous avons de très bons retours», précise Jérôme Roteta, qui dirige la CAF des Pyrénées-Atlantiques. Les allocataires se sentent sécurisés, alors que, auparavant, ils avaient peur de se tromper, et que la CAF réclame ensuite des remboursements. De fait, pour la prime d'activité, six déclarations sur dix étaient erronées.»

Concrètement, il ne sera plus nécessaire de renseigner les lignes réservées aux salaires et aux revenus de remplacement (allocations chômage, indemnités maladie, pension d'invalidité ou de retraite), comme c'est déjà le cas pour les déclarations d'impôts, depuis 2006. Ces lignes seront préremplies grâce au montant net social que les employeurs et les organismes sociaux doivent mentionner depuis juillet 2023. «Ce montant net social remplace les calculs complexes qu'il fallait effectuer précédemment, mais seulement la moitié des allocataires l'utilisent. C'est donc un vrai progrès qu'il soit prérempli», estime M. Roteta.

Deux années de tests à blanc ont montré que les données préremplies «sont fiables à 98 %», selon le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), Nicolas Grivel. Les allocataires pourront cependant les modifier, à condition d'envoyer à leur CAF les justificatifs correspondants. Ils devront aussi continuer à déclarer leurs éventuels revenus d'activité indépendante – de 10 % à 15 % des allocataires sont concernés –, les pensions alimentaires, les revenus perçus à l'étranger...

Les allocataires du RSA pourront en revanche cesser de déclarer les dons exceptionnels de leurs pro-

« Nos équipes consacreront moins d'énergie aux contrôles, et plus de temps à l'ouverture et au maintien des droits »

NICOLAS GRIVEL
directeur général de la CNAF

Cette mesure constitue une première étape de « la solidarité à la source », promise d'Emmanuel Macron en 2022

ches, à compter du 1^{er} juillet. «C'est une simplification que nous demandions!», se réjouit Valérie Pras, du collectif citoyen Changer de cap, l'une des organisations qui ont saisie le Conseil d'Etat contre les algorithmes de ciblage antifraude de la CNAF. Mme Pras invite aussi à exclure des déclarations, jusqu'à un certain montant, les sommes provenant de la vente d'occasion sur les sites Leboncoin ou Vinted.

«Nous avons rendu un avis favorable à cette réforme, mais il faut des moyens humains pour l'accompagner», réagit Bruno Lamy, secrétaire confédéral à la politique familiale à la CFDT. Nous aurions aussi aimé que sa mesure d'impact soit publiée à l'issue de l'expérimentation, car nous avons été échaudés par la réforme des aides au logement de 2021, qui s'est mal passée.» Sur le terrain, Sandrine (qui n'a pas souhaité donner son nom), salariée de la CAF de l'Hérault, l'un des cinq départements tests, se dit pour l'instant rassurée : «On a de bons échos. Il y a des cas complexes, mais à la marge.»

Aller plus loin
Quel sera l'effet de la simplification sur le non-recours aux aides, estimé à 30 % pour le RSA? «On peut s'attendre à ce que des personnes qui étaient découragées par la complexité des déclarations ou le risque de devoir rembourser une partie des aides effectuent une demande d'allocation», avance M. Grivel. Du côté de la CAF des Pyrénées-Atlantiques, Jérôme Roteta cite l'exemple d'un allocataire qui avait cessé de percevoir la prime d'activité : «Comme ses salaires étaient préremplis, il a quand même fait sa déclaration trimestrielle, et il s'est aperçu qu'il était de nouveau éligible.»

Surtout, les agents des CAF sont désormais autorisés à utiliser les données préremplies pour identifier, parmi les allocataires des différentes prestations, ceux qui pourraient bénéficier d'une nouvelle aide. «Nos équipes pourront consacrer moins d'énergie aux contrôles et au recouvrement des indus, et plus de temps à l'ouverture et au maintien des droits», se félicite le directeur général de la CNAF.

A l'instar du collectif des associations de solidarité, la sénatrice écologiste du Rhône Raymonde Poncet Monge exhorte le gouvernement à aller plus loin : «Ces aides sont des droits! Les nombreuses personnes qui perçoivent déjà des allocations familiales ou d'autres prestations de la CAF ne devraient pas avoir à les demander, juste à donner leur accord si on les informe qu'elles y sont éligibles.»

Elle rappelle une des préconisations du rapport parlementaire de juillet 2023 qu'elle a signé avec René-Paul Savary, alors sénateur (Les Républicains) de la Marne : «Allouons à la lutte contre le non-recours les économies générées par le préremplissage des déclarations, qui s'annoncent importantes : les cinq départements qui ont expérimenté la réforme, fin 2024, ont eu à verser 800 000 euros de RSA et de primes d'activité de moins qu'à la même période de 2023.» ■

CLAIRE ANÉ

Cavale de Mohamed Amra : un réseau hétéroclite à son service

Sept nouveaux suspects ont été mis en examen dans l'enquête sur l'évasion sanglante du narcotrafiquant arrêté en Roumanie

Il n'a fallu que quelques jours pour que soient interpellés les complices présumés de Mohamed Amra, narcotrafiquant arrêté en Roumanie, le 22 février, au bout de neuf mois de traque. Vendredi 28 février, sept nouvelles personnes ont été mises en examen, parmi lesquelles quatre ont été placées en détention provisoire. Onze l'avaient déjà été, jeudi 27 février, dont neuf incarcérés. Leurs profils dessinent un réseau d'hommes de main ayant chacun une tâche précise à accomplir pour favoriser le projet d'évasion, puis assister leur leader : voleur de voiture, chauffeur, guetteur...

Si ses complices étaient prêts à se salir les mains pour lui, c'est qu'il n'y a pas si longtemps encore, «La Mouche» maculait les siennes sans hésitation. A l'été 2021, le surnom de Mohamed Amra, déjà «très défavorable connu des services de police», apparaît au détour d'une procédure de la police judiciaire de Rouen, saisie à la suite d'un règlement de comptes sur la terrasse d'un bar de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime). Le tireur présumé, qui est descendu d'une moto de grosse cylindrée, est identifié comme ce jeune délinquant multirécidiviste en plein essor.

Son commanditaire présumé, familier lui aussi des trafics normands, Jean-Charles P., répond au surnom de «Dallas». Leur lien d'affaires, devenu pacte de sang, est aujourd'hui au cœur de l'enquête sur la cavale d'Amra, fugitif le plus recherché de France depuis son évasion, qui a coûté la vie à deux agents pénitentiaires, le 14 mai 2024, au péage d'Incarville (Eure). Selon les enquêteurs, «Dal-

las» serait un membre essentiel du réseau de complices ayant facilité la cavale de «La Mouche».

Jean-Charles P., ancien espoir du football à la carrière athlétique, figure parmi les dix-huit individus mis en examen, cette semaine, dans le cadre de l'enquête. Autour de lui, la plupart des profils des hommes suspectés d'avoir favorisé la cavale de «La Mouche» proviennent au même biotope criminel : celui de la ville d'Evreux, où Amra jouissait de la réputation d'un dur capable de tout. Une renommée assise sur un casier judiciaire où s'accumulent extorsion avec arme, enlèvement-séquestration, association de malfaiteurs ou encore tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique.

Groupe activé à distance
Ainsi d'Alexandre G.-B., soupçonné d'avoir surveillé le départ du fourgon pénitentiaire depuis la terrasse d'un café près du tribunal de Rouen afin de donner le feu vert au commando chargé de libérer Mohamed Amra. «Le groupe de complices consiste essentiellement en une addition de petits délinquants, avec deux ou trois caïds au milieu», glisse une source informée de l'enquête.

La plupart de ces noms, à l'instar de «La Mouche» et de «Dallas», peuplent les faits divers de Rouen et des villes alentour, dont Evreux, et notamment son quartier de la Madeleine.

Durant ses neuf mois de cavale, Mohamed Amra a pu s'appuyer sur ce groupe de fidèles qu'il activait à distance aussi pour poursuivre ses projets illicites. C'est au moyen de l'application Signal qu'il serait entré en contact avec

Cet entourage normand se compose surtout de délinquants désinhibés, capables d'entreprises très violentes

un détenu de la prison de Nantes : «Dallas». Selon les enquêteurs, Jean-Charles P. est soupçonné d'être le logisticien du commando d'Incarville, un rôle qu'il a réfuté lors de ses interrogatoires.

Le tireur présumé du 14 mai 2024, lui, figure parmi les trois suspects interpellés à l'étranger. L'homme n'était pas coincé dans une cellule, mais menait grand train en Andalousie. Il s'est finalement fait cueillir au milieu de la nuit par la police espagnole, le 22 février, quelques heures après l'arrestation d'Amra.

Le lendemain, c'était au Maroc que deux autres complices potentiels, tous deux issus du sérial ébroïcien, se faisaient arrêter, trois jours après leur arrivée. Loin de constituer un réseau de grands criminels chevronnés, cet entourage normand se compose surtout de délinquants désinhibés, capables d'entreprises particulièrement violentes. Ces hommes, aujourd'hui âgés de 25 à 40 ans, issus pour partie des communautés sénégalaise et bissau-guinéenne, ont fait très jeunes leurs premiers pas dans la délinquance – à l'image d'Amra lui-même, condamné pour la première fois à 13 ans.

Si certains sont affiliés à un groupe présenté sous le nom de «Black Mafia Family», ou «Black Manjak Family», leur influence reste relative. «Il est légitime de s'interroger sur l'implication de ce réseau dans la fuite d'Amra, parce qu'une cavale qui dure, ça coûte cher, ça demande de la logistique et des soutiens, expose Eric Henry, porte-parole du syndicat Alliance Police nationale. Mais on aurait tort de donner à ce groupe une importance qu'il n'a pas : il n'est pas différent de bien d'autres, similaires, qui animent le trafic dans de nombreuses cités en France.»

Toutefois, la capacité de «La Mouche» et de son entourage à entreprendre des actions violentes et ambitieuses illustre un phénomène plus large. «Ni Mohamed Amra ni aucun autre mis en examen ne faisaient partie de nos cinquante cibles prioritaires, indique-t-on à l'Office antistupéfiants. Cela montre que les organisations criminelles liées aux trafics de drogues, mêmes locales, sont plus agiles, plus violentes et plus riches.»

Si la surface financière de Mohamed Amra est au cœur des interrogations, notamment pour comprendre la loyauté de ses complices, sa violence fait peu de doutes. Ses échanges téléphoniques, enregistrés lors de sa détention à la prison de la Santé à Paris, où il menaçait régulièrement ses interlocuteurs, autant que les échos de certains de ses codétenus, témoignent de l'emprise que «La Mouche» a pu avoir sur ses hommes de main. De quoi rendre plus ardues encore les auditions de ce groupe hétéroclite de mis en examen, tenus par le lieu du secret. ■

ARTHUR CARPENTIER
ET THOMAS SAINTOURENS

L'illustration de la bonne coopération judiciaire entre la France et le Maroc

Deux complices présumés de Mohamed Amra ont été arrêtés à Marrakech

CASABLANCA (MAROC) - correspondance

Selon une source proche du dossier, la réaction marocaine a été «extrêmement rapide, de l'ordre de quelques heures». Dimanche 23 février, sur demande française, Alan G. et Albinou D. sont interpellés à Marrakech. Les deux ressortissants français sont soupçonnés d'être les complices de Mohamed Amra, arrêté la veille à Bucarest, au terme de neuf mois de cavale. L'évasion du narcotrafiquant, lors de l'attaque du fourgon qui le transportait entre la prison d'Evreux et le tribunal de Caen, le 14 mai 2024, avait coûté la vie à deux agents pénitentiaires, faisant du fugitif l'homme le plus recherché de France.

Nés en Normandie, comme Mohamed Amra, Alan G. et Albinou D. sont sous le coup d'une quinzaine de chefs d'accusation, dont celles de meurtre, tentative de meurtre et évasion en bande organisée. Ils faisaient l'objet d'une notice rouge d'Interpol et étaient sous le coup de mandats d'arrêt internationaux émis par les autorités françaises.

Placés en rétention dans le royaume, les deux hommes devraient être prochainement extradés vers la France. «La procédure diplomatique de demande de remise est en cours», a précisé le parquet, lundi. Au cours d'une confé-

rence de presse, le même jour, la procureure de Paris a remercié les «autorités policières et judiciaires impliquées dans l'entraide pénale internationale», citant notamment le Maroc, dont notre source française assure que la coopération judiciaire avec la France connaît un «coup de boost» depuis la fin de la crise bilatérale, en 2024.

Sauts d'humeur diplomatiques
Pour preuve, le nombre des commissions rogatoires internationales exécutées au Maroc à la demande des autorités françaises est passé de 80 en 2023 à une centaine en 2024, essentiellement pour des affaires de blanchiment d'argent et de trafic de stupéfiants. La création d'une équipe commune d'enquête franco-marocaine est sur la table. Dans la lutte contre les réseaux mafieux, comme dans celle contre le terrorisme, «les intérêts du Maroc sont nos intérêts», fait savoir notre source.

Outre les deux complices présumés de Mohamed Amra, les interpellations récentes de ressortissants français au Maroc ont concerné deux trafiquants de drogue : un Franco-Algérien, intercepté à Casablanca, le 21 février, ainsi qu'un Franco-Guinéen, menotté quatre mois plus tôt à sa descente d'avion, à l'aéroport de la ville. La plus emblématique reste toutefois celle de Félix Bingui, arrêté le 8 mars 2024, toujours à

Casablanca. Alors ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin s'était félicité de la capture «d'un des plus gros narcotrafiquants de France».

Le présumé chef du clan marocain Yoda, qui vivait au Maroc depuis 2023, a été renvoyé sur le territoire français en janvier 2025.

Dépendante des sautes d'humeur diplomatiques, la coopération franco-marocaine fut assurément en ce qui concerne la réadmission des mineurs marocains en situation irrégulière, un sujet «politique» étroitement lié à l'épineuse problématique des visas. Mais de l'aveu d'interlocuteurs au fait de ces questions, au plus fort de la crise entre 2021 et 2023, les aléas de la relation bilatérale n'ont pas interrompu les échanges entre les magistrats et policiers des deux pays, dès lors qu'il s'agissait de la grande criminalité.

«Il y a une vraie crainte que des villes comme Casablanca ou Marrakech deviennent des lieux de refuge pour des narcotrafiquants européens recherchés dans leur pays, comme c'est le cas actuellement de Dubaï. C'est pour cela que les services de sécurité marocains portent une attention particulière aux milieux mafieux et à leurs ramifications avec les réseaux européens», analyse l'ancien officier gendarme Nizar Derdabi, qui a dirigé dans le royaume une cellule de lutte contre le crime organisé.

Soupçonné d'avoir bénéficié de cette relation privilégiée pour favoriser son trafic, Sofiane Hamblé fut l'un des personnages-clés du scandale qui provoqua la réforme de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants, devenu l'Office anti-stupéfiants. Arrêté à Tanger, le 22 octobre 2021, ce ressortissant franco-algérien purge actuellement au Maroc une peine de vingt-quatre ans de prison pour trafic international de drogue, enlèvement, séquestration et torture. ■

Compte tenu des liens parfois étroits entre ces milieux et les diasporas marocaines de France, d'Espagne, des Pays-Bas ou d'Italie, la coopération est «impérative».

Mais comme dans tous les couples, il arrive que la coopération franco-marocaine connaisse des incompréhensions. Selon nos informations, les autorités marocaines avaient par exemple averti leurs homologues français des activités de Sofiane Hamblé, et cela bien avant que 7 tonnes de cannabis, acheminées depuis le Maroc, ne soient découvertes à Paris, en 2015. La police française avait alors assuré à ses interlocuteurs marocains que le narcotrafiquant était un «indic» des stups.

Soupçonné d'avoir bénéficié de cette relation privilégiée pour favoriser son trafic, Sofiane Hamblé fut l'un des personnages-clés du scandale qui provoqua la réforme de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants, devenu l'Office anti-stupéfiants. Arrêté à Tanger, le 22 octobre 2021, ce ressortissant franco-algérien purge actuellement au Maroc une peine de vingt-quatre ans de prison pour trafic international de drogue, enlèvement, séquestration et torture. ■

ALEXANDRE AUBLANC

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Procès des geôliers de l'EI : un face-à-face vertigineux

Les ex-otages français ont formellement identifié Mehdi Nemmouche comme l'un de leurs tortionnaires

La cour d'assises spéciale de Paris a été le théâtre, vendredi 28 février, d'un fascinant jeu de miroirs. Un face-à-face vertigineux entre d'anciens otages et l'homme accusé d'avoir été leur geôlier. L'un après l'autre, quatre journalistes français séquestrés pendant un an par l'organisation Etat islamique (EI) se sont relayés à la barre pour être confrontés à l'accusé Mehdi Nemmouche et expliquer comment ils l'avaient identifié. Quatre hommes libres, debout, à quelques mètres de leur ancien tourmenteur, assis dans le box vitré entouré de gendarmes cagoulés.

Le premier à s'approcher de la barre est Didier François. Kidnappé en juin 2013 alors qu'il venait d'entrer en Syrie, ce journaliste a été le témoin et l'acteur involontaire d'une relation singulière et malsaine, celle qui s'est nouée entre lui et un de ses geôliers. Il est aujourd'hui formel, l'identité de ce garde un peu trop bavard, qui avait le plus souvent le visage masqué et répondait à la *kounya* (nom de guerre) d'Abou Omar, est certaine : «*Une voix, des références, un phrasé qui ne font strictement aucun doute : c'est Mehdi Nemmouche.*»

S'il y a un mot que l'on ne s'attendait pas à voir surgir à cette audience, qui a sondé la noirceur de l'âme humaine, c'est bien celui-là : *bromance*. C'est pourtant le terme qu'a utilisé Didier François pour décrire la tournure étrange qu'avait prise sa relation forcée avec ce tortionnaire. Abou Omar chantonnait «*Mon petit Didier*» lorsqu'il s'approchait de sa cellule, et il passait des heures à organiser des «*quiz*» ou à l'entretenir de ses sujets de prédilection : le djihad, bien sûr, mais aussi les grandes affaires criminelles, les prises en otage du baron Empain et d'Ingrid Betancourt ou encore la chanson française...

Ramené onze ans en arrière

«*J'ai vécu un petit miracle à ce procès, celui de l'oralité des débats, commence-t-il. J'ai redécouvert le Mehdi Nemmouche que je connais ! Il y a eu une espèce de saut dans le temps quand je l'ai entendu. J'ai été ramené onze ans en arrière, dans les sous-sols où j'ai croisé en tant que geôlier, aux instants même de cet interminable soliloque qu'il nous avait imposé, avec le même phrasé, les mêmes termes, les mêmes gestes, les mêmes obsessions...»*

Depuis le début de ce procès, Didier François ne s'est jamais départi de son étonnante bonho-



Le journaliste Didier François (à droite), à Paris, le 28 février. BEHROUZ MEHRI/AFP

mie. Il peine à se considérer comme une victime et n'a jamais cessé, tout au long de sa captivité, d'être un journaliste, un professionnel de l'actualité dont sa séquestration ne serait, à l'entendre, qu'une page parmi d'autres. «*On me demande souvent comment j'ai fait pour me reconstruire. Je réponds que quand on n'est pas détruit, on n'a pas à se reconstruire, explique-t-il. Tout Etat totalitaire veut vous soumettre. Si vous avez peur, vous avez perdu. On a une responsabilité collective à défendre ce à quoi on croit. Il ne faut pas toujours être dans le pathos.*»

Plutôt que de décrire les tortures qu'il a subies, Didier François va donc consacrer une partie de

Invité à réagir après chaque déposition, l'accusé s'est révélé moins bavard que la veille : «Ça ne me concerne pas»

son témoignage à faire du journalisme et à déconstruire le discours tenu la veille par Mehdi Nemmouche. Lors de son interrogatoire, jeudi, ce dernier avait présenté le «terroisme» comme un combat de libération des opprimés, sans pour autant reconnaître les crimes pour lesquels il est jugé, pas davantage que ceux pour lesquels il a déjà été condamné à la perpétuité, en mars 2019 : le quadruple assassinat du Musée juif de Bruxelles, commis le 24 mai 2014.

«*Nemmouche est dangereux. Il n'a aucun remords, aucune pensée pour ses victimes. Il est dans une défense de rupture, explique-t-il. Il y a chez lui une volonté permanente de cacher, derrière une tentative d'héroïsation, la réalité des faits et des noirceurs importantes de sa personnalité, qui est complexe. Durant notre détention, on entendait ce même prêche visant à justifier ses actes. On l'a vu faire des horreurs... Je l'ai vu une fois en train de massacrer un prisonnier syrien : il avait ouvert la porte de notre cellule pour me demander, dans une démarche sadique, de participer au lynchage... Combattant de la liberté ? On est dans un délire !*»

Lors de son interrogatoire, Mehdi Nemmouche s'était présenté comme un «résistant» venu au secours du peuple syrien. Didier François se souvient que, durant sa captivité, l'accusé se vantait plutôt d'être un «ancien délinquant reconverti dans le nettoyage ethnique islamique». A l'audience, l'accusé a assuré qu'il ne cautionnait pas les attentats de Mohammed Merah, qui a assassiné trois enfants juifs le 19 mars 2012, au motif qu'il «*satralise[rait]*» l'enfance. En Syrie, Abou Omar avait confié à ses captifs qu'il rêvait de «*fumer une petite Israélite de 4 ans*», comme Merah, «*le plus grand Français que la France ait produit*».

Le journaliste a une théorie sur le double discours de Mehdi Nemmouche, l'un des rares djihadistes à n'avoir pas cherché à «*mourir*» après son attentat. «*Il ne l'ajamais envisagé, assure-t-il. Durant notre captivité, il nous disait : "On se retrouvera à mon procès". Ma lecture est celle-là : son objectif sera de recruter en prison sur la base du discours qu'il nous sort. Je pense que ce procès lui sert à ça.*»

Avant de devenir le confident de son geôlier, Didier François avait

été, comme tous les otages, passé à tabac durant de longs mois dans les sous-sols de l'hôpital d'Alep, transformé en centre de torture. Il se souvient que Nemmouche lui avait un jour écrasé les doigts avec une pince, au point que ses ongles étaient tombés. «*A cette époque, il m'appelait "grosse merde" parce qu'il était passé de Libé à Europe 1, une radio de "droite". Il a un profil djihadiste assez original...*»

Mon petit Didier

Leur relation a changé du tout au tout lorsque les otages ont été transférés vers un autre lieu de détention, une menuiserie industrielle des faubourgs d'Alep. Dans cette nouvelle prison, Abou Omar lui avait demandé qui était le père du djihad moderne : «*Je réponds Abdallah Azzam [un religieux palestinien décrit comme l'imam du djihad]. C'est le début de la phase "bromance". Je passe de "grosse merde" à "mon petit Didier", à un truc marrant pour passer des quiz.*» Les sujets de ses quiz et ses références culturelles sont autant d'éléments ayant contribué à l'identification de Mehdi Nemmouche. «*Il chantait Aznavour, un djihadiste qui chante Aznavour,* un djihadiste qui chante Aznavour,

«Il chantait Aznavour, un djihadiste qui chante Aznavour, je ne savais pas que ça existait !»

DIDIER FRANÇOIS
ancien otage

*je ne savais pas que ça existait !», se souvient Didier François. Le geôlier était aussi un passionné de la guerre en Bosnie et un grand amateur de l'émission «*Faites entrer l'accusé*», se remémore Nicolas Hénin, le seul otage à avoir vu plusieurs fois le visage de Mehdi Nemmouche et le premier à l'avoir reconnu sur une photo de presse après son arrestation.*

Dans le train qui le conduisait à Paris après cette arrestation pour son implication dans l'attentat du Musée juif de Bruxelles, en mai 2014, Mehdi Nemmouche avait longuement discuté de ses passions avec un des policiers qui l'accompagnaient : la guerre en Bosnie, «*Faites entrer l'accusé*», la chanson française, Merah, etc. Si bien que lorsque les quatre journalistes français ont été entendus par les enquêteurs pour l'identifier, toutes les pièces du puzzle se sont assemblées.

Tous les quatre l'ont de nouveau reconnu avec «*certitude*» à la barre. Invité par la cour à réagir après chaque déposition, Mehdi Nemmouche s'est révélé nettement moins bavard que lors de son interrogatoire : «*Ça ne me concerne pas, car je n'ai pas été geôlier.*» Il a ensuite repris à son compte un argument développé par son avocat, Francis Vuillemin, celui des «*biais cognitifs*» dont auraient été victimes les ex-otages dans leur processus d'identification.

À la fin de son témoignage, l'ancien reporter Nicolas Hénin est revenu sur une anecdote racontée avant lui par Didier François : ce jour où le geôlier avait lancé à ses captifs qu'ils seraient «*parties civiles*» à son futur procès. «*On avait même discuté avocat*», se remémore l'ancien otage. «*Il nous avait annoncé son intention – je suis désolé pour M^e Vuillemin, qui n'est sans doute qu'un remplaçant – de prendre Eric Dupond-Moretti.*» M^e Vuillemin, qui a passé une audience compliquée, la sauve d'un bon mot : «*Et bien, vous voyez que ce n'est pas lui !*» ■

SOREN SELOW

La Mairie de Paris sera jugée pour l'explosion de la rue de Trévise

La Ville et le syndic de copropriété comparaîtront notamment pour «homicides et blessures involontaires», plus de sept ans après les faits

La date du procès ne doit pas dépendre du calendrier politique, cela fait plus de six ans que les victimes attendent le procès. Si elle se réjouit que les juges d'instruction aient «enfin» ordonné, vendredi 21 février – la décision n'a été rendue publique que le 28 février –, le renvoi en procès de la Mairie de Paris et du syndic de copropriété du 6, rue de Trévise pour l'explosion de cet immeuble qui avait tué quatre personnes, le 12 janvier 2019 à Paris, Linda Zaourar n'est pas apaisée pour autant.

Après des années d'instruction, d'expertises et de combats avec les assureurs, la présidente d'une des deux associations de victimes de cet accident qui avait également blessé plus de 200 personnes redoute de nouvelles batailles procéduraires, à commencer par celle du calendrier judiciaire.

Pour l'instant, la date du procès n'est pas fixée. Une audience doit se tenir le 23 mai pour en décider, après une première réunion préparatoire en mars : la Ville de Paris et le syndic sauront alors quand ils se retrouveront devant le tribunal correctionnel pour répondre des chefs d'«homicides et blessures involontaires» et de «destructiction, dégradation ou détérioration par l'effet d'une explosion ou d'un incendie de biens immobiliers ou mobiliers».

Quoi qu'il en soit, ce procès prévu pour durer des semaines ne se tiendra pas avant 2026, soit plus de sept ans après les faits. Pour la Ville, l'enjeu est aussi de savoir s'il viendra percuter le calendrier des élections municipales de mars 2026. «*Les représentants de la Ville doivent être libres de pouvoir s'exprimer publiquement, en*

dehors de la période de réserve électorale», justifie Sabrina Goldman, avocate de la Ville de Paris, qui espère que «*l'audience se déroule en dehors de tout temps politique et dans un climat de sévérité*».

Manquements

«*Même si la Ville a indemnisé les victimes dans le cadre de l'accord-cadre [signé en janvier 2022], elle conteste sa responsabilité et aura à cœur de s'expliquer*», a-t-elle encore ajouté. «*On place la pierre et l'humain au même niveau. L'humain n'a pas été indemnisé. Des discussions sans fin avec les assureurs, voilà ce à quoi nous avons droit. Insultes, mépris et inhumanité*», a réagi de son côté Linda Zaourar. Enjanvier 2024, les deux associations de victimes avaient déploré de devoir toujours «*batailler*» pour être indemnisées, précisant

«La Ville conteste sa responsabilité et aura à cœur de s'expliquer»

SABRINA GOLDMAN
avocate de la Mairie de Paris

qu'un peu moins de 4 millions d'euros avaient été versés sur les 20 millions promis dans l'accord. Celles-ci avaient «*l'impression que les assureurs jou[ai]ent la montre*», regrettait alors Linda Zaourar, qui craint que les indemnisations soient de nouveau suspendues dans l'attente du procès.

Dès le mois de décembre 2019, un premier rapport d'expertise avait relevé des «*manquements*»

de la Ville de Paris, confirmées dans le rapport définitif, en mai 2020. Les experts, mandatés par la justice, avaient souligné un «*défaut de vigilance et de technicité de la voirie*» de la Ville : ils estimaient que celle-ci aurait dû davantage et mieux enquêter sur les causes de l'affaissement du trottoir devant l'immeuble, qui avait fini par entraîner la rupture d'une canalisation de gaz à l'origine de l'explosion. Le phénomène était causé par une instabilité du sol à la suite d'une fuite d'eaux usées que le syndic de copropriété n'avait pas fait réparer, alors qu'il était informé du problème depuis le mois de novembre 2015.

Ces conclusions avaient conduit à la mise en examen de la Ville et du syndic en septembre 2020 puis, en mars 2022, alors que l'instruction était presque close, de nou- velles expertises avaient été demandées par la Mairie de Paris, reportant à octobre 2024 les réquisitions du ministère public en faveur d'un procès pénal.

La tenue d'un procès permettra «*un débat contradictoire à l'audience*», s'est enfin félicitée Sabrina Goldman. «*Le tribunal correctionnel ne pourra ignorer les incohérences des expertises pénales et leur discordance avec l'expertise civile qui retient une causalité de l'accident très différente*», a-t-elle ajouté. En novembre 2019, le groupe Generali, qui assurait l'immeuble, a également déclenché une procédure au civil, pour le vol des dommages matériels de l'accident, avec encore d'autres experts et d'autres rapports. Et la perspective de nouvelles batailles judiciaires pour les victimes. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

Bétharram : 30 ans d'inertie à l'éducation nationale

Nombre d'anciens responsables disent n'avoir aucun souvenir de signalements concernant l'établissement

RÉCIT

Lorsque les responsables au ministère de l'éducation nationale des années 1990 fouillent leur mémoire au sujet de Notre-Dame de Bétharram, ils n'en exhument que deux mots : « rien », « jamais ». Anciens recteurs, membres de cabinets ministériels, inspecteurs généraux, directeurs de l'administration centrale, aucun n'a souvenir d'avoir entendu le nom de cet établissement privé catholique des Pyrénées-Atlantiques, aujourd'hui au cœur d'une enquête tentaculaire pour des faits de viols, d'agressions sexuelles et de violences ayant fait au moins 150 victimes entre 1955 et 2004. Un surveillant laïque, en poste jusqu'en 2024, a été mis en examen le 21 février pour « viol par personne ayant autorité » entre 1991 et 1994 et « agression sexuelle sur mineur de 15 ans » en 2004.

Au regard de la gravité des faits, du lieu qui en a été le théâtre – un établissement sous contrat financé par l'Etat et théoriquement soumis à son contrôle – et des signalements dont a été saisie la justice dans les années 1990, la question se pose avec acuité : comment l'éducation nationale a-t-elle pu, pendant trente ans, passer à côté ?

Jean-Marc Monteil était à la tête du rectorat de Bordeaux, dont dépendent les Pyrénées-Atlantiques, de 1997 à 2000, durant les années du ministère de Claude Allègre, denses en réformes et en conflits avec le corps enseignant. De l'enseignement privé sous contrat dans le département, il a surtout entendu parler des écoles basques, les ikastola. « Je tenais une réunion régulière avec le préfet et les élus du Pays basque sur le sujet, se remémore M. Monteil. Mais de Bétharram, personne ne m'en a parlé. »

Un an et demi avant son arrivée, un personnel de l'institution a pourtant fait l'objet d'une plainte pour violences contre un élève, pour lesquelles il sera condamné. L'affaire fait émerger des témoignages de violences plus systématiques et reçoit un écho médiatique local important, jusqu'à apparaître dans la presse nationale. Elle conduit à une inspection, au mois d'avril 1996, diligentée par le directeur académique des services de l'éducation nationale des Pyrénées-Atlantiques, Pierre Polivka, par ailleurs maire d'Aiguillon (Lot-et-Garonne) sous l'étiquette Union pour la démocratie française (UDF), le parti de François Bayrou.

Aucune inspection demandée
Du rapport de cette inspection, qui avait conclu que Bétharram n'était « pas un établissement où les élèves étaient brutalisés », et des événements qui l'ont motivée, M. Monteil dit n'avoir rien su. « Je n'ai jamais été sollicité ou alerté, ni par l'établissement lui-même ni par des élus », soutient-il. Parmi ces derniers figure François Bayrou. En 1997, il vient tout juste de quitter ses fonctions de ministre de l'éducation nationale, dirige le conseil général des Pyrénées-Atlantiques, est père d'un élève scolarisé à Notre-Dame de Bétharram et a suivi l'affaire de 1996. Outre l'actuel premier ministre, les poids lourds politiques sont nombreux dans la région, de la députée (Rassemblement pour la République) et maire de Saint-Jean-de-Luz Michèle Alliot-Marie à l'ancien député et ministre UDF Alain Lamassoure, en passant par le député socialiste et maire de Pau André Labarrère, avec qui le recteur de Bordeaux a l'habitude d'échanger.

En 1998, l'institution, installée à une trentaine de kilomètres au sud de Pau, se trouve à nouveau au cœur d'une enquête judiciaire, de magnitude plus importante que celle de 1996. Un ancien élève a



Dossier contenant des dizaines de plaintes rassemblées par Alain Esquerre, porte-parole des victimes, à Pau, le 5 février 2024.
MORGAN FACHE POUR « LE MONDE »

« Le privé a toujours été un sujet politiquement sensible »

BERNARD TOULEMONDE
ancien inspecteur général

porté plainte pour viol contre l'ancien directeur de l'établissement, le père Silviet-Carricart, pour des faits commis lorsqu'il était en fonctions. Là encore, l'affaire trouve un large écho médiatique local et national. La direction académique des services de l'éducation nationale des Pyrénées-Atlantiques, toujours dirigée par Pierre Polivka (mort en 2014), l'a-t-elle signalée au rectorat ? « Si j'avais été saisi d'une affaire de viol à cette époque, je m'en souviendrais », insiste, de son côté, le recteur d'alors.

A cette période, Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire (1997-2000), a fait de la lutte contre les violences et la pédocriminalité une priorité de son action. En août 1997, elle a diffusé une circulaire rappelant aux agents publics leur obligation de signaler tout crime ou délit et requérant la suspension immédiate à titre conservatoire des agents mis en cause. « Jusqu'alors, la « culture de l'étouffement » et les déplacements de personnels [de l'éducation nationale] impliqués étaient la règle », notait le rapport de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise en 2021.

Plusieurs anciens recteurs et inspecteurs en poste à la fin des années 1990 attestent que des consignes de mobilisation pour la protection de l'enfance leur étaient passées. « On était sensibilisés à ne plus mettre la poussière sous le tapis et à agir dès que des suspicions pouvaient être portées à notre connaissance », assure Jean-Paul Delahaye, alors inspecteur d'académie en Côte-d'Or. Il l'admet toutefois : leur action, bien que concernant théoriquement le public et le privé sous contrat, était « concentrée sur le public ». Aucune inspection de Bétharram n'a été demandée au recteur M. Monteil, ni par lui. Pas davantage par ses successeurs qui nous ont répondu. « Sans signalement, il n'y avait pas d'enquête ap-

« Secret de l'instruction »

Rue de Grenelle, à Paris, le nom de Bétharram ne trouve pas davantage d'écho dans les mémoires des responsables de l'époque. Bernard Toulemonde prend la tête de la direction de l'enseignement scolaire en 1998, après avoir été cinq ans inspecteur général. « Je n'ai pas entendu parler de cette affaire, lance-t-il d'emblée. La direction de l'enseignement scolaire n'est pas compétente sur l'enseignement privé, dont la gestion au ministère relève de la direction des affaires financières. » Alla tête de cette instance, Michel Dellacasagrande dit ne pas avoir été davantage informé. « Les signalements ne seraient pas passés par nous, estime-t-il. Le privé était un sujet sensible, traité par les ministres ou leurs conseillers. »

Au cabinet du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie Claude Allègre

(mort le 4 janvier), Jean-Richard Cytermann travaille alors comme conseiller, puis directeur adjoint. « Je n'ai jamais rien vu passer de tel, mais, si j'avais eu une alerte, j'aurais immédiatement demandé à l'inspection générale [saisie dans les cas les plus graves] d'intervenir », affirme-t-il, trente ans plus tard, jugeant « incompréhensible » que l'affaire « soit restée au niveau local ». Parmi les centaines de rapports de l'inspection générale rédigés entre 1995 et 2000 et versés aux Archives nationales, aucun ne concerne Notre-Dame de Bétharram. Sur cette période, des enquêtes ont cependant été menées sur d'autres affaires de pédocriminalité en milieu scolaire. En 1998, un rapport a ainsi été consacré à l'école publique Chateaurenard, dans le Loiret, où le directeur avait été accusé d'agressions sexuelles sur mineurs.

Après celle portée à la connaissance de François Bayrou en 1996, une autre alerte est cependant remontée jusqu'à Paris dans les années 1990. Selon un document révélé par BFM-TV, le procureur général de Pau avait informé par deux fois la chancellerie, au mois de mai 1998, des faits dont était accusé le père Silviet-Carricart. Le religieux n'est plus à la tête de Bétharram depuis 1993, mais le procureur précise que le plaignant « a évoqué d'autres faits susceptibles d'avoir été commis par des enseignants, religieux, sur divers élèves ». En 1997-1998, l'enjeu des atteintes sexuelles sur les mineurs est au cœur de l'action de la ministre de la justice Elisabeth Guigou, qui prépare une loi et travaille avec son homologue de l'enseignement scolaire sur le sujet. « Le cas Bétharram m'a peut-être été signalé mais, si c'est le cas, je n'en ai aucun souvenir de cette époque », concède Elisabeth Guigou, rappelant que les remontées des procureurs généraux arrivaient par mil-

liers à la chancellerie et passaient par le filtre de la direction des affaires criminelles et des grâces puis du cabinet, avant d'être éventuellement transmises à la ministre.

Quant à la transmission des informations au ministère de l'éducation nationale, elle n'était pas systématique. « Il pouvait y avoir un certain délai, en raison du secret de l'instruction et surtout quand la personne n'était pas encore jugée et que prévalait la présomption d'innocence », explique Mme Guigou.

La loi n'a été changée en la matière qu'après l'affaire dite « de Villefondaine » (Isère), en 2015. Un directeur d'école avait été mis en examen pour viols sur des élèves après avoir déjà été condamné en 2008 pour détention d'images pédopornographiques. L'éducation nationale l'ignorait. La loi du 14 avril 2016 a rendu obligatoire la transmission d'informations entre la justice et l'administration en cas de condamnation, voire de mise en cause, de personnes au contact des mineurs, notamment pour des infractions sexuelles.

« On marchait sur des œufs »

Ségolène Royal avait-elle été informée par la chancellerie des faits dénoncés à Notre-Dame de Bétharram ? L'ancienne ministre n'a pas répondu à nos sollicitations. « Les deux ministres ont passé beaucoup de temps sur le problème de la pédocriminalité à l'école et, si elles [avaient] eu des informations sur cet établissement, il n'y a aucune raison pour qu'elles ne les aient pas incluses dans leur travail », témoigne Jean Baubérot-Vincent, alors membre du cabinet de Mme Royal.

A la même période, le 10 juin 1998, le chef d'établissement de Bétharram, le père Vincent Landel, faxe au secrétariat général de l'enseignement catholique un communiqué rédigé après la parution d'articles de presse annonçant la mise en examen du père Silviet-Carricart. Le texte, retrouvé par le secrétariat dans ses archives, ne donne aucun détail, évoquant seulement « la gravité des accusations » et la « stupeur provoquée ». Interrogée, l'instance ignore si le secrétaire général de l'époque, Pierre Daniel (1994-1999), ou celui qui a pris sa suite, Paul Malarte (1999-2007), en ont fait part aux autorités de l'éducation nationale, ou s'ils sont intervenus. Tous deux sont décédés. Leurs successeurs disent n'avoir rien su. Le diocèse de Bayonne pointe, lui, le « cas particulier » de Notre-Dame de Bétharram, dont la tutelle est assurée par la congrégation des prêtres du Sacré-Cœur de Jésus de Bétharram et sur lequel le diocèse n'a « pas d'autorité ». Cette congrégation ne s'est pas exprimée depuis le début de l'affaire.

La seule inspection de l'établissement par les services de l'éducation nationale reste donc celle de 1996. A l'issue d'une visite réalisée sur une journée, en présence de la directrice diocésaine, l'inspecteur régional confirmait des actes de violence contre un élève tout en blanchissant l'institution de brutalités systémiques. Il ciblait également – sans l'avoir rencontrée – la professeure qui, à l'époque, multipliait les signalements pour dénoncer les violences dont étaient victimes les élèves. L'auteur du rapport a reconnu auprès de nos confrères de Radio France qu'il n'avait « pas cherché à savoir ce qui se passait dans les dortoirs ou dans des lieux de rencontre des élèves ». En 1997-1998, l'enjeu des atteintes sexuelles sur les mineurs est au cœur de l'action de la ministre de la justice Elisabeth Guigou, qui prépare une loi et travaille avec son homologue de l'enseignement scolaire sur le sujet. « Le cas Bétharram m'a peut-être été signalé mais, si c'est le cas, je n'en ai aucun souvenir de cette époque », concède Elisabeth Guigou, rappelant que les remontées des procureurs généraux arrivaient par mil-

Dans un rapport de 2023, la Cour des comptes dénonçait des contrôles marginaux et « minimalistes »

se montaient contre nous, on pouvait très vite être en difficulté. »

En 1996, les faits de viols n'ont pas encore été dénoncés et l'ensemble de la communauté éducative a pris la défense de l'établissement, véritable institution du Sud-Ouest. Le père à l'origine de la plainte ayant déclenché l'affaire doit même démissionner de l'association des parents d'élèves et s'excuser. « Dans ces établissements d'excellente réputation scolaire, les parents acceptent un règlement intérieur très dur, qui leur semble être le prix de l'excellence. Sauf que cela pousse tout le monde à détourner la tête en cas de problèmes », poursuit le même inspecteur. Reste que la loi prévoit explicitement que l'Etat, qui finance majoritairement les établissements privés sous contrat, doit régulièrement réaliser des contrôles financiers, pédagogiques et administratifs. Et ce indépendamment de tout signalement. Dans un rapport de 2023, la Cour des comptes dénonçait toutefois d'importantes carences de l'Etat en la matière, les contrôles étant marginaux et « minimalistes ».

« Le privé a toujours été un sujet politiquement sensible à l'éducation nationale, et l'idée s'est installée que « moins on s'en mêle, mieux ça vaut », résume Bernard Toulemonde. Dans les années 1990, cette frilosité était plus patente qu'aujourd'hui. Un ex-recteur admet qu'il ne lui « serait pas venu à l'idée d'aller faire une visite, même de courtoisie, dans un établissement privé comme Bétharram sans y être invité ». « On marchait sur des œufs, 1984 n'était pas si loin », rappelle Christian Chevalier, en référence au projet de « loi Savary » qui a déclenché en 1984 d'immenses manifestations pour la défense de l'école libre ». Ce haut fonctionnaire, qui a assumé plusieurs postes de direction Rue de Grenelle et été plusieurs fois recteur dans les années 1980 et 1990, le dit sans ambages : « De mon temps, on ne s'occupait pas du privé. » D'autant moins lorsqu'il s'agit d'intervenir sur des aspects de la vie des établissements qui touchent au « caractère propre », ou sur des personnes qui ne sont pas employées par l'éducation nationale, comme ceux de la vie scolaire ou les directeurs. « Cela n'explique pas tout concernant Bétharram, mais cette affaire peut nous conduire à nous interroger : comment a-t-on laissé s'installer en France un système éducatif parallèle, avec des règles qui lui sont propres, mais financé par l'argent public, tout en le contrôlant très peu ? », questionne Jean-Paul Delahaye.

En juin 2024, le ministère de l'éducation nationale a pris une circulaire demandant aux recteurs de renforcer les contrôles. L'objectif est d'intervenir dans 40 % des établissements privés sous contrat d'ici à 2027. Il a cependant fallu attendre la mi-février 2025 pour que, face à la pression médiatique et politique, la Rue de Grenelle annonce un contrôle du recteurat à Notre-Dame de Bétharram le 17 mars. Près de trois décennies après la première alerte grave, et plus d'un an après que des témoignages ont commencé à affluer par dizaines. L'inspection générale n'est toujours pas saisie par la ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne. ■

VIOLAIN MORIN
ET ÉLÉA POMMIERS

Starlink s'attaque à la téléphonie mobile

Après la connexion Internet, la constellation satellitaire d'Elon Musk chamboule l'univers des télécoms

Elon Musk n'ira pas au Mobile World Congress, le salon des télécos qui se tient du 3 au 6 mars à Barcelone, en Espagne. Mais le milliardaire sera dans tous les esprits, pas seulement pour son rôle auprès de Donald Trump. Starlink, sa constellation satellitaire, bouscule un peu plus l'univers des télécos.

Après son offre de connexion à Internet, accessible dans plus de cent pays, dont la France, depuis 2021 – elle comptait, en septembre 2024, plus de quatre millions de clients dans le monde –, Elon Musk vise le mobile. Starlink a lancé, le 9 février, avec l'opérateur américain T-Mobile, une solution dite « direct to cell », qui permet d'utiliser un appareil 4G standard, même dans les zones où il n'y a aucune antenne de téléphonie mobile. Pour l'instant, ce service ne peut envoyer que des SMS. Mais les prochaines générations de satellites devraient permettre des appels voix et vidéo.

En phase de test, l'offre sera commercialisée aux Etats-Unis dès juillet. Starlink vise grand : le 10 février, T-Mobile et lui se sont offert une publicité à la mi-temps du Superbowl, la finale du championnat de football américain, pour promouvoir le service auprès des 130 millions de téléspectateurs.

Un marché de masse

Pour Elon Musk, le « direct to cell » n'est pas une niche, mais bien un marché de masse. Sinon pourquoi lancer autant de satellites avec toujours plus de puissance ? Starlink compte déjà 7 000 engins en orbite basse et sa flotte devrait monter à 12 000, fin 2025, pour atteindre, à terme, 42 000. D'où cette question : Elon Musk veut-il voler des millions de clients aux opérateurs mobiles ? Il a déjà chamboulé les secteurs des lanceurs spatiaux (SpaceX) et de l'automobile (Tesla), pourquoi pas les télécos ?

« Si l'on fait de la pure prospective, le risque est dans toutes les têtes », admet Stéphane Villard, associé chez Deloitte. « Il y a quatre ans, on disait que Starlink, c'était bien pour les militaires ou pour relier des plateformes pétrolières. Aujourd'hui, l'antenne est en vente dans les magasins d'électronique grand public », souligne-t-il.

Selon Alexandre Ménard, associé chez McKinsey, le « direct to cell » « ne se substituera pas aux solutions mobiles classiques dans les zones peuplées et à fort trafic de données ». Mais il chiffre « son potentiel, au maximum, entre 5 % et 10 % du marché total de la téléphonie mobile mondiale ». Ce qui



Une fusée Falcon 9, de SpaceX, décolle de Cap Canaveral (Etats-Unis) pour installer 21 satellites Starlink, le 10 janvier. CRAIG BAILEY/FLORIDA TODAY/USA TODAY NETWORK VIA REUTERS

fait plusieurs centaines de millions de clients potentiels, notamment en Afrique, où Starlink est déjà très présent. Chez les opérateurs mobiles, on est sceptique. « Imaginer que les solutions satellites vont remplacer les groupes de télécos classiques n'a aucun sens », explique Jérôme Berger, le directeur de la stratégie d'Orange. Il ne voit ces constellations que comme un complément aux réseaux terrestres, dans les zones peu denses ou difficiles à couvrir.

Premier argument, selon lui : « Une constellation, aussi importante soit-elle, ne peut pas transporter l'intégralité du trafic mobile qui transite aujourd'hui via les antennes des réseaux mobiles terrestres. »

La France compte plus de 60 000 sites de téléphonie mobile, qui couvrent près de 99 % de la population. « La qualité du signal de ces satellites est mauvaise à l'intérieur des bâtiments », ajoute M. Berger et la latence,

Starlink compte 7000 engins en orbite basse et sa flotte devrait monter à 12 000 fin 2025

c'est-à-dire le temps mis par une donnée pour aller du téléphone au serveur, est bien plus longue quand on passe par l'espace.

Surtout, une solution comme celle de Starlink « a besoin des fréquences des opérateurs pour fonctionner sur les mobiles usuels, ce qui nécessite l'accord desdits opérateurs », insiste M. Berger. Sans T-Mobile, Elon Musk n'aurait pas pu lancer son offre « direct to cell ». Cela a nécessité l'octroi d'une licence spéciale de la Federal Communications Commission (FCC), le régulateur des télécos améri-

cain. Or, comme les opérateurs ont souvent payé cher le droit d'utiliser ces fréquences, ils n'ont pas envie d'en faire cadeau à Starlink. Dans une lettre adressée à la FCC, en septembre 2024, sept groupes de téléphonie mobile, dont les européens Orange, Vodafone et Telefonica, préviennent que « tout assouplissement [de la réglementation] qui dégrade l'utilité du spectre, dont les opérateurs de téléphonie mobile ont obtenu la licence auprès de leurs autorités nationales respectives (...), constituerait un motif légal de demande de dommages-intérêts ».

« Les opérateurs résisteront au maximum », confirme Didier Verhulst, président du cabinet de conseil Cell & Sat. Il souligne aussi qu'à la différence des Etats-Unis, vaste territoire régi par une seule réglementation, « ce sera plus compliqué en Europe pour Starlink, car il lui faudra trouver des fréquences pays par pays ».

« Avant d'être lancée, cette technologie nécessite un cadre réglementaire clair en Suisse et dans les pays voisins. Le processus d'approbation prend plus de temps lorsqu'il s'agit de nouvelles technologies », reconnaît le suisse Salt, détenu par Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du groupe Le Monde), seul opérateur européen à avoir signé un accord avec la constellation d'Elon Musk dans le « direct to cell ».

Circuit fermé

Starlink n'est pas la seule menace spatiale. Depuis 2022, Apple s'appuie sur Globalstar pour permettre aux détenteurs d'iPhone 14 et de modèles ultérieurs d'être couverts par satellite là où le réseau mobile ne passe pas. Pour l'instant, le service se limite à l'envoi de messages de secours ou de partage de position GPS. Mais difficile d'imaginer que le géant américain se contente de cela. En novembre 2024, il a acheté 20 % du capital de Globalstar et va lui apporter 1,1 milliard de dollars (1 milliard d'euros) pour l'aider à développer sa constellation. Kuiper, la constellation d'Amazon, doit voir le jour en 2025. Des start-up, comme les américaines Lynk et AST SpaceMobile, ou la chinoise GeeSpace, filiale du constructeur auto Geely, sont également sur le coup.

L'Europe suit le mouvement. Iris², la constellation promise par la Commission européenne pour 2030, embarquera une solution de connexion des appareils mobiles. Eutelsat, l'opérateur de satellites détenu à 13,6 % par l'Etat à tra-

vers Bpifrance, prévoit aussi que sa constellation en orbite basse, OneWeb, puisse connecter les téléphones ou des objets mobiles. Il a annoncé, le 24 février, un test concluant avec Airbus Defence and Space et le fabricant de puces taiwanais MediaTek. « Notre solution ne cherche pas à entrer en compétition ou à se substituer aux réseaux mobiles terrestres des opérateurs. C'est une extension du réseau vers l'espace et un gain de couverture pour l'utilisateur », assure Guillaume Scottez, directeur de l'innovation d'Eutelsat. Une start-up française, Constellation Technologies & Operations, s'est également positionnée.

Selon M. Scottez, « Starlink est un facteur d'accélération pour le secteur ». Mais ces constellations concurrentes et les opérateurs, qui disent tous réfléchir à des solutions de mobile par satellite, pourront-ils suivre le rythme imposé par Elon Musk ? Ou faut-il des alliances européennes, voire des rapprochements entre opérateurs, comme certains le demandent, notamment pour une question de souveraineté, pour que l'Europe puisse rester dans la course ?

« Starlink a l'avantage de pouvoir s'appuyer sur la taille du marché américain pour s'attaquer ensuite à d'autres régions du monde », souligne M. Ménard. Il n'est pas impossible d'imaginer que les Tesla soient un jour connectées à Starlink, ce qui apporterait à la constellation des millions de clients potentiels et créerait une sorte de circuit fermé.

Et si Elon Musk doit aujourd'hui passer par les opérateurs, il pourrait très bien s'affranchir de cette dépendance en achetant ses propres fréquences à l'avenir. Voire, à sabrer dans les réglementations des télécos actuelles en jouant de son nouveau pouvoir politique. La remise sur le marché, en 2027, par la Commission européenne, de licences satellitaires, dites « en bande S », sera un excellent test pour mesurer les intentions du milliardaire et la capacité de réaction des autorités et des acteurs traditionnels. ■

L'empire d'Elon Musk prospère grâce aux aides publiques

ELON MUSK TENTE DE SABRER dans les dépenses fédérales américaines, mais il a reçu, en vingt ans, plus de 38 milliards de dollars (soit 36,2 milliards d'euros) d'aides, de financements et de commandes publiques pour le compte de son entreprise automobile Tesla et de sa société aérospatiale SpaceX. C'est le montant auquel est parvenu le *Washington Post* dans une longue enquête publiée mercredi 26 février. Ces aides, obtenues largement sous la présidence de Joe Biden (2021-2025), s'expliquent par le fait qu'Elon Musk a investi dans deux secteurs soutenus par les pouvoirs publics : la transition électrique de l'automobile et surtout l'espace.

Les origines de son succès remontent aux années 2000. A plusieurs reprises, il frôle la banqueroute et en réchappe de justesse. Tesla, d'abord, est en quasi-faillite après la crise financière de 2008. Au bord du gouffre, le constructeur est sauvé successivement par l'allemand Daimler, l'Etat fédéral et Toyota. En janvier 2010, le département de l'énergie lui octroie un prêt remboursable de 465 millions de dollars. Et le miracle se produit : frappés par la crise, Toyota et General Motors abandonnent leur gigantesque usine californienne de Fremont, dans la

baie de San Francisco, qu'Elon Musk rachète pour 42 millions de dollars. Dans le même temps, Toyota investit 50 millions de dollars dans l'entreprise, contre 2,5 % du capital lors de son entrée en Bourse, en juin 2010. Tesla lève au total plus de 223 millions, en dépit de pertes qui, l'année précédente, atteignaient 55 millions de dollars.

« La NASA l'a sauvé »

A la même époque, SpaceX enchaîne les déconvenues. Jusqu'à ce que la société réussisse, en 2008, à lancer enfin avec succès l'une de ses fusées. Trois mois plus tard, SpaceX se voit allouer 1,6 milliard de dollars par l'agence spatiale pour effectuer douze vols vers la Station spatiale internationale, sur la base de l'unique tir réussi en septembre. « La NASA l'a sauvé », expliquait au *Monde*, en 2021, Jim Cantrell, compagnon de route de M. Musk. S'il a réussi et laissé sur place ses concurrents, comme Jeff Bezos et l'agence spatiale américaine elle-même, c'est qu'il était le plus performant.

Les années 2010 sont celles de la montée en puissance. L'entrepreneur empoche les aides locales, dans un pays en proie à la désindustrialisation, où chacun s'efforce d'attirer les usines à coups de subventions et

crédits d'impôt. Le patron de Tesla construit ainsi une usine de batteries dans le Nevada et obtient de cet Etat de l'ouest des Etats-Unis des subsides fiscaux de l'ordre de 1,3 milliard de dollars. Au total, le constructeur a touché près de 16 milliards de dollars d'aides. Selon le *Washington Post*, environ 11,4 milliards proviennent de la vente de crédits carbone aux autres firmes automobiles, pénalisées par leur incapacité à prendre le virage de l'électrique – cette manne est due à la puissance publique, mais n'est pas payée par le contribuable. Ses ventes ont été renforcées par un crédit d'impôt fédéral de 7 500 dollars octroyés aux acheteurs de véhicules électriques. M. Musk a appelé à la fin de ce crédit à la consommation, affirmant que ses rivaux avaient davantage besoin de cette incitation que Tesla.

L'homme devient le leader incontesté de l'espace, et le fournisseur privilégié du ministère de la Défense ainsi que de la NASA. A cela s'ajoutent des contrats avec le Pentagone, estimés à 7,6 milliards de dollars. Certains ne sont pas officiellement répertoriés, comme le lancement de satellites espions, dont le montant est évalué par le *Wall Street Journal* à 1,8 milliard de dollars. ■

ARNAUD LEPARMENTIER (À NEW YORK)

« Imaginer que les solutions satellites vont remplacer les télécos classiques n'a aucun sens »

JÉRÔME BERGER
directeur
de la stratégie d'Orange

OLIVIER PINAUD

Donald Trump et la tentation d'une manipulation du dollar

Le financier Stephen Miran, proche de la Maison Blanche, prône de forcer les détenteurs étrangers de dollars à investir en bons du Trésor américain

NEW YORK - correspondant

Donald Trump s'apprête-t-il à lancer une grande manipulation sur le dollar? Le président des Etats-Unis, qui a décidé de se rendre à Fort Knox, le bunker du Kentucky où est entreposée la réserve d'or des Etats-Unis, pour 425 milliards de dollars (408 milliards d'euros), semble semer lui-même le doute. «*J'y vais avec Elon [Musk]. Parce que nous voulons voir si l'or est toujours là. Ce serait terrible, non? Si on l'ouvrirait et qu'il n'y avait pas d'or*», a lancé le Républicain, le 20 février. Le seul président à avoir visité Fort Knox fut Franklin Roosevelt en 1943.

L'activisme de Donald Trump est peut-être le prélude à une guerre monétaire. Car celui-ci est pris dans un dilemme : il veut un dollar faible et un dollar fort à la fois. Il veut d'un côté des taux bas pour financer l'industrialisation de son pays, protégé de la concurrence étrangère, et de la monnaie abondante aux Etats-Unis – un dollar faible est susceptible de rendre les exportations américaines plus compétitives.

Mais, d'un autre côté, il a besoin d'un dollar fort, car c'est une garantie contre le renchérissement des produits importés pour lesquels il n'existe pour l'instant pas de substitution. C'est en outre une garantie offerte aux investisseurs étrangers pour qu'ils continuent de financer ses déficits abyssaux – le déficit budgétaire et le déficit commercial – et poursuivent leurs investissements sur le territoire.

Clé de lecture révolutionnaire

Comment résoudre cette équation apparemment insoluble, celle d'un dollar à la fois faible et fort? Une étude publiée fin 2024 par l'économiste et financier Stephen Miran, chef désigné du conseil d'analyse économique de la Maison Blanche, donne une clé

de lecture révolutionnaire, qui laisse augurer de possibles manipulations majeures de la part du locataire de la Maison Blanche. Il propose tout simplement de forcer les détenteurs étrangers de dollars à investir en bons du Trésor américain pour financer l'économie du pays. Ce qui revient à revenir sur le libre marché des changes, à avoir un dollar manipulé.

M. Miran part du constat suivant : «*Le profond mécontentement à l'égard de l'ordre économique actuel trouve son origine dans la surévaluation persistante du dollar et des conditions commerciales asymétriques. Une telle surévaluation rend les exportations américaines moins compétitives, les importations américaines moins chères et handicape l'industrie manufacturière américaine*», écrit-il.

En bon trumpiste, il estime que les échanges commerciaux devraient être équilibrés. Normalement, cet équilibre se fait par le jeu des devises : le pays en déficit voit sa monnaie dévaluée et retrouve vite un équilibre. Sauf que cela ne marche pas comme cela : les produits ne sont pas substituables et une dévaluation, même massive, du dollar ne conduirait pas à un retour à l'équilibre commercial.

Surtout, l'équilibre des changes ne se fait pas par le commerce, mais par les investissements financiers : les capitaux affluent pour acheter des dollars, car la terre entière veut investir aux Etats-Unis et veut détenir des dollars en monnaie de réserve. «*La conséquence macroéconomique la plus importante [d'être une monnaie de réserve] est que cette demande pour les actifs américains fait grimper le dollar à des niveaux bien supérieurs à ce qui équilibrerait le commerce international à long terme*», déplore M. Miran.

À lire, les Etats-Unis, pays aux déficits les plus élevés au monde, se sacrifieraient pour offrir à la planète toujours plus de dollars

L'activisme du président des Etats-Unis est peut-être le prélude à une guerre monétaire

qu'elle utilise pour les changes et ses réserves.

Pour résoudre le problème, M. Miran invente donc un concept de «*partage du fardeau*». Il envisage des accords multilatéraux, comme ceux du Plaza en 1985, qui avaient conduit à faire baisser le dollar, puis ceux du Louvre en 1987, qui avaient conduit à sa stabilisation. Ils seraient baptisés «*accords de Mar-a-Lago*» et seraient, selon ses dires, «*aussi majeurs*» que l'instauration de l'étaillon dollar, en 1944 à Bretton Woods (les changes étaient fixés par rapport au dollar, lui-même convertible en or), ou sa fin, au début des années 1970.

Chantage aux droits de douane
L'idée, on l'a dit, est de forcer les partenaires des Etats-Unis à investir leurs avoirs en dollars en bons du Trésor à long terme. Ils financeront ainsi les déficits américains, feraient baisser les taux d'intérêt en étant forcés d'acheter ces produits, et se verront privés d'une partie des revenus du capital si nécessaire.

La manipulation ne ferait pas nécessairement baisser le dollar,

mais elle réduirait les taux longs et remplirait les caisses de l'Etat fédéral.

«*Nos partenaires commerciaux supporteront une part accrue du fardeau*», écrit M. Miran.

En échange, ils jouiraient de la protection des Etats-Unis.

L'économiste constate que la bonne volonté des alliés n'est pas certaine et, surtout, les principaux détenteurs de dollars ne sont plus

l'Europe mais les Asiatiques – à commencer par la Chine dont on voit mal pourquoi elle obtiendrait. D'où l'idée d'imposer ses vues aux autres sans concertation.

Il suggère d'utiliser la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux, promulguée par le président Jimmy Carter en 1977, qui donne au président des pouvoirs étendus sur les transactions internationales en réponse aux menaces d'origine étrangère «*à la sécurité nationale, à la politique étrangère ou à l'économie des Etats-Unis*». M. Miran explore plusieurs hypothèses : instaurer une taxe sur l'usage du dollar, d'environ 1 %, différenciée selon les pays ; acheter des devises étrangères, éventuellement avec de l'or, pour les faire monter, et surtout faire du chantage incessant aux droits de douane.

Ce texte n'est qu'une proposition, mais elle révèle l'esprit de la galaxie Trump. Les économistes et la presse financière commencent à s'en inquiéter, tel Robert McCauley, qui explique dans le *Financial Times*, mardi 25 février, que le système ne peut pas marcher : les réserves de change ne pèsent pas assez et le marché du dollar peut, selon lui, se délocaliser offshore, c'est-à-dire hors des Etats-Unis.

Le trumpisme n'est cependant pas fait nécessairement de solutions, mais au moins d'expérimentations. Celles-ci n'en finissent pas d'accroître les incertitudes, tant détestées par les marchés et les banquiers centraux. Les gestes de M. Trump ne peuvent que faire peur et accélérer la volonté des puissances émergentes de trouver un substitut au dollar. Le président américain en a conscience, lui qui a menacé de taxer à 100 % les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) s'ils tentaient de créer leur propre monnaie de réserve. ■

ARNAUD LE PARMENTIER

Le carnaval de Rio, manne économique et touristique pour le Brésil

Les festivités, du 28 février au 8 mars, attirent des dizaines de milliers de personnes

REPORTAGE

RIO DE JANEIRO (BRÉSIL) - correspondance

Mardi 25 février au matin, les ruelles du Saara, un immense marché populaire situé en plein cœur de Rio de Janeiro, sont bondées. Malgré la canicule, la foule se presse dans les magasins pour faire le plein de *fantasias* : des accessoires pailletés et colorés, indispensables pour participer aux *blocos*, ces cortèges de rue traditionnels qui ont lieu pendant le carnaval. Celui-ci sera célébré les 1^{er}, 2, 3 et 4 mars, alors que l'ensemble des festivités se tiennent du 28 février au 8 mars. «*Ici, les produits sont bon marché!*», explique Lucas Machado, un programmeur de 26 ans, qui s'apprête à acheter un tutu rose pour sa petite amie.

Comme en témoigne le dynamisme du Saara, les carnavaliers ne sont pas les seuls à profiter de la fête la plus emblématique de la «Ville merveilleuse» : celle-ci fait aussi le bonheur de nombreux commerçants. Selon Riotur, une entreprise de tourisme liée à la mairie de Rio, le carnaval devrait

générer 5,5 milliards de reais (900 millions d'euros) dans la ville entre le 1^{er} février et le 9 mars.

Pendant cette période festive, «*je vend le double de ce que je vend habituellement*», calcule Patricia Salcedo, 40 ans, derrière la caisse de l'échoppe étroite qu'elle loue au Saara depuis quatre ans. En temps normal, la couturière se spécialise dans l'impression de logos sur des tee-shirts. Mais, plus d'un mois avant le début du carnaval, elle fait de la place dans la boutique pour d'autres produits : des *hot pants*, une sorte de bikini constitué d'une culotte de taille haute et d'un haut sans bretelles, populaire parmi les femmes, des bas résille, des épaulettes, des serre-tête fleuris ou ornés de plumes. «*Les clients aiment les couleurs et ce qui brille!*», remarque Mme Salcedo.

Recrutements en nombre

De nombreuses entreprises devraient bénéficier de cet événement. «*Le carnaval est la date la plus importante pour le secteur du tourisme*», note Fabio Bentes, économiste à la Confédération nationale du commerce de biens, des services et du tourisme, qui a

calculé qu'en 2025, le secteur devrait générer 1,48 milliard de reais pendant l'événement. Selon Embatrat, une organisation fédérale qui dépend du ministère du tourisme, la ville devrait accueillir 118 157 étrangers entre le 24 février et le 8 mars. Pour faire face à la hausse de la clientèle, de nombreux commerçants recrutent. Selon Riotur, environ 50 000 emplois temporaires seront créés entre le 1^{er} février et le 9 mars. Dans le restaurant Estação Largo do Machado, dans un quartier aisné de Rio de Janeiro, les 21 employés ne suffisent plus. «*Je vais embaucher sept personnes*», explique Robson Cardoso, le propriétaire.

Ce mardi soir, la terrasse est très animée : trompettiste, saxophoniste et percussionniste d'un *bloco* de carnaval répètent des morceaux de samba, tandis que le reste des participants enchaîne les *chopes*, des bières à la pression servis dans de petits verres pour les garder fraîches. «*Un jour "normal", je vendrais deux fûts de bière, mais, aujourd'hui, on en vendra peut-être six!*», s'enthousiasme M. Cardoso, dont la recette grimpe de 30 % pendant le mois du carnaval.

Cependant, la qualité des emplois créés laisse parfois à désirer. Le 12 février, un incendie a éclaté dans l'usine textile Maximus Confecções, dans le nord de Rio, tirant la sonnette d'alarme. D'après des témoignages relayés par la presse, une centaine d'ouvriers, parmi lesquels des mineurs, travaillaient à flux tendu, dormant parfois sur place, pour que les costumes de trois écoles de samba qui participent aux défilés du sambodrome Marques de Sapucaï, principale attraction touristique du carnaval, soient prêts à temps.

Selon les pompiers, l'usine fonctionnait sans leur autorisation et contenait de nombreux matériaux hautement inflammables. Peu après l'incendie, le ministère public du travail de l'Etat de Rio de Janeiro a annoncé ouvrir une enquête sur les conditions de travail dans la fabrique et exigé que les écoles de samba qui avaient commandé les costumes fournissent de l'assistance aux victimes : 21 personnes ont été blessées et une personne est morte. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

A Barcelone, la révolte de la classe moyenne face à la crise du logement

La mairie tente difficilement de reprendre la main face à la spéculation immobilière

MADRID - correspondante

La Casa Orsola est un symbole. Acheté par le fonds d'investissement catalan Lioness Inversiones en 2021, cet édifice moderniste du quartier de l'Eixample, dans le centre de Barcelone, incarne la crise du logement, la spéculation et la gentrification de la cité méditerranéenne. Il représente aussi la révolte de la classe moyenne, incarnée par la poignée de locataires qui refusaient de quitter le lieu. A commencer par Josep Torrent, professeur de mathématiques dans un collège de la banlieue de Barcelone, locataire depuis vingt-deux ans du même appartement. Cet homme de 49 ans payait 700 euros par mois de loyer quand il a reçu la notification du nouveau propriétaire, le fonds Lioness Inversiones, que son contrat ne serait pas renouvelé.

Mobilisation sociale
Les huissiers devaient l'expulser le 31 janvier. Des milliers de personnes se sont rassemblées devant l'immeuble pour empêcher l'intervention judiciaire. Tout ce que la ville compte de militants du droit au logement, d'associations et de plateformes de locataires a dénoncé l'opération «spéculative» du fonds d'investissement, qui avait déjà commencé à transformer des logements en appartements de location saisonnière, certains à 2800 euros par mois selon les voisins. Et ils ont contraint le tribunal à fixer une nouvelle date. Le 3 février, la mobilisation a provoqué un nouveau report.

Finalement, le 7 février, le maire socialiste de Barcelone, Jaume Collboni, a annoncé «*l'achat social*

SANDRINE MOREL

MATIÈRES PREMIÈRES

PAR LAURENCE GIRARD

La Chine fait ripaille sur le marché de l'ail

L'ail était en majesté à la porte de Versailles. Les producteurs de cette plante de la famille des liliacées ont profité de la vitrine du Salon international de l'agriculture à Paris pour faire sa promotion. Et c'est peu dire que lever le voile, ou plutôt l'enveloppe qui enrobe ce condiment, ne manque pas de piquer la curiosité. Al rose de Lautrec, ail blanc de Lomagne, ail violet de Caudours, ail de la Drôme, de Piolenc, d'Auvergne, mais aussi ail fumé d'Arleux, il y en a pour tous les goûts du terroir et les couleurs jusqu'au noir.

Cette petite filière française, qui compte de 2500 à 3000 producteurs répartis sur le territoire, revendique, en effet, sa diversité avec ses cinq signes de qualité, indication géographique protégée (IGP) ou appellation d'origine protégée (AOP). Sans oublier un Label rouge. Mais sa production est limitée. «*Nous récoltons 30 000 tonnes d'ail en France, sur plus de 4 000 hectares, à comparer aux 230 000 tonnes collectées en Espagne*», précise Christiane Pieters, productrice dans le Gers et présidente de l'Association nationale interprofessionnelle de l'ail.

Or, les producteurs des régions concernées aimaient bien valoriser par le débouché de la transformation la part de la récolte qui ne trouve pas sa place dans les rayons. En effet, quand la tête d'ail éclate, sous l'effet des aléas climatiques de plus en plus fréquents, elle tombe dans le panier des produits déclassés, vendus à prix cassés. Alors que, dans les supermarchés, il se vend entre 12 et 16 euros le kilo. Le producteur d'ail ne veut pas y laisser sa chemise. ■

terres produisent près des trois quarts de la production mondiale, estimée à 29 millions de tonnes. Même si les Chinois s'en délectent et en consomment l'essentiel, ils en sont les premiers exportateurs dans le monde.

Barrières douanières

Grâce à des coûts de main-d'œuvre moindres et à une culture intensive, ils écrasent les prix. «*Dans un rapport de un à quatre par rapport au produit français*», précise Mme Pieters. En effet, si Bruxelles a bien placé des barrières douanières à l'entrée de l'ail frais venu d'ailleurs, les portes sont restées ouvertes pour le produit transformé. Résultat, selon Mme Pieters, «*les industriels français utilisent à 99 % de l'ail chinois dans leurs plats préparés. Et l'ail déshydraté est aussi étranger*».

Or, les producteurs des régions concernées aimaient bien valoriser par le débouché de la transformation la part de la récolte qui ne trouve pas sa place dans les rayons. En effet, quand la tête d'ail éclate, sous l'effet des aléas climatiques de plus en plus fréquents, elle tombe dans le panier des produits déclassés, vendus à prix cassés. Alors que, dans les supermarchés, il se vend entre 12 et 16 euros le kilo. Le producteur d'ail ne veut pas y laisser sa chemise. ■

Baisse du seuil de TVA : encore un sursis pour les autoentrepreneurs

Le gouvernement prolonge le gel de l'abaissement du seuil d'exemption de TVA sur les entreprises

Le gouvernement a décidé de suspendre la réforme jusqu'au 1^{er} juin afin de travailler avec les acteurs et les parlementaires à des réponses adaptées aux préoccupations», peut-on lire dans un communiqué de Bercy, publié vendredi 28 février. Alors qu'elle devait entrer en vigueur le 1^{er} mars, la mesure gouvernementale sur la TVA voit sa suspension prolongée jusqu'au 1^{er} juin. Un répit salué par les différentes organisations de microentrepreneurs, principalement concernés.

Pour rappel, l'article 10 du projet de loi de finances, adopté début février, prévoyait d'établir un nouveau seuil unique d'exemption de la TVA : 25 000 euros, contre 37 500 euros aujourd'hui pour les prestations de service, et 85 000 euros pour le commerce de biens. En cas de dépassement de ce plafond, un entrepreneur est redevable de la TVA sur l'ensemble de son chiffre d'affaires. Les

autoentrepreneurs avaient mis en évidence les risques que faisait peser ce changement sur plusieurs centaines de milliers de personnes : perte de compétitivité, avec un dilemme entre augmenter ses prix ou réduire ses revenus, risque de sous-déclaration...

Alors que la mesure avait été validée par les parlementaires, ces derniers, qui ont concédé pour certains ne pas l'avoir vue, l'ont par la suite presque unanimement dénoncée. Quatre propositions de loi ont été déposées pour prononcer l'abrogation de cette mesure, de la part de La France insoumise, du Parti socialiste (PS), des Républicains et d'Horizons. Une centaine de députés et sénateurs macronistes ont publié un texte appelant à faire de même.

Face à la contestation, le gouvernement avait suspendu la mesure le 6 février, et lancé des concertations qui se sont donc tenues jusqu'au 28 février. Véronique Louwagie, ministre chargée du com-

d'entre eux), où le seuil pourrait rester à 37 500 euros.

Pierre André, dirigeant de la plateforme WeCasa, qui propose du ménage, de la coiffure ou des massages à domicile, veut y croire : «On est plutôt rassurés, ce qu'on entend va dans le bon sens. C'est une mesure qui génère beaucoup d'anxiété chez les indépendants qui travaillent pour nous, 20 % d'entre eux seraient concernés par la mesure d'origine.» En revanche, pour le commerce de biens, le seuil serait abaissé au même niveau, à 37 500 euros, et il pourrait rester à 25 000 euros pour le seul BTP, où les organisations professionnelles sont celles qui ont le plus fait entendre la «concurrence déloyale» que représentent les microentreprises pour elles.

«Points de vue irréconciliables» «J'espérais aujourd'hui avoir des scénarios, mais on reste encore dans le flou, commente néanmoins Jean-Christophe Repon, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment. Pour l'artisanat et le bâtiment, le seuil de 25 000 euros est un incontournable.» «La majorité des fédérations se déclarent neutres ou favorables à la réforme, considérant qu'elle permet de corri-

ger les iniquités de concurrence que la situation antérieure générait», précise le gouvernement dans son communiqué. «En réalité, on a deux blocs qui ont des points de vue irréconciliables, estime François Hurel, président de l'Union des autoentrepreneurs. Je maintiens ma ligne : il faut revenir au statu quo ante, à la rigueur nous pouvons discuter sur le seuil de 85 000 euros dans le commerce.»

Ces éventuelles modifications, à la marge ou en profondeur, satisfieront-elles une majorité de députés à l'Assemblée ? Un changement doit en effet passer par un projet de loi, qui modifiera cette disposition du code général des impôts. Seule la franchise de TVA sera l'objet des débats ces prochaines semaines : Christine Pirès Beaune, députée PS du Puy-de-Dôme à l'origine de l'une des propositions de loi, aurait aimé voir éclore une réflexion plus large sur le statut.

«Ça nous permet de gagner du temps. Il faut remettre à plat le dispositif des microentreprises», estime Thomas Lam, député Horizons des Hauts-de-Seine, opposé au changement de seuil. Les députés attendent un retour de la ministre sur la méthode et le calendrier en début de semaine. ■

JULES THOMAS

AUTOMOBILE Stellantis : Carlos Tavares va toucher 12 millions d'euros

L'ancien directeur général de Stellantis Carlos Tavares doit toucher 12 millions d'euros à la suite de son éviction, le 1^{er} décembre 2024, a indiqué jeudi le constructeur automobile dans son rapport annuel. — (AFP)

INFORMATIQUE Microsoft va fermer la plateforme Skype

Microsoft a annoncé sur X, vendredi, qu'il va fermer la plateforme Skype, pionnière des appels par Internet, aujourd'hui dépassée par la généralisation de cette technologie et l'émergence d'autres services. — (AFP)

TRANSPORTS Le bénéfice net de CMA CGM a bondi de 56,9 % en 2024

Le transporteur maritime CMA CGM a annoncé vendredi un bénéfice net de 5,71 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) en 2024, en progression de 56,9 %, grâce au dynamisme du commerce mondial. — (AFP)

Le livre «La Femme de ménage» dépasse le cap du million

Freida McFadden est médecin, spécialisée dans les lésions cérébrales. Installée dans une grande maison face à la baie du Massachusetts, dans la banlieue chic de Boston, avec son mari ingénieur, leurs deux enfants adolescents et leur chat noir, elle a depuis peu renoncé à sa carrière médicale pour se consacrer exclusivement à l'écriture. Inconnue en France il y a quelques mois encore, elle a pulvérisé les ventes en 2024 : son ouvrage *La Femme de ménage* (publication originale en 2022), un thriller bien mené qui mêle désir de revanche et psychopathie, est arrivé en tête dans l'Hexagone. Déjà commercialisé à plus de 80 000 exemplaires en grand format, cet ouvrage facile à lire a dépassé, la semaine du 24 février, le cap du million d'exemplaires vendus en poche chez J'ai lu (groupe Madrigall).

«Ce livre constitue un petit miracle de longévité», se félicite-t-on chez J'ai lu. L'édition poche a été proposée en librairie le 4 octobre 2023. De façon peu commune, le bouche à oreille a fonctionné sur le très long terme, puisque la meilleure semaine de ventes a été celle du 10 au 16 février, avec 69 000 exemplaires écoulés, selon Gfk. Chez J'ai lu, même la série *La Chronique des Bridgerton*, de Julia Quinn – qui avait atteint au fil des années un record de 1,7 million d'exemplaires –, ne s'était pas imposée si vite.

Installé à Londres, Richard King, chargé des droits chez la société d'édition numérique britannique Bookouture (groupe Hachette UK), avait, dès 2022, chaudement recommandé le manuscrit de *La Femme de ménage* à Frédéric Thibaud, directeur des éditions City, un interlocuteur français qu'il connaît bien. Ce dernier lui avait aussitôt soumis une offre dont il ne dévoile pas le montant, mais qui oscillerait raisonnablement entre 5 000 et 10 000 euros. Cet éditeur, qui a le chic pour repérer les auteurs de futurs best-sellers (Virginie Grimaldi, Lucinda Riley ou Heather Morris), a publié cet ouvrage en grand format en janvier 2023. Il s'est imposé doucement mais sûrement auprès des lecteurs. «Les ventes ne se sont jamais taries», confirme Frédéric Thibaud.

Une adaptation cinématographique de *La Femme de ménage* est prévue en décembre, avec Sydney Sweeney et Amanda Seyfried dans les rôles-titres. Et le deuxième tome de cet ouvrage, *Les Secrets de la femme de ménage*, également sorti en poche chez J'ai lu en octobre 2024 (publication originale en 2023), approche les 600 000 ventes dans l'Hexagone, où ses titres ont été commercialisés à plus de 1,9 million d'exemplaires au total.

Devenue un phénomène mondial d'édition, l'autrice américaine s'est placée en tête des ventes dans huit pays dont le Brésil, le Royaume-Uni, l'Espagne et les Etats-Unis. En 2013, cette fille d'un psychiatre avait autopublié un premier roman autobiographique sur Amazon Kindle Direct Publishing, évoquant sa vie d'interne maltraitée par un supérieur sadique, avant d'être repérée par un éditeur. Depuis, elle a écrit plus d'une vingtaine d'ouvrages. Après *La Psy*, parue en avril 2024, Frédéric Thibaud publiera, mi-avril, un quatrième roman traduit en français, *La Prof*. En dépit de son succès, Freida McFadden ne se plie à aucune signature en librairie et n'accepte aucun entretien avec la presse, explique-t-il. Cela, afin de pouvoir continuer à écrire tranquillement en compagnie de son chat, à deux pas de l'océan Atlantique. ■

«CE LIVRE EST
UN PETIT MIRACLE
DE LONGÉVITÉ»,
SE FÉLICITE-T-ON
CHEZ J'AIS LU

HORS-SÉRIE Le Monde

ÉDITION
2025

Albert
Camus
La révolte
et la liberté

UNE VIE, UNE ŒUVRE

TEXTES INÉDITS

Le socialisme des potences
Réponse à l'appel des écrivains hongrois par Albert Camus

ALBERT CAMUS

Un hors-série du «Monde»
124 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

Qui d'autre que l'auteur de *L'Etranger* et de *La Peste* peut aussi bien incarner notre époque pleine d'épreuves et d'incertitudes ? Albert Camus est une figure de son temps, c'est aussi notre contemporain. Son œuvre, à travers sa littérature et ses articles de presse, est un hymne à la liberté et à la recherche de vérité. Retour dans ce hors-série sur la vie d'un intellectuel dont la pensée traverse les âges et sert de point de repère aux peuples en lutte pour leur émancipation. Portrait, héritage, entretiens, débats, textes choisis, hommages, mais aussi publication de deux textes inédits tirés de son livre *Actualités IV* (Gallimard, 2024).



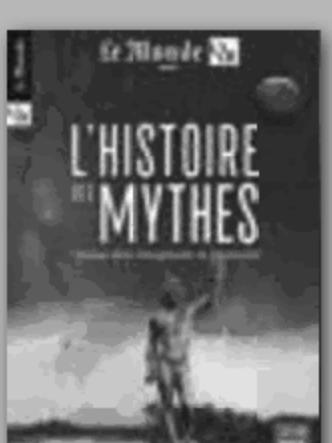
En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Collection

MYTHES ET LEGENDES DU ROI ARTHUR



Actuellement en vente,
le volume n° 5
LE ROI ARTHUR CONTRE
LES ONZE ROYAUMES

Nos services

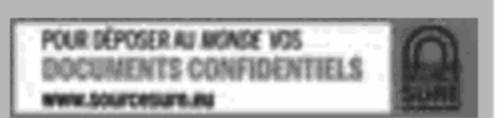
Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr



Le Monde

Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Naï et Laurence, ses filles et leur maman, Liliane Chemali, Mehrez Makni et François Jantet, ses beaux-fils, Kamil, Janna, Joshua, Irina, ses petits-enfants et Vadim, Renée, veuve Georges Herbouze, Sami, Kamal, veuf Véra Féghali, Marie-Claire, ses frères et sœurs, Michel et Leslie, ses neveu et nièce, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Raja Michel ASMAR.

Une messe a été dite en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris 5^e, le vendredi 28 février 2025, à 14 h 30.

kamalasmr@hotmail.com

Chantal Chaudoreille, son épouse, Marie-Madeleine et Daniel, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants Et ses amis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Charly Yves CHAUDOREILLE, né à Constantine, éditeur et créateur d'Edisud, le 22 février 2025, à Aix-en-Provence, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Pierre-Yves et Kathryn, Stéphane, Fabien et Annelise Delacôte, ses fils et leurs épouses, avec leurs enfants, Chloé, Maxime, Ryan, Manon, Ema, Raphaël, Lucie, Jacqueline Souchon, sa compagne, et ses filles, Marianne et Florence et leurs familles,

Martine Léna et Daniel Gautiez, Christine et Yvon Logéat, ses sœurs et leurs conjoints, Familles Tain et Cabos, Ses cousins et cousines,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Goëry DELACÔTE, membre de l'Académie des technologies, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur, directeur scientifique du CNRS, directeur de l'Exploratorium de San Francisco, directeur du Musée We The Curious de Bristol, fondateur de l'Exploradôme de Vitry-sur-Seine,

survenu le 23 février 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Une cérémonie se tiendra le jeudi 6 mars, à 11 h 30, en la salle Maurnéjean, du crématoire du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Eustache, Paris 1^{er}, le mardi 4 mars, à 14 h 30.

Frédéric Deltour, Margot Deltour et Hugh Quinn et leurs enfants, Jean-Baptiste Deltour,

Annick Avronsart, Cédric et Nathalie Avronsart et leurs enfants, Gaëlle Avronsart et Fodil Benrabia et leurs enfants, Erwan et Evelyne Avronsart et leurs enfants,

font part du décès de

Martine DELTOUR, née LARQUET, docteur en pharmacie,

survenu le 22 février 2025, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Les personnes désirant lui marquer leur affection pourront faire un don à la SPA.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris.

Sa famille, Ses ami.e.s Et ses collègues,

ont la grande tristesse d'annoncer que

Luisa Isabella JAFFÉ, née le 10 novembre 1964 à Nairobi (Kenya),

est courageusement décédée le 25 février 2025, à Bruxelles.

philip.jaffe@gmail.com

Aix-en-Provence.

La famille de

Yvonne KNIBIEHLER, née AZAIS, historienne, professeure

à l'université de Provence, spécialiste de l'histoire des femmes, de la maternité et de la famille, chevalière de la Légion d'honneur, de l'ordre national du Mérite et de l'ordre des Palmes académiques,

a la douleur d'annoncer son décès, survenu à Aix-en-Provence, le 25 février 2025, à l'âge de cent deux ans.

L'incinération aura lieu le mardi 4 mars, à 15 h 30, au crématorium et mémorial de Provence, à Aix-en-Provence.

Jean-François Lagneau, son époux,

Xavier, Benoit et Marie-Odile,

ses enfants, leurs conjoints, Dorothée et Albéric,

Emilie, Ilona, Amaury et Gaétan,

ses petits-enfants,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Catherine LAGNEAU, née RUDLOFF, agrégée de l'Université,

survenu le 21 février 2025, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 4 mars, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7^e.

L'inhumation aura lieu ensuite à Marboué, dans la stricte intimité.

jf.lagneau@orange.fr

Annie-Laurence Lesourd, son épouse,

Cyrille et Katherine Lesourd, son fils et sa belle-fille,

Anatole et Edmond, ses petits-enfants,

Romain et Thibaud, ses beaux-fils,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 20 février 2025, de

Guy LESOURD, doyen de l'ordre des avocats au Conseil d'État

à la Cour de cassation, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Eustache, Paris 1^{er}, le mardi 4 mars, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Odile Nave, son épouse Et toute sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Bernard NAVÉ,

professeur d'anglais et de cinéma-audiovisuel, critique à la revue *Jeune Cinéma*, militait à la fédération Jean Vigo,

survenu le dimanche 23 février 2025, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La revue *Jeune Cinéma*

est profondément endeuillée par la disparition de

Bernard NAVÉ,

le 23 février 2025.

Il fut, durant plus de cinquante ans, un des collaborateurs les plus actifs et les plus brillants de la revue.

revue.jeune.cinema@orange.fr

Simon et Seiko, Damien, ses enfants,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

Dominique PICARD-UTTER,

bulliste, survenue le 25 février 2025, au Kremlin-Bicêtre, à l'âge de septante-cinq ans, des suites d'une courte maladie.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 mars, à 10 heures, au crématorium du Val-de-Bièvre, 8, rue du Ricardo, à Arcueil.

Nous remercions le personnel de l'Unité d'hospitalisation de courte durée de l'hôpital Bicêtre.

Nathalie, Jérôme et Vincent, ses enfants,

Arthur, Josépha, Félix, Bruno, Tom et Jules, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel RIBOUT,

survenu le 22 février 2025, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame à Versailles, le vendredi 7 mars, à 10 h 30.

Paris.

Mme Jacqueline VOEVODSKY, son épouse, Mme et MM. Béatrice Courtout Voevodsky, Grégoire Voevodsky et Ivan Voevodsky, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Dimitri VOEVODSKY,

survenu le 23 février 2025, à son domicile parisien, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 4 mars, à 14 heures, en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky, 12, rue Daru, Paris 8^e.

Famille et amis sont ensuite conviés au 25, rue Pierre-Nicole, Paris 5^e, pour un moment d'échange fraternel.

Bertrand, Catherine, David, Charlotte, ses enfants et leurs conjoints,

Jonathan, Julien, Alice, Anna, Léa, Clément, Lucie, Nicolas, Jean, Nathan, Max,

ses petits-enfants et leurs conjoints,

Jules, Eloïse, Gaspard, Augustin, Félix, Florent, Anatole, ses arrière-petits-enfants,

Pierre, le père de ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Françoise WEILL,

survenu le 25 février 2025, à Paris 6^e, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e, le vendredi 7 mars, à 15 heures.

Nous garderons d'elle l'image d'une femme courageuse, forte et indépendante.

« Tu n'es plus là où tu étais, mais tu es partout là où je suis ».

Ses frères et sœurs, leurs alliés, Les familles de tous leurs enfants Et Agnès Desbos, son amie,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Marjolaine WESTPHAL, docteur en médecine physique et réadaptation,

survenu le 16 février 2025, à Grézieu-la-Varenne. Ses obsèques se dérouleront le 4 mars. Un culte aura lieu à 10 heures, au Temple protestant, 7, rue de la Sarre à Oullins (Rhône).

En son souvenir, un soutien peut être apporté aux associations suivantes : ACAT-France, Les Resto du Coeur, SNSM.

« Ne soyez donc point affligés, Car la joie du Seigneur sera votre force. » Néhémie 8-10.

Westphal, « Milova », 84, rue de Janicu, 69530 Brignais. milova.westphal@gmail.com Ou sur le site : www.centre-funeraire-riviere.fr

Souvenir

Mon Nico,

ce qu'il y

Même en ajoutant le poids de sa grosse doudoune noire et celui de ses boots à semelles compensées, F. ne doit pas dépasser 35 kilos. Elle a 27 ans, un visage aigu, un regard traqué et un corps d'enfant. Ce lundi 24 février, l'homme accusé de l'avoir violée comparaît devant la cour criminelle de l'Isère, à Grenoble. Il était le compagnon de sa mère. Dix ans plus tôt, F. s'était assise à cette même place, dans cette même salle d'audience, face à un autre compagnon de sa mère. Elle n'était qu'une fillette quand il avait commencé à la rejoindre dans son lit. Elle a fini par oser le dénoncer, sa mère lui en a voulu de saboter sa vie amoureuse. Il a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour viols sur mineure. F. avait déjà sombré, son corps n'a plus jamais grandi.

Autour d'elle, ils sont quatre. Son avocate, l'administratrice ad hoc qui l'a suivie jusqu'à sa majorité et continue de veiller sur elle, un représentant de l'association France Victimes et le chien Tandem. Trente-cinq kilos de chaleur se pressent contre 35 kilos de déresse. Tandem est un paisible golden retriever à la robe fauve et aux paupières tombantes. Pendant les deux jours du procès, il n'a pas lâché F., couché de tout son long à ses pieds, se redressant de temps à autre pour déposer sa tête sur ses cuisses de femme-enfant secouée de tremblements, se laissant caresser, pétrir, malaxer ou marchant tranquillement à ses côtés aux suspensions d'audience. «*Sans lui, murmure F., je ne sais pas si je serais venue.*»

Autre jour, autre lieu. A l'unité d'accueil pédiatrique pour l'enfant en danger, installée à côté de l'hôpital de Grenoble, deux femmes gendarmes attendent l'arrivée d'un mineur retiré trois jours plus tôt à la garde de ses parents pour suspicion de violences sur lui et sa petite sœur. Tous deux ont été placés en foyer, l'acclimation est très difficile pour le garçon de 12 ans. Il entre, accompagné d'une éducatrice. Corps verrouillé, visage hostile. «*J'aime pas les gendarmes, j'aime pas les gendarmes*», souffle-t-il. Ce sont elles qui ont sollicité auprès de France Victimes la présence du chien d'assistance judiciaire pour procéder à l'audition filmée du garçon, dans cette pièce spécialement aménagée. Jérôme Boulet, l'un des deux référents de Tandem, s'agenouille aux côtés du garçon. «*Est-ce que tu aimes les chiens?*» «*Pfft, chez nous on en a plusieurs*», bougonne l'enfant. Tandem s'approche à son tour de son pas lourd, pataud. «*Veux-tu qu'on alle faire un tour dehors avec lui?*» «*Bah, oui.*»

Pendant une demi-heure, ils marchent autour de l'hôpital. Le temps nécessaire à «l'alliance» entre le chien et celui qu'il accompagnera ensuite dans la salle d'audition. «*C'est toi qui prends les commandes*», lui dit Jérôme Boulet. Tandem vadrouille sans laisse, le garçon l'appelle. «*Viens ici, Tandem!*» Il pose la laisse au sol. «*Apporte!*» Le chien obéit à son jeune maître d'un moment, vient querrir la caresse de récompense, lève vers lui son regard doux dans l'attente d'un autre ordre. L'enfant se détend, sourit. Lorsqu'il revient dans la salle d'audition, Tandem sur ses talons, il n'est plus le même. Assis à ses côtés sur la banquette, le chien le dépasse d'une tête et lui fait comme un rempart. Pendant plus d'une heure, le garçon va raconter aux gendarmes ce qu'il subit chez lui.

ÉPONGES À ÉMOTIONS

Grégory Boissieux, l'autre référent de Tandem, lui aussi juriste conseil à l'association France Victimes de Grenoble, n'est pas peu fier d'être à l'origine de son arrivée, en décembre 2023. Invité quelques années plus tôt à un séminaire organisé à la chancellerie, il était revenu complètement séduit par l'intervention du procureur de Cahors, Frédéric Almendros, qui leur avait présenté Lol, un labrador devenu le premier chien d'assistance judiciaire en France. Grégory Boissieux avait convaincu les dirigeants de son association de tenter l'expérience et de solliciter la hiérarchie du tribunal. L'idée a tout de suite emporté l'adhésion de la présidente, Anne-Auclair Rabinovitch, et du procureur Eric Vaillant. Tandem n'était pas encore né que la procédure était lancée. C'est que l'affaire est longue et compliquée.

Instruction rigoureuse du dossier de candidature par Handi'Chiens, sélection de l'ani-



Le chien Tandem, à l'unité d'accueil pédiatrique des enfants en danger au CHU La Tronche, à Grenoble, le 23 janvier. PABLO CHIGNARD POUR « LE MONDE »

Les chiens des prétoires

A l'image de Tandem, un golden retriever en fonctions à Grenoble, la France compte 19 chiens d'assistance judiciaire. Leur rôle : apaiser les victimes, par leur seule présence, lors des procès ou des auditions

mal auprès d'un réseau d'éleveurs de labradors et de golden retrievers labellisés par l'association, formation de dix-huit mois (douze en «famille d'accueil», six en centre de formation Handi'Chiens) destinée à lui assurer l'apprentissage des 50 à 60 «commandes» nécessaires, et à observer son caractère, puis organisation de stages de prise en main par ses futurs référents. Le tout moyennant un budget de 27 000 euros, financé par le ministère de la justice.

Alors, et alors seulement, une convention de mise à disposition peut être signée. Vingt-cinq pages qui énumèrent les conditions d'accueil, «un lieu de vie sécurisé, une zone aménagée pour le repos», la fréquence du suivi vétérinaire, les strictes consignes diététiques, les horaires de travail entrecoupés de «moments de détente réguliers» et d'un jour hebdomadaire de congé, les conditions de sa mise en retraite, généralement au bout de dix ans de service. Jérôme Boulet prévient le sourire qu'il sent poindre à la lecture de ces pages. «*Ces chiens sont des éponges à émotions*, explique-t-il. Ils absorbent le stress de ceux qu'ils accompagnent et doivent impérativement l'évacuer. Sinon, ils peuvent développer des pelades, ou d'autres pathologies, voire changer de comportement.»

Lorsque, au rez-de-chaussée du palais de justice, un bureau a été attribué à Tandem, avec son nom et sa photo sur la porte, nombreux sont ceux qui ont grincé des dents devant le nouveau «gadget» de leur hiérarchie et l'attention particulière dont il bénéficiait. Mais Tandem était là, qui se promenait dans les couloirs ou dans la salle des pas perdus, avec cette façon unique d'exercer une longue pression contre la jambe de celui ou de celle qui lui est présenté. Peu à peu, les barrières sont tombées. «*Notre collègue de travail, et sans doute le membre le plus apprécié de notre tribunal*», l'a salué le procureur Eric Vaillant lors de son discours de départ, le 24 janvier. Installé au premier rang, Tandem a d'ailleurs suscité le seul moment de détente et de sourire d'une assemblée assommée par la présentation du bilan statistique de l'année judi-

AU REZ-DE-CHAUSSEÉ DU PALAIS DE JUSTICE, UN BUREAU A ÉTÉ ATTRIBUÉ À TANDEM, AVEC SON NOM ET SA PHOTO SUR LA PORTE

ciaire écoulée, en se promenant au beau milieu des magistrats et des officiels en tenue.

La juge Cécile Riquin se souvient de la première fois où elle a fait appel à lui. Elle recevait dans son cabinet d'instruction une adolescente de 15 ou 16 ans, après avoir interrogé son père, poursuivi pourinceste. «*Elle est entrée avec Tandem avec lequel elle venait de passer une demi-heure dehors. On a commencé par parler du chien, c'était... léger. Il se promenait dans le cabinet, allait de la jeune fille à la greffière, s'arrêtait devant moi, repartait. Quand on a abordé les choses compliquées, tout le monde était plus détendu. Ça a rendu l'audition plus... – elle hésite, cherche le mot – humaine.*» Sa collègue, Olivia Thiel, a vécu la même expérience avec une enfant elle aussi victime de viols incestueux. «*Elle était complètement bloquée, muette. Je lui ai parlé de Tandem, elle a d'abord refusé de le rencontrer, elle disait qu'elle avait peur des chiens. Et puis, finalement, elle m'a dit qu'elle voulait bien essayer. En sa présence, elle s'est ouverte, elle a souri. C'est délicat, au sens premier, cette alliance. Apporter du doux, à ce moment-là, ça fait du bien.*»

Olivia Thiel a pu aussi mesurer le bénéfice de la présence de Tandem à l'audience. «*On faisait face à la souffrance abyssale d'une mère. Le chien allait et venait dans la salle, posait de temps en temps sa tête sur les genoux de cette mère et puis s'endormait sur le dos, complètement abandonné. Rien que le regard était apaisant dans une audience criminelle où tout est violence et combat. Nous, on était tous là pour quelque chose : souffrir, accuser, défendre, juger. Lui, simplement, il était.*»

Le premier chien d'assistance judiciaire a été introduit en 2003 aux Etats-Unis, à l'initiative d'un procureur de l'Etat de Washington. Les court dogs sont aujourd'hui plus de 250. Avec Tandem, la France en compte 19. Lol, le doyen de Cahors, va bientôt prendre sa retraite. Orko est à Orléans, Orphée à Strasbourg, Ravel à Saint-Lô, Rancho à Nîmes, Rumba à Vannes, Ryoma à Arras, Soca à Lens, Ragnar à Béziers (Hérault), Saxo à Nancy, Scout à Brive-la-Gaillarde, Suki à Orléans, Rouckie à Angers,

Sweety à Saint-Malo, Toundra à Bourg-en-Bresse, Tiwi aux Sables-d'Olonne (Vendée), Outchi à Nevers, Tonka à Alençon.

Cinq d'entre eux ont été mobilisés pour les quatre mois du procès de l'ancien chirurgien Joël Le Scouarnec, jugé devant la cour criminelle du Morbihan, à Vannes, pour près de 300 viols et agressions sexuelles. Une convention nationale a été signée en février 2023 par le garde des sceaux de l'époque, Eric Dupond-Moretti, pour étendre le dispositif. Et en décembre 2024, le barreau de Paris s'est engagé à participer à son tour au déploiement des chiens d'assistance judiciaire dans les juridictions et services d'enquête parisiens.

LE CONSENSUS S'EFFECTUE

Chaque tribunal cherche désormais son labrador ou son golden retriever. Mais au service de qui? C'est là que le consensus ambigu s'effrite. Jérôme Boulet se souvient de la petite gêne qu'il avait éprouvée le jour où, à la cour d'assises, Tandem avait quitté sa place, aux côtés des parents d'une jeune fille assassinée, pour aller se coller quelques minutes contre les proches de celui qui était accusé.

L'avocat grenoblois Arnaud Levy-Soussan, qui s'assoit plus souvent au pied d'un box qu'au banc des parties civiles, ne cache pas sa réticence. «*Il devrait y avoir au moins un débat contradictoire sur la présence du chien à l'audience, observe-t-il. En même temps, si vous êtes devant les jurés et que vous dites non au chien, vous êtes mal parti pour votre client.*» Dans les dossiers contestés, notamment ceux de violences sexuelles, où la parole de l'un s'oppose à la parole de l'autre, tout compte, poursuit-il. «*La façon dont on est habillé, dont on parle, l'émotion qu'on manifeste, ou pas. Mais face à une plaignante confortée par un chien, ce n'est pas facile...*»

Le procureur général de Grenoble, Christophe Barret, exprime la même réserve. «*Il y a un risque réel que la présence du chien, aux côtés d'une partie civile, soit perçue comme un sérum de vérité*», relève-t-il. Ce risque, la présidente de cour d'assises, Gaëlle Bardosse, le mesure. «*Il nous revient d'alerter les jurés. Le chien est réactif à la souffrance, à l'émotion, pas à la vérité. Et la souffrance ne constitue pas une preuve.*» «*Si un chien peut permettre à un mis en examen de parler, même pour livrer simplement, calmement, sa version, on a tous à y gagner*», souligne pour sa part Olivia Thiel. Le pionnier de l'expérimentation, Frédéric Almendros, utilise d'ailleurs volontairement le mot neutre de «bénéficiaire» pour désigner celles et ceux qui sont accompagnés d'un chien d'assistance judiciaire, et il lui est arrivé plus d'une fois de remettre à leur place des avocats de partie civile, prompts à enrôler l'animal en faveur de ceux qu'ils représentent. Tandem et les autres ne jugent pas. De l'autre côté du prétoire aussi, ce regard-là pourrait faire du bien. ■

PASCAL ROBERT-DIARD



Au foyer des anciens combattants tchadiens, à N'Djamena, le 2 février. Sur les murs, des peintures évoquent les batailles auxquelles les Tchadiens ont participé aux côtés des Français.

VERONIQUE DE VIGUERIE / PARIS MATCH / SCOP

N'DJAMENA - envoyé spécial

Les sièges des invités ont été alignés, les réglages de la sono ajustés. Surla tente dressée pour l'occasion sont retouchés de derniers morceaux d'étoffes bleu, jaune et rouge: les couleurs du drapeau tchadien. Dans la tribune présidentielle, des bouquets de fleurs sont disposés, un pupitre aux armoiries de la République est installé. Vendredi 31 janvier, en début de matinée, l'heure est aux ultimes préparatifs sur le tarmac de la base aérienne Adji-Kossei, qui jouxte celui de l'aéroport de N'Djamena. Dans quelques instants doit s'y tenir la cérémonie de rétrocession aux autorités tchadiennes de ce qui était, avec son millier d'hommes et ses Mirage 2000D, l'une des plus importantes emprises militaires françaises en Afrique. Un moment historique que le président, Mahamat Idriss Déby, entend célébrer en grande pompe pour mieux le graver dans le récit national.

Sur les coups de 10 heures déboule une cohorte de pick-up, sur lesquels sont juchés des militaires, suivis par de rutilants 4x4 blindés. L'un d'eux s'arrête au bout du tapis rouge. Le chef de l'Etat, boubou et calot blanc sur la tête, en descend et passe lentement les troupes en revue au son de la fanfare. Son père, Idriss Déby Itno – auquel il a succédé lorsque celui-ci est mort, le 20 avril 2021 –, était l'un des plus solides alliés de Paris sur le continent. Lui est celui qui, après plus d'un siècle de présence de soldats français dans son pays, leur a fait replier leur paquetage.

A la tribune, il évoque un «jour exceptionnel dans la marche» du Tchad, désormais «entièrement souverain et résolu à assumer son destin». L'assemblée, composée des dignitaires du pays, se lève et applaudit. Le général devenu président triomphe. Élu en mai 2024 après une transition de trois ans, celui qui s'est autoproclamé «maréchal du Tchad» – le titre honorifique que portait son père – et concentre les pouvoirs vient de s'adjuger une éclatante victoire politique.

Du haut de ses 40 ans, Mahamat Idriss Déby se pose en héritier du souverainisme africain. Pas aussi radical que les militaires putschistes sahariens au pouvoir au Burkina Faso, au Mali et au Niger, mais suffisamment transpirant pour apparaître, lui aussi, capable de tordre le bras de l'ancienne puissance coloniale et de la sommer de traiter son pays

Tchad L'adieu à la France

N'Djamena, qui a mis fin à la présence militaire française, se tourne vers d'autres partenaires, tels la Chine, les Emirats arabes unis, la Turquie ou la Russie pour nouer des accords commerciaux et sécuritaires

«d'égal à égal». Après s'être offert un bain de foule, il s'attarde un instant, puis repart en majesté, reprenant la gestuelle paternelle avec sa canne de maréchal brandie en l'air. «Il était aux anges. Il aurait voulu que ce moment se prolonge», déclare un de ses proches.

UN NOUVEAU REVERS

La veille, une première cérémonie, plus sobre, s'était tenue à l'abri des regards, entre militaires tchadiens et français. Après une remise symbolique des clés de la base Adji-Kossei par le général Pascal Ianni, chef du commandement militaire pour l'Afrique, au général Abdikerim Daoud, chef d'état-major général des armées tchadiennes, les derniers soldats français encore présents sur place avaient chanté une dernière *Marseillaise*, baissé le drapeau tricolore, puis embarqué dans un A400M à destination de la France.

«LA PRÉSENCE DE L'ARMÉE FRANÇAISE NE NOUS ÉTAIT PLUS BÉNÉFIQUE. SON DÉPART RENFORCE NOTRE SOUVERAINETÉ»

ABDERAMAN KOULAMALLAH
ex-ministre des affaires étrangères du Tchad

Pour Paris, c'est un nouveau revers. Après avoir été contrainte de quitter le Mali en 2013, puis le Burkina Faso et le Niger en 2023, l'armée française est renvoyée de sa base permanente au Tchad. De même a-t-elle dû, depuis, quitter la Côte d'Ivoire – le 20 février – et s'apprête à faire de même au Sénégal d'ici à la fin septembre. Le coup est d'autant plus dur à encaisser que le Tchad, éminemment stratégique de par sa situation géographique au cœur du continent, était considéré par les militaires français comme l'une de leurs places fortes en Afrique depuis que les troupes coloniales ont fondé Fort-Lamy, l'ancienne N'Djamena, sur les bords du fleuve Chari, en 1900.

«Une relation spéciale nous unit», reconnaît un officier français au moment de quitter le Tchad, rappelant que, de l'épopée saharienne de la colonne Leclerc durant la seconde guerre mondiale à l'opération «Ser-

val», au Mali, en 2013, les soldats des deux pays avaient régulièrement combattu côté à côté. Au fil des décennies, Paris a aussi défendu les différents pouvoirs qui se sont succédé à la tête du Tchad, quitte à engager plusieurs opérations extérieures («Tacaud», entre 1978 et 1980, «Manta», entre 1983 et 1984, «Epervier», entre 1986 et 2014...) pour les protéger contre des rébellions venues de la Libye ou du Soudan voisin.

Militaires tchadiens et français ont beau rappeler d'une même voix que le départ des seconds s'est fait «en bon ordre et en bonne coordination», il n'en demeure pas moins qu'il a été précipité par une décision unilatérale de Mahamat Idriss Déby, qui a surpris en France et au Tchad. Le 28 novembre 2024, le jet de Jean-Noël Barrot, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères français, vient à peine de redécoller de N'Djamena que les autorités tchadiennes publient un communiqué annonçant une rupture de leurs accords de défense avec Paris. De l'Elysée au ministère des armées, en passant par le Quai d'Orsay, la surprise est totale, et la manière jugée peu élégante. Durant leur entretien au palais présidentiel, le maréchal s'est bien gardé d'annoncer la nouvelle à son hôte. Et pour cause: il le dissimule à peine, mais il est agacé par cette visite, qu'il n'a pas sollicitée, et par le manque de tact des Français.

Le 28 novembre est un jour férié, qui marque la proclamation de la première République tchadienne. C'est aussi un jeudi, jour de son jeûne hebdomadaire. Etre contraint de bousculer son agenda pour la venue d'un ministre ne lui plaît guère. Qui plus est pour s'entendre suggérer de reporter les élections législatives, prévues le 29 décembre 2024, afin de les rendre plus inclusives, et de prendre ses distances avec le général soudanais Mohammed Harmand Daglo, dit «Hemetti», chef des Forces de soutien rapide (FSR), en guerre contre l'armée régulière au Soudan voisin. Entre les deux hommes, l'échange est tendu. La visite impromptue de Jean-Noël Barrot ne change rien. Mahamat Idriss Déby maintient son plan initial: l'annonce de la rupture des accords de défense. Selon un de ses proches collaborateurs, «le président songeait à mettre fin à la présence militaire française depuis longtemps», mais c'est seulement début novembre qu'il s'est décidé à l'acter. A ce moment, seule une poignée de proches est mise dans la confidence.



Depuis la divulgation par *Midiapart*, début juillet 2024, de l'ouverture d'une enquête par le Parquet national financier (PNF) sur de possibles « biens mal acquis » par le président tchadien et sa famille, portant sur l'achat de plus de 900 000 euros de costumes de luxe et un patrimoine immobilier français d'environ 30 millions d'euros, quelque chose s'est cassé dans la relation entre Paris et N'Djamena. Le 15 août, Mahamat Idriss Déby avait snobé les commémorations du 80^e anniversaire du débarquement de Provence, durant lequel 120 000 soldats issus des colonies africaines, dont de nombreux Tchadiens, se sont battus pour libérer la France.

Déjà écornée par l'enquête du PNF, la relation bilatérale se gripe définitivement le 27 octobre. Ce jour-là, des djihadistes de Boko Haram attaquent la base militaire de Barkaram, une île garnison du lac Tchad, aux frontières du Cameroun, du Nigeria et du Niger. Au moins une quarantaine de soldats tchadiens sont tués. Le président Déby prend alors la tête de la contre-offensive, une opération baptisée « Haskanite ». Il sollicite le soutien des Français. « Ils ont tardé à nous donner des informations sur les assaillants, malgré leurs moyens de renseignement », accuse un ministre.

Par crainte d'envenimer les relations déjà exécrables avec Niamey, l'état-major français refuse aussi une demande tchadienne de frappes aériennes en territoire nigérien, à quelques kilomètres de la frontière. Mahamat Idriss Déby en tire une conclusion : il ne peut plus compter sur la France en cas de difficultés. Le divorce est acté. « La présence de l'armée française sur notre territoire ne nous était plus bénéfique. Son départ constitue, en revanche, un gain politique important et renforce notre souveraineté. En la faisant partir, le président montre qu'il est dans l'air du temps et répond aux aspirations de notre jeunesse », explique Abderaman Koulamallah, ancien ministre des affaires étrangères, remplacé lors d'un remaniement gouvernemental, début février.

« MÉPRIS ENVERS L'AFRIQUE »

Pour les militaires et diplomates français, le choc est violent. Depuis la nomination, en février 2024, de Jean-Marie Bockel comme « envoyé personnel » d'Emmanuel Macron pour « renforcer » les relations entre la France et les pays africains où elle dispose de bases permanentes – le Tchad, mais aussi le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon et Djibouti –, le message qu'ils distillaient était simple : « Nous nous plierons aux souhaits de nos partenaires africains. » Entre N'Djamena et Paris, des discussions avaient été engagées sur l'avenir du dispositif militaire français. Selon des sources officielles françaises au cœur des tractations, « les échanges étaient alors réguliers et plutôt fluides » avec les dirigeants tchadiens. Certains avaient même exprimé leur volonté de « garder des capacités françaises permanentes » dans le pays. Paris était loin d'envisager une rupture totale de la coopération militaire.

Au sein de l'état-major tchadien, ce choix du chef de l'Etat ne fait pas l'unanimité, notamment parmi les officiers supérieurs, plus âgés, qui ont longtemps frayé avec son père et les Français. « Mahamat Idriss Déby manque de reconnaissance », estime l'un d'eux. Après la mort d'Idriss Déby, la France a rapidement appuyé le principe d'une succession dynastique et l'a soutenu auprès des partenaires internationaux, ce qui nous a aidés à éviter des sanctions financières durant la transition. La cassure a été trop brutale. On aurait pu y mettre davantage de formes. »

Le 6 janvier, lors de la conférence des ambassadeurs, à Paris, Emmanuel Macron ne cache pas son agacement. Il affirme que la France a eu « raison » d'intervenir militairement en Afrique « contre le terrorisme depuis 2013 ». Puis il ajoute : « Je crois qu'on a oublié de nous dire merci. Ce n'est pas grave, ça viendra avec le temps. L'ingratitude (...) est une maladie non transmissible à l'homme. Et je le dis pour tous les gouvernements africains qui n'ont pas eu le courage de porter [ce message] vis-à-vis de leurs opinions publiques (...). Aucun d'entre eux ne serait aujourd'hui avec un pays souverain si l'armée française ne s'était pas déployée dans cette région. » Dès le lendemain, Mahamat Idriss Déby fait une réponse cinglante : « Les propos récemment tenus par le président Macron frisent le mépris envers l'Afrique et les Africains. Je crois qu'il se trompe d'époque. »

Dans les cercles dirigeants de N'Djamena,

comme dans ceux d'autres capitales d'Afrique subsaharienne, un tel discours dans la bouche d'un président français ne passe plus. Même les francophiles déplorent une forme d'arrogance et de paternalisme d'un autre âge. « Les Français doivent cesser leurs menaces et leurs coups de menton. Nous ne sommes plus en 1960. Il serait temps qu'ils le comprennent. C'est plutôt eux qui devraient nous dire merci, pour notre appui au Mali en 2013, ou pour la participation de nos ainés aux deux guerres mondiales », estime un gradé tchadien.

Dans un tel climat, difficile de prédire comment va évoluer la relation franco-tchadienne. Bien que les soldats français aient quitté leur base Adji-Kossei, ainsi que celles de Faya Largeau (nord) et d'Abéché (est), la coopération militaire n'est pas encore totalement rompue. Une dizaine de coopérants détachés auprès de différents ministères tchadiens sont toujours en poste à N'Djamena. De leur côté, près d'une vingtaine d'officiers tchadiens sont encore en formation dans différentes écoles militaires en France. Reste à savoir ce qu'ils vont devenir et, plus largement, si de nouvelles pistes de collaboration sont envisageables. Pour Paris, l'idée semble de préserver ce qui peut l'être. « Notre départ marque la fin d'un modèle. Maintenant, nous allons devoir discuter de la suite, de manière dépassionnée, presque chirurgicale », explique une source militaire française, qui insiste sur la nécessité de ne pas « hypothéquer l'avenir ».

Dans son discours du 31 janvier, Mahamat Idriss Déby a tenu à le rappeler : le Tchad a demandé le départ des troupes françaises installées sur son sol, mais il n'entend pas rompre ses relations avec la France pour autant, à condition d'un « dialogue franc », dans le « respect mutuel » de la souveraineté de chacun. De fait, le cas tchadien n'est pas comparable à ceux du Mali, du Burkina Faso ou du Niger, avec lesquels la séparation a été bien plus violente entre 2021 et 2023. « Les Français doivent tout de même faire attention, prévient le gradé tchadien précité. Soit ils sont intelligents et on s'entend pour établir une relation équilibrée, où chacun trouve ses intérêts stratégiques, soit ils perdent définitivement pied au Tchad en plus du reste, et cela va commencer à devenir très compliqué pour eux. »

PEKIN SE POSE EN ALLIÉ PROMETTEUR

Dans l'entourage du président Déby, reproche est souvent fait d'une coopération française trop militaire et pas assez économique. Ceux qui la coordonnent le démentent et déplorent un problème de perception : selon eux, les projets de développement menés par Paris, dans le domaine de l'éducation ou de la formation, par exemple, sont bien moins visibles des Tchadiens que les routes et les différentes infrastructures bâties par les Chinois, tel le palais du 15-Janvier ou l'Assemblée nationale, à N'Djamena. Depuis 2023, TotalEnergies et la Société générale ont, par ailleurs, fermé leurs filiales locales, renforçant l'idée d'un abandon des capitaux français. « Certes, les Français ont fait des écoles. Mais ils pourraient faire bien plus dans d'autres domaines, comme l'agriculture, l'élevage ou l'énergie », affirme une source à la présidence tchadienne.

Présente au Tchad depuis plus de trente ans, la Chine est aujourd'hui son premier fournisseur et son deuxième client, en achetant principalement du pétrole. Face à une France en perte de vitesse, Pékin se pose en allié prometteur et respectueux de la souveraineté du Tchad. Lors de sa dernière tournée africaine, début janvier, le ministre des affaires étrangères

De gauche à droite,
Abderaman
Koulamallah, ancien
ministre des affaires
étrangères ; Allamaye
Halina, premier
ministre ; Mahamat
Idriss Déby, président ;
Ali Kolotou Tchaïmi,
premier vice-président
du Conseil national
de transition ;
et Abakar Abdelkerim
Daoud, chef
d'état-major général
des armées, à la base
aérienne Adji-Kossei,
à N'Djamena,
au Tchad, le 31 janvier.
JORIS BOLOMEY/AFP

res chinois, Wang Yi, s'est rendu à N'Djamena, où il a été reçu par Mahamat Idriss Déby. Avec, à la clé, l'annonce de l'approfondissement du partenariat stratégique entre leurs pays et la signature d'un accord de coopération économique d'un montant de 17 milliards de francs CFA (environ 26 millions d'euros).

Autre soutien de taille pour le pouvoir de Mahamat Idriss Déby : les Emirats arabes unis, qui lui ont apporté une précieuse aide financière depuis qu'il a pris la relève de son père. En juin 2023, il était reparti d'un premier voyage à Abou Dhabi, où il s'était entretenu avec le cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyan, avec un prêt de 1,5 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros) et la livraison de véhicules militaires. En octobre 2024, second voyage, même destination et mêmes acteurs. Cette fois, le président tchadien revient avec un nouveau prêt de 500 millions de dollars. « L'argent émirati a été la première source de financement – et de loin – du régime de Mahamat Idriss Déby, à un moment où celui-ci en avait besoin pour asseoir son autorité et sa crédibilité, mais aussi étouffer d'éventuelles contestations internes, en particulier au sein de l'armée », explique Charles Bouëssel, analyste Afrique centrale à l'International Crisis Group.

Cette aide financière émiratie a-t-elle été conditionnée à un appui tchadien aux FSR du général « Hemetti » au Soudan, dont Abou Dhabi est le principal partenaire ? Malgré les démentis formels des sources officielles tchadiennes, qui affirment que leur pays est neutre dans la guerre civile qui déchire ses voisins, le soutien discret apporté par Mahamat Idriss Déby aux paramilitaires soudanais depuis la mi-2023 est un secret de Polichinelle.

Selon des sources concordantes, des armes et du matériel militaire sont fournis par les Emirats arabes unis aux FSR via le Tchad. L'aéroport d'Amdjarass, ville du nord-est du pays, située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière avec le Soudan, est ainsi considéré comme une des plaques tournantes de cette aide. Des dizaines d'avions-cargos s'y sont posés depuis la fin de 2023. Dans leur rapport publié en janvier 2024, le groupe d'experts de l'Organisation des Nations unies sur le Soudan écrivait que « plusieurs fois par semaine, des caisses d'armes et de munitions étaient déchargées » de ces appareils, « puis chargées à bord de camions » pour, ensuite, être remises aux FSR de l'autre côté de la frontière.

A N'Djamena, ce parti pris en faveur du général « Hemetti » dans la guerre au Soudan suscite des tensions au sein de la communauté zaghawa, présente dans les deux pays et dont est en partie issu Mahamat Idriss Déby. Beaucoup de ses cadres, y compris des haut gradés tchadiens, soutiennent l'armée régulière du général Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane et ne supportent pas cet appui à leurs ennemis. Alors que les militaires soudanais – dont certains menacent ouvertement le président Déby sur les réseaux sociaux – semblent prendre le dessus, ces dernières semaines, certains observateurs redoutent déjà des représailles et la formation d'éventuelles rébellions zaghawa qui pourraient déstabiliser le Tchad depuis leur fief du Darfour.

Pour se préparer contre de potentielles menaces sécuritaires, le pouvoir tchadien mise sur d'autres partenaires que la France. Parmi eux, la Hongrie (qui a annoncé le déploiement de 200 militaires pour former et appuyer l'armée tchadienne), mais surtout la Turquie. Dès le 31 janvier, quelques heures à peine après la cérémonie de rétrocession de la base Adji-Kossei, le vice-ministre des af-

faires étrangères turc, Burhanettin Duran, était reçu à N'Djamena par Abderaman Koulamallah, alors chef de la diplomatie tchadienne, à qui il a fait une nouvelle offre de fourniture d'armement.

Depuis la mi-2023, le Tchad a acquis plusieurs drones armés, ainsi que des blindés, auprès d'Ankara. Selon une source gouvernementale, le carnet de commandes tchadien ne devrait pas en rester là. Sur les anciennes bases françaises de Faya Largeau et d'Abéché, des drones Bayraktar TB2 et des TAI Anka sont désormais positionnés, ainsi que des instructeurs turcs. « Ces drones nous permettent de mener des frappes aériennes, mais aussi d'avoir nos propres capacités de surveillance et de renseignement sans avoir à compter sur les autres », confie un gradé tchadien, dans une allusion à peine voilée aux informations que pouvaient leur fournir les militaires français.

ACTIVISME TURC

En dépit de cet activisme turc, ce sont plutôt les ambitions présumées de la Russie au Tchad qui focalisent l'attention française. Depuis 2018, Moscou n'a cessé, à travers le groupe paramilitaire Wagner, d'étendre son influence dans l'ancien pré carré africain de la France, à mesure que celle-ci en était congédée. Certains redoutent donc une énième répétition de ce scénario à N'Djamena.

Ces derniers mois, les Russes reconfigurent leur dispositif militaire en Afrique. Contraints de se réorganiser depuis la chute, le 8 décembre 2024, de leur allié Bachar Al-Assad en Syrie, pays qui leur servait de hub logistique pour se projeter sur le continent, ils entendent aussi acter le remplacement de Wagner par l'Africa Corps, le dispositif paramilitaire mis sur pied par le ministère de la défense russe pour piloter ses activités en Afrique.

Déjà bien introduits en Libye (où ils développent de nouvelles bases dans les territoires contrôlés par leur allié, le maréchal Khalifa Haftar), au Soudan (où ils espèrent construire une base navale à Port-Soudan, en échange de leur soutien au général Al-Bourhane), en Centrafrique (où ils ont noyauté le pouvoir du président Faustin-Archange Touadéra), ou au Niger (où ils sont un des principaux alliés de la junte du général Abdourahamane Tiani), ils lorgnent le Tchad, qui constitue, outre son statut d'ancien bastion français, une pièce manquante de choix dans leur puzzle africain.

Dans cet environnement prorussé, le président Déby s'est à son tour rapproché de Moscou. En janvier 2024, il a rencontré Vladimir Poutine au Kremlin, avant de recevoir, en juin, à N'Djamena, le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov. A chaque fois, il est question d'approfondir la relation bilatérale. Sur le plan militaire, mais pas uniquement. « Un petit cercle pousse le président à aller davantage vers les Russes, en mettant en avant leurs capacités dans le domaine sécuritaire, mais aussi énergétique ou minier », assure un officier, qui prédit leur « influence croissante » dans le pays « d'ici à la fin de l'année ».

En plein retrait français, une délégation de généraux tchadiens s'est rendue, mi-décembre 2024, à Moscou. Comme en Centrafrique, au Mali ou au Burkina Faso précédemment, l'hypothèse de l'arrivée significative de militaires ou paramilitaires russes au Tchad est scrutée de près par les Occidentaux. Mais, pour l'instant, assure une source française, « pas de signaux faibles sur autre chose que de la fourniture et de la maintenance de matériel, ou de la formation, tel qu'ils le font depuis longtemps » avec l'armée tchadienne. L'armée de l'air, notamment, est équipée d'avions et d'hélicoptères de conception russe qui nécessitent un entretien régulier. De petits contingents continuent donc à venir en mission ponctuelle à N'Djamena, au gré des besoins.

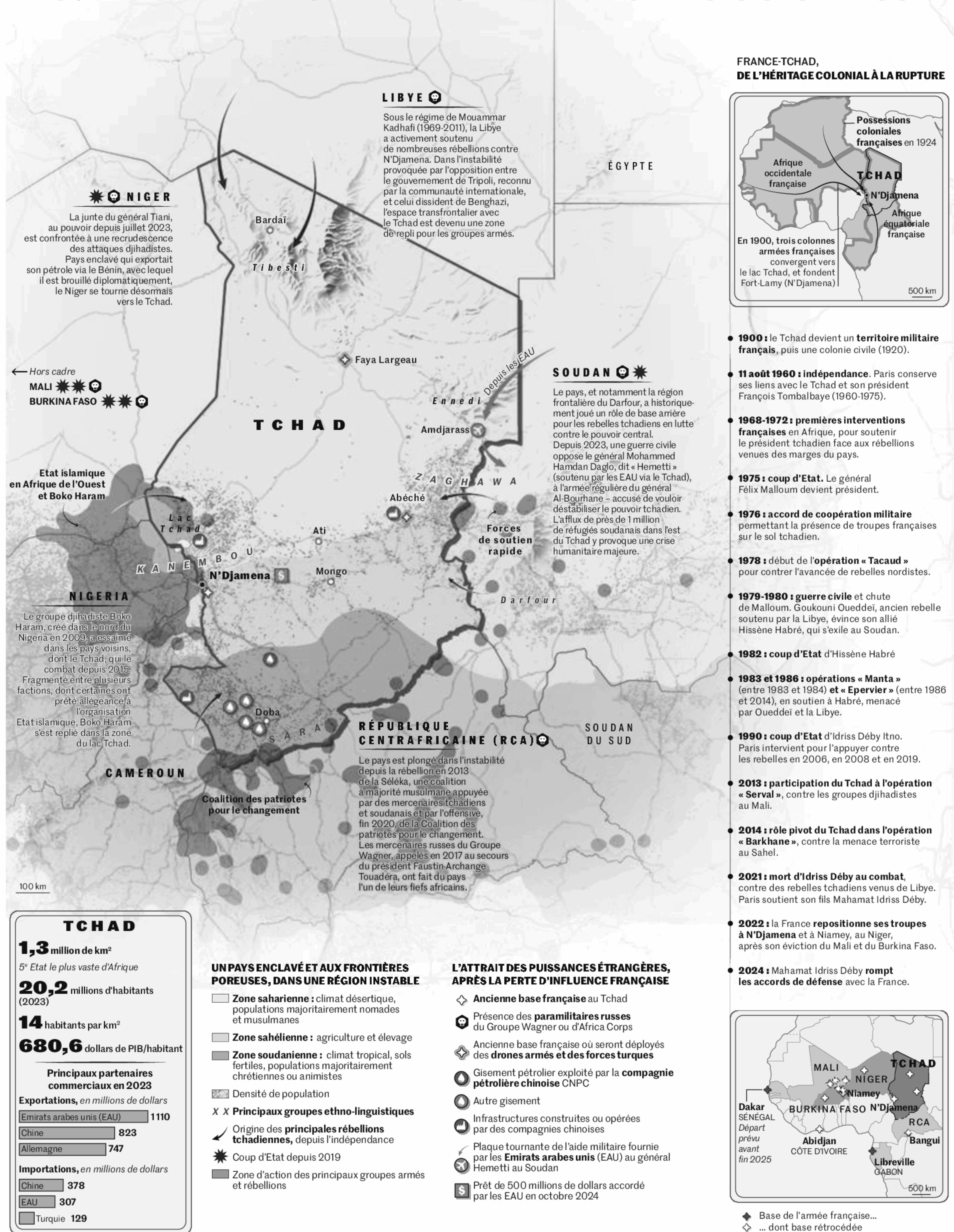
Quant aux officiers tchadiens, ils rappellent à l'unisson que leur pays n'est pas la Centrafrique ou le Mali, et que des renforts russes ne leur sont pas nécessaires. « Nous avons une armée forte et structurée, avec des capacités opérationnelles et une chaîne de commandement qui fonctionne, dit l'un d'eux. Nous n'avons besoin de personne pour nous défendre. Ni Russes ni Français. Nous ne changeons pas de maîtres. Nous n'avons plus de maîtres. » ■

BENJAMIN ROGER

« MAHAMAT IDRISSEY MANQUE DE RECONNAISSANCE, LA FRANCE L'A SOUTENU AUPRÈS DES PARTENAIRENT INTERNATIONAUX », ESTIME UN OFFICIER TCHADIEN

Le Tchad au carrefour d'une région instable

Le pays suscite les convoitises de puissances étrangères en raison de sa position géographique stratégique



Olivier Roy «La fixation répressive des talibans sur les femmes est la démonstration de l'échec de l'islam politique»

Le régime afghan ne chutera pas sur la question des femmes, dont la liberté lui pose un problème existentiel, estime le politologue français

ENTRETIEN

Politologue français, agrégé de philosophie, spécialiste de l'islam politique, Olivier Roy est né, le 30 août 1949, à La Rochelle. Diplômé de persan à l'Institut national des langues et civilisations orientales, il est l'un des analystes les plus fins de l'Afghanistan, pays où il a séjourné dès l'époque de l'invasion soviétique. En 1985, il publie le premier d'une longue liste d'ouvrages, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique* (Seuil), dans lequel il décrit le milieu des madrasas (écoles religieuses), dont seront issus les talibans. En 2004, il écrit, avec Mariam Abou Zahab, grande spécialiste du monde pachtoun, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise* (Hachette Littératures). Depuis 2009, il est professeur à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie).

Comment définiriez-vous les talibans afghans ?

Ce sont des fundamentalistes ruraux, conservateurs et nationalistes. Mais, avant tout, ce sont des juristes. Pour eux, la loi islamique, la charia, fait tout, et l'Etat est chargé de l'appliquer. Ils sont atypiques parmi les mouvements musulmans, car, chez eux, il n'y a pas de dimension messianique. Ils sont rattachés à l'école juridique hanafite et au courant sunnite deobandi, proche du wahhabisme saoudien, très présent dans le sous-continent indien. Au début, dans les années 1990, il existait, en leur sein, deux influences, le soufisme et le salafisme, mais, ces dernières années, notamment sous l'effet des enseignements délivrés dans les madrasas, on a assisté à une salafisation des talibans.

Est-ce que ce sont des djihadistes ?

Ce ne sont pas des djihadistes qui veulent exporter leur conception de l'islam. Ils ont une conception classique du djihad, qui consiste à défendre un territoire musulman envahi par des non-musulmans. Ils n'ont donc aucune proximité idéologique avec Al-Qaida ou avec l'organisation Etat islamique [EI]. Au début des années 1990, les talibans voyaient les membres d'Al-Qaida comme des musulmans venus faire le djihad contre l'occupation soviétique. De plus, Oussama Ben Laden [ancien chef d'Al-Qaida] n'arrive en Afghanistan qu'en 1996, dans la province de Nangarhar [nord-est], qui n'était pas sous contrôle taliban. Aujourd'hui, Al-Qaida n'est pas en Afghanistan en tant qu'organisation. Si certains de ses cadres se sont mariés avec des Afghanes et ont intégré des familles talibanes, ils ont l'interdiction de se livrer à des actes, dans le pays ou à l'extérieur, préjudiciables aux intérêts des maîtres actuels de l'Afghanistan.

Enfin, l'EI est autant une menace pour les talibans que pour les Occidentaux, car l'Afghanistan est aujourd'hui le centre actif de la branche régionale de ce groupe djihadiste. L'Etat islamique au Khorassan, qui intervient entre la zone afghano-pakistanaise et l'Asie centrale, y trouve ses combattants, parfois parmi des talibans en rupture de ban et des alliés afghans locaux, ainsi que ses financements. C'est un secret de Polichinelle que les Occidentaux coopèrent avec les talibans pour combattre l'EI.

D'où viennent les talibans ?

Ce sont des Afghans appartenant essentiellement à l'ethnie pachtoune. Ils viennent surtout du sud du pays et de la tribu ghilzai, très présente dans les régions de Ghazni et de Kandahar. Ils ne sont pas issus de l'aristocratie tribale, mais plutôt des petits clans affiliés à ces grandes familles. Leurs parents les ont placés soit dans les madrasas pour sécuriser leur avenir, soit dans les académies militaires, alors que les enfants de l'aristocratie tribale étaient envoyés étudier à l'étranger ou au lycée français de Kaboul.

Dans les écoles religieuses proches des talibans, l'ordre par la charia s'impose à l'organisation et à la hiérarchie tribales de la société afghane. Résultat, le mouvement taliban a créé un front antirival ou multirival qui a supplanté, au niveau national, la structure sociale traditionnelle du pays. Pour autant, au niveau local, dans les villages, les talibans savent très bien jouer de cette culture tribale pour interagir avec les populations.

Quelles différences y a-t-il entre le régime taliban d'aujourd'hui et celui de 1996-2001 ?

Ce sont à la fois les mêmes et pas les mêmes. Ils ont abandonné leur vision d'hégémonie pachtoune et leur discours antichiite. Ils ont ainsi autorisé les célébrations chiites tant qu'elles restaient discrètes. Ils n'ont pas repris leur notion d'ennemi intérieur. En 1996, ils parlaient de « pacification nationale » ; depuis leur retour, en 2021, il s'agit désormais d'« unité nationale ».

De même, cette fois, ils ont joué habilement sur l'économie, notamment grâce au prélèvement de l'impôt auquel il ne procède qu'une fois, contrairement au régime précédent. Enfin, s'ils n'acceptent aucun contre-pouvoir au niveau national, ils pratiquent le compromis au niveau local. Mais, comme en 1996, ils entendent conserver un pouvoir absolu, car, pensent-ils, personne ne peut mieux qu'eux appliquer la charia.

Pourquoi cet acharnement sur les femmes ?

Tout d'abord, les talibans sont des fundamentalistes qui n'accordent aux femmes

Un graffiti de l'artiste afghane Shamsia Hassani, sur un mur de l'université de Kaboul, retiré depuis quelques années. SHAMSIA HASSANI

Shamsia Hassani, née en avril 1988, est une graffeuse afghane. A travers ses œuvres, l'artiste dépint les femmes afghanes dans une société dominée par les hommes. Son art donne aux Afghanes un visage différent, un visage de pouvoir, d'ambition et de volonté d'atteindre des objectifs. Le personnage féminin utilisé dans ses œuvres représente un être fier et capable d'apporter des changements positifs dans la vie des gens. Son art a été exposé dans différents pays à travers le monde.

qu'un statut inférieur. Avant, c'était l'Arabie saoudite qui imposait le régime le plus strict en matière d'éducation, de commerce, d'héritage, de circulation et d'existence juridique. Depuis, les talibans ont mis en place un système d'invisibilisation des femmes tout à fait inédit dans le monde musulman. Cette politique est surtout inspirée par le Sud pachtoun afghan. Le clan des Haqqani, autre pilier du régime taliban, qui tient l'est et la région de Kaboul, reste favorable au modèle saoudien.

Il y a une première explication psychologisante à cette situation. Les talibans sont des étudiants en religion qui ont vécu dès l'âge de 7 ou 10 ans dans des madrasas sans voir une femme. De plus, ils ont été soumis à une discipline et à un ascétisme dictés par une éthique de la chasteté, qui assimile la femme à la corruption. La fixation répressive que l'on constate aujourd'hui sur les Afghanes s'assimile, ensuite, à une forme d'action identitaire destinée à démontrer que le mouvement conserve toute sa pureté. C'est aussi la démonstration de l'échec de l'islam politique, car le référent islamo-sunnite ne suffit pas, à lui seul, à définir une identité. L'incarnation de la corruption, pour les talibans, c'est donc la liberté de la femme. Elle leur pose un problème existentiel. La lutte contre la corruption de l'argent ou de l'alcool n'a pas, aux yeux de ces fondamentalistes afghans, cette force de symbole.

On pourrait résumer leur position par cette interrogation : que reste-t-il de l'islam si on lâche sur les femmes ? Un raisonnement qui fait écho, par exemple, aux catholiques intégristes qui font de l'homosexualité une ligne rouge identitaire. C'est, en creux, une façon de dire qui on est. Pour l'Iran, cette fonction est remplie par l'antisionisme.

Ce type de décision n'a cependant rien de rationnel. On le voit aussi sur la question de la culture de l'opium. L'interdiction de celle-ci a été prononcée sur un fondement religieux, or les talibans n'ont prévu aucune alternative économique pour les paysans concernés, ce qui a donné lieu à des révoltes dans certaines régions.

Tous les chefs talibans ne partagent pas cette volonté d'effacement social des femmes et de mise en danger de leur santé en les privant d'accès aux soins. Pourrait-on imaginer des luttes de pouvoir internes ?

Je ne le crois pas. Le régime taliban ne chutera jamais sur la question des femmes, même si on peut relever des divergences parmi les responsables. Les clivages qui existent entre certains dirigeants recoupent des considérations régionales. Le clan Haqqani, encore, dont les principales figures ont vécu à l'extérieur du pays, au Pakistan ou dans les pays du Golfe, considère que l'application du modèle saoudien permettrait de stabiliser le régime. Pour les Haqqani, il est possible de vivre dans une société islamique tout en permettant aux filles d'aller à l'école au-delà de 12 ans. Pour autant, les mêmes maintiennent que la priorité, c'est l'unité du mouvement taliban.

La mort, le 11 décembre 2024, dans un attentat-suicide de Khalil Rahman Haqqani, ministre aux réfugiés, et oncle du chef de ce clan, a été revendiquée par l'EI. Aucun élément ne permet de faire le lien entre

cet événement et ses prises de position contre le chef religieux et politique du pays, l'emir Haibatullah Akhundzada. Les talibans ont très peu pratiqué l'assassinat politique. Je ne crois pas à une commandite de leur leader.

Les tensions actuelles avec le Pakistan sonnent-elles l'émancipation des talibans vis-à-vis de leur ancien mentor, qui les a hébergés pendant vingt ans ?

Depuis l'arrivée au pouvoir du général Mohammad Zia Ul-Haq, en 1977, la doctrine afghane de l'armée pakistanaise, dont on connaît la place centrale sur la destinée de son pays, est de considérer que l'installation, à Kaboul, d'un gouvernement fondamentaliste pachtoun relève de l'intérêt du Pakistan.

Lors du djihad contre les Soviétiques, elle a soutenu le seigneur de guerre pachtoun Gulbuddin Hekmatyar, avant d'appuyer les talibans, d'autres Pachtouns. Islamabad a donc mal vécu la chute de ces derniers, en 2001, après l'intervention américaine.

Lors du retour au pouvoir des fondamentalistes afghans à Kaboul, en 2021, le Pakistan a cru avoir enfin gagné et résolu son équation stratégique régionale. Mais l'évolution des relations avec les mollahs afghans n'a pu que les décevoir. Les talibans demeurent des nationalistes, et Islamabad ne peut que constater l'échec de sa doctrine.

Les pays occidentaux semblent tiraillés entre la seule intervention humanitaire d'urgence, pour ne pas légitimer le régime taliban, et le soutien au développement, estimant qu'on aide d'abord un peuple. Comment peser sur le destin de ce pays ?

Toutes les sanctions renforcent les régimes autoritaires, on l'a vu en Iran, en Irak ou en Russie. Quand on refuse de soutenir un pays pour des raisons politiques, on affaiblit d'abord la société civile. Cette distinction entre humanitaire et développement est un faux débat.

L'Afghanistan est donc condamné à subir la terreur d'un Etat totalitaire pour se construire en tant que pays. Que faites-vous des libertés ?

En 2001, lors de la chute du premier régime taliban, mon espoir était de voir le pays adopter un système politique reconstruit sur les bases de l'ancienne monarchie, qui aurait été particulièrement adapté à l'organisation sociale afghane, mais cela n'a pas fonctionné. Et l'accord de Doha, en février 2020, entre Washington et les talibans, qui a lancé le retrait américain d'Afghanistan, a signé le renoncement à toute volonté de transformation politique et sociale de ce pays.

Il faut rappeler que l'Afghanistan a été en guerre pendant quarante ans et que le retour au pouvoir des talibans, en 2021, est intervenu après la faillite totale d'un régime corrompu soutenu pendant vingt ans par les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux. Pendant cette longue parenthèse, Kaboul a certes été une bulle de liberté, mais les campagnes se sont enfoncées dans la misère. Aujourd'hui, la population a retrouvé la paix. A ce titre, les talibans étaient, à court terme, la moins mauvaise nouvelle pour le pays. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES FOLLOROU



Olivier Roy,
en 2018.
JÉRÔME PANCONI/LE SEUIL

Natalie Dessay « J'ai une voix d'ange mais je suis une sorcière »

ENTRETIEN

Artiste la plus récompensée de l'histoire des Victoires de la musique classique, la comédienne et chanteuse Natalie Dessay, 59 ans, se verra remettre, mercredi 5 mars, une Victoire d'honneur classique pour l'ensemble de sa carrière. Celle que *Le Monde* présentait, en 2013, comme « l'une des plus belles révélations de ces vingt dernières années, une colorature aux aigus infatigables, la pureté du laser, la sensualité du fruit », alors qu'elle quittait l'opéra, se produira en avril à la Philharmonie de Paris, dans la comédie musicale *Gypsy*.

Je ne serais pas arrivée là si...

... Si ma prof de piano, aussi nulle que moi en piano, mais ancienne choriste au Grand Théâtre de Bordeaux reconvertis en bouchère-charcutière par la grâce du mariage, ne m'avait pas dit un jour : « Tu ne veux pas qu'on fasse plutôt du chant ? » Je n'ai plus le souvenir précis de ce moment charnière, mais j'ai dû répondre quelque chose comme : « D'accord. Ce sera toujours moins barbare que ce cours de piano ! » Et ce fut, non pas une révélation, mais la découverte d'une voix souple, qui montait facilement dans les aigus, et d'une activité disons... agréable.

Pas plus ?

Non. Ni coup de foudre ni illumination. J'avais 17 ans, je rêvais d'être actrice. Le chant classique m'est simplement apparu comme un truc sympa, pas du tout à la mode, mais qui me permettait de me distinguer de mes camarades de lycée et de me faire un peu mousser, avant d'intégrer le conservatoire de Bordeaux dans la section théâtre.

Vous rêviez donc d'être sur scène ?

Oui. Mais, dans ma prime jeunesse, je rêvais d'y... danser. Je prenais assidûment des cours, ma mère m'emménageait au ballet, je voulais être Maïa Plissetskaia [1925-2015], l'étoile du Bolchoï, sinon rien. Et puis, à 13 ans, j'ai compris que je ne serai jamais Plissetskaia, ni [la danseuse] Noëlla Pontois ni aucune star de cette classe internationale. Car c'était déjà trop tard. J'étais gracieuse, appliquée, mais ça ne suffisait pas. Je n'avais pas assez de cou-de-pied, pas assez d'en-dehors [mouvement de danse classique], et puis on m'avait mal appris. Bref, grosse déception et grande déprime. Heureusement, j'étais bonne élève, et j'avais une passion pour la langue allemande, apprise dès la 6^e, grâce à un prof génial : Jean-Claude Wagner, ça ne s'invente pas !

Après le bac, je vais donc m'inscrire en fac d'allemand. Pas pour longtemps, car je ne songe qu'au théâtre. Je rate le concours du Théâtre national de Strasbourg, ce qui me désespère, mais j'entre au conservatoire de Bordeaux.

Et vous oubliez le chant ?

J'ai arrêté parce que je trouve alors insupportable qu'après une interruption des cours pendant les deux mois d'été, l'essentiel des progrès que je croyais acquis se soit envolé. Si c'est ça le chant, non merci. Mais voilà qu'avec des élèves du conservatoire, nous entreprenons une adaptation des *Egarments du cœur et de l'esprit*, de [l'écrivain] Crébillon fils [1707-1777]. Et l'on me confie le rôle d'une marquise un peu folle qui entre dans le salon en chantant un air d'opéra. Je retourne illico voir ma prof de chant et je répète l'air de Pamina dans *La Flûte enchantée*, de Mozart [1756-1791]. C'est un air que j'adore et que j'ai découvert en écoutant les disques de mes parents. Comme je parle allemand, c'est épataant. Et là, lorsque je sors de scène, tout le monde me regarde avec des yeux stupéfaits : « Mais dis donc, tu as une jolie voix, toi. Tu devrais chanter. »

Une petite lueur est alors apparue ?

Sans doute, car, parallèlement au théâtre, j'entre en classe de chant au conservatoire. Directement en dernière année. Au bout d'un an, j'obtiens la médaille d'or. Je me dis : puisque je veux incarner des personnages, eh bien je le ferai en chantant.

La musique devient donc un moyen...

La musique n'a toujours été qu'un moyen, pas une fin. Sauf que j'ai tout à apprendre. Et c'est dur. C'est douloureux. « Il faut que tu t'aguerrisses et passes des auditions », me dit rapidement ma prof. Elle me projette déjà dans une carrière de chanteuse. Je réalise que j'ai effectivement un don. Et qu'il me donne une responsabilité. Je passe une première audition pour le Théâtre du Capitole de Toulouse, qui cherche des sopranes. Je réussis. Mais je m'interroge : qu'est-ce que je fais ? J'ai 20 ans, et je vois que mes parents s'inquiètent. Je leur ai successivement parlé de la danse, de



A La Varenne-Saint-Hilaire (Val-de-Marne), le 9 mai 2024.
LYODOH KANEKO POUR LA DOLCE VOLTA

« JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI... » « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. L'artiste raconte comment le chant s'est invité dans sa vie

l'allemand, du théâtre, et maintenant du chant. Ils me voient finir sous les ponts. Alors j'accepte le Capitole, ne serait-ce que pour leur prouver que je peux gagner ma vie. Après tout, c'est peut-être ça mon chemin...

Mais Toulouse n'est qu'une étape...

J'y passe un an, je reviens à Bordeaux, où j'intègre la troupe, mais c'est en soliste que je veux m'exprimer. En 1988, je suis distinguée par le concours Voix nouvelles, et l'Opéra de Paris m'invite à intégrer son école d'art lyrique. Génial. Depuis l'âge de 11 ans, je rêve d'habiter Paris. Je deviens Olympia dans *Les Contes d'Hoffmann*, d'Offenbach [1819-1880], mis en scène par [le réalisateur] Roman Polanski. Puis je remporte le Concours [international de musique] Mozart et l'Opéra de Vienne me propose d'intégrer sa troupe. Je n'avais pas prévu de m'expatrier. Mais je m'adapte, j'apprends des rôles, je me retrouve sur scène aux côtés [du chanteur] Plácido Domingo, et tout s'enchaîne.

Vienne, New York, Paris, Salzbourg, Milan... Que ressent la jeune chanteuse pour qui la musique n'était pas une fin mais que réclament soudain les plus grandes scènes du monde ? Vertige et euphorie ?

Il y a de la joie. De l'excitation. De la peur aussi, un trac monstrueux, toujours. Mais j'ai surtout l'impression d'entrer au carmel. Un carmel tout relatif, puisque je prends le temps de me marier. Mais j'entre vraiment dans les ordres. Car ce métier relève du sacerdoce tant il exige de sacrifices. Cette notion, chez moi, est très prégnante, l'idée qu'on n'a rien sans rien, et que le plaisir de la scène aura un coût immense. J'ai la chance d'avoir une voix, certes. Mais il faut la travailler beaucoup, parce qu'elle est petite ; il faut l'étoffer, l'arrondir, l'agrandir pour pouvoir passer l'orchestre sur des scènes immenses comme le Metropolitan Opera de New York. Il me faut l'internationaliser.

Comment considérez-vous votre voix ? Est-ce votre amie, votre partenaire, votre instrument ?

C'est quelqu'un que j'essaie d'apprivoiser et qui ne me ressemble pas. C'est bien ça mon

que et tout est gâché. C'est un métier d'anxiété. Un métier de jeune en fait, qui vous bouffe, vous absorbe, vous empêche de vivre. Avec toujours la hantise de la fatigue, du rhume, de la fièvre, d'un accident de cordes vocales...

Comment avez-vous vécu les deux opérations subies à l'orée des années 2000 après avoir déclenché coup sur coup un pseudokyste et un polype sur vos cordes vocales ?

C'est terrible pour une chanteuse, c'est affreux. Et ça l'est d'autant plus que, contrairement au sportif de haut niveau dont la blessure paraît normale et suscite encouragement et admiration, l'accident vocal d'un artiste lyrique suscite opprobre et honte. C'est incroyable quand même ! Nous sommes des athlètes de haut niveau qui ont aussi le droit d'être blessés. C'est d'ailleurs pour ça que j'en ai parlé, alors que tant de confrères continuent de se taire.

Vous êtes-vous dit : c'est la fin, je ne chanterai plus jamais ?

C'est forcément un vacinement. Et un immense questionnement sur l'avenir, puisque tant que l'opération n'a pas eu lieu, on ne peut rien prévoir. Mais, ce qui est drôle, c'est que j'étais sur le point de tomber en délinquance en sortant de chez le médecin qui venait de poser son diagnostic quand j'ai appris l'attentat du World Trade Center [2001]. Là, je me suis dit : « Ma fille, tu vas te calmer tout de suite, ce qui t'arrive n'est rien par rapport à ce qui vient de se passer à New York ! » Mais ça a été dur, bien sûr.

Peut-on imaginer des raisons psychologiques à ces problèmes vocaux ?

J'en suis sûre. Il fallait que je trouve un moyen de m'extraire de cette pression infernale et de rentrer chez moi. Là, l'excuse était toute trouvée : je ne peux plus chanter. Je crois que je n'en pouvais plus de cette vie de voyages, de sacrifices, et de culpabilité à l'égard de ma famille. Quel sens ?

Vous avez pourtant recommencé...

Oui, mais je n'ai jamais retrouvé la confiance d'autan. J'ai chanté jusqu'en 2013... mais comme à distance. Quelque chose s'était définitivement rompu. Et je n'ai pas eu le courage de tout mettre en œuvre pour m'accrocher à l'opéra. J'ai préféré la fuite et l'appel d'autres aventures : le récital, puisque j'ai rencontré le pianiste Philippe Cassard ; la comédie musicale, qui offre des rôles de femmes de mon âge autrement passionnantes ; le théâtre, mon premier amour. Mais c'est étrange. Quand vous dites que vous arrêtez l'opéra, les gens traduisent : elle arrête tout, en fait elle est morte. Non, il n'y a pas que l'opéra dans la vie. J'aime les textes, j'aime les mots, j'ai joué Howard Baker [1925-2014], Stefan Zweig [1881-1942], Marie NDiaye, Carlo Goldoni [1707-1793]. J'ai plein d'envies et notamment celle de jouer Samuel Beckett [1906-1989] dans *Oh les beaux jours*.

Vous avez épousé, très jeune, le baryton Laurent Naouri, et vous êtes convertie pour lui au judaïsme. C'est un geste fort...

Je ne crois pas en Dieu, mais c'est la religion de la question, pas de la réponse, et j'aime ça. Alors oui, j'ai étudié la Torah, la cacherout, les principales prières, un peu d'hébreu, et intégré une communauté libérale très ouverte. Au moins c'est clair pour nos enfants : ils sont juifs.

Que ressentez-vous devant la recrudescence des actes antisémites que l'on observe depuis le 7-Octobre ?

Je suis catastrophée. Mais pas seulement par ça. Je suis catastrophée par le monde vers lequel nous allons : la trumperie des esprits ou leur « elonmusikation », leur extrême droïtisation ou leur extrême gauchisation. Les extrêmes me terrifient et je suis très pessimiste sur l'avenir du monde. Quand mes enfants de 26 et 29 ans me disent : « on ne veut pas d'enfants », je suis triste, mais je comprends.

Que dites-vous alors aux jeunes gens ?

Une seule solution : le travail. C'est l'unique façon d'oublier que je vais mourir et que le monde va dans le mur. L'unique raison qui me permet de tenir debout sans partir à la dérive. Si je ne travaillais pas, je serais dans la plus noire déprime. Mon tempérament enflammé cache une angoisse existentielle insoudable. Alors je continue d'apprendre, d'explorer, de découvrir encore les mystères de ma voix grâce à un nouveau professeur. Je vais avoir 60 ans le 19 avril. Et j'ai bien l'intention que la salle de la Philharmonie, où je jouerai avec ma fille [Neima Naouri] la comédie musicale *Gypsy*, me souhaite un super joyeux anniversaire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNICK COJEAN

Hollywood met la diversité en sourdine

Dans l'Amérique de Donald Trump, la promotion des minorités ne figure plus dans les priorités des studios

ENQUÊTE

LOS ANGELES - envoyée spéciale

Al'éte 2020, l'industrie du divertissement, aux Etats-Unis, proclamait haut et fort son attachement à la diversité. Dans la foulée des manifestations de Black Lives Matter contre la violence policière, les dirigeants des studios avaient publié des engagements d'ouverture, embauché des personnes de couleur et posté des carrés noirs sur Instagram en signe de solidarité avec les minorités.

Cinq ans plus tard, la promotion de la diversité est jugée discriminatoire dans l'Amérique de Donald Trump. Après Amazon et Netflix, Disney, le numéro un mondial du divertissement, a décidé de mettre en veilleuse ses programmes « diversité, équité et inclusion » (DEI). Le groupe dirigé par Bob Iger a confirmé, le 11 février, avoir abandonné l'initiative « Reimagine Tomorrow », une plateforme qui mettait en avant des histoires et des talents issus de communautés sous-représentées. Très critiquée par les conservateurs, elle avait disparu dès décembre 2024. Dès son arrivée à la Maison Blanche, le 20 janvier, Donald Trump a signé un décret éliminant toute manifestation de « DEI » dans la fonction publique, les écoles, les universités, les clubs sportifs et les entreprises en contrat avec le gouvernement fédéral.

Disney a aussi décidé que le critère d'encouragement à la diversité n'entrerait plus dans l'évaluation des performances (et des rémunérations) des cadres de haut niveau, a précisé Sonia Coleman, directrice des ressources humaines, dans une note adressée le 11 février aux employés. Le lendemain, dans une mise au point nébuleuse, la firme a précisé que le critère ne disparaîtrait pas totalement, mais serait inclus dans une catégorie plus large appelée «*stratégie de talents* ». Celle-ci mettra l'accent sur la manière dont les valeurs mises en avant contribuent aux « succès commerciaux ».

Guerres culturelles

Disney va aussi éduquer les mises en garde diffusées avant certains films anciens, comme *Dumbo* (1941) ou *Peter Pan* (1953), pour alerter les spectateurs sur de possibles «*représentations négatives* » ou stéréotypées des cultures différentes. Cette décision est l'aboutissement du recentrage entrepris par Bob Iger depuis son retour au conseil d'administration en novembre 2022 pour redresser le groupe, alors en plein bras de fer avec le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis. Disney s'était publiquement opposé à la loi surnommée «*Don't say gay* » («ne dites pas gay»), restreignant l'enseignement des questions liées à l'orientation sexuelle dans les écoles primaires de Floride. Le gouverneur avait pris des mesures

de rétorsion, et l'affaire des proportions telles que les actionnaires avaient fini par faire part de leur mécontentement de voir le phare du dessin animé pour enfants être embarqué dans les «*guerres culturelles* » opposant les factions politiques aux Etats-Unis.

Mais, selon les associations de défense des minorités, le phénomène d'érosion des programmes d'encouragement à la diversité avait débuté avant même les offensives des conservateurs, quand les géants du streaming ont commencé à voir leurs résultats patiner, en 2022. «*Dès que l'action Netflix a commencé à baisser* », explique un spécialiste, les programmes de diversité ont peu à peu été éliminés. Les employés en ont été les premiers licenciés.

Tout comme le monde de l'entreprise, l'industrie du divertissement n'a pas échappé au retour de bâton anti-DEI observé dans la société – et consacré par la Cour suprême, en juin 2023, dans une décision annulant la discrimination positive dans les admissions à

l'université et mettant fin à des décessions de tentatives pour favoriser la diversité ethnique au sein des campus. En juillet 2023, le tout-Hollywood a été sous le choc de constater que les responsables de la DEI dans des poids lourds, tels que Warner Bros Discovery, Disney, Netflix et même l'Académie des arts et des sciences du cinéma, l'institution qui décerne chaque année les Oscars, avaient tous été licenciés ou avaient démissionné en deux semaines. Tous étaient des Afro-Américains.

Or, le revirement des studios intervient alors que les films ont rarement autant reflété la diversité de la société, comme en témoigne la liste des nominations pour les Oscars, qui seront décernés dimanche 2 mars, d'*Emilia Pérez à Anora*. Au-delà des Oscars, trois des cinq films les plus populaires en 2024 mettent en vedette une femme ou une fille dans un rôle principal, relève Stacy L. Smith, la fondatrice d'Annenberg Inclusion Initiative. Dont le numéro un au box-office, *Vice-versa 2* (Disney).

Ce revirement intervient alors que les films ont rarement autant reflété la société

Selon l'étude annuelle, publiée en janvier, par le Center for the Study of Women in Television and Film, de l'université de San Diego (Californie), la parité a été atteinte pour la première fois en 2024. Dans les 100 premiers films du box-office, 42 % des rôles principaux étaient féminins, 42 % masculins, le reste étant partagé à égalité. Une étude parallèle du groupe Annenberg Inclusion Initiative, de l'université de Californie du Sud (USC), a corroboré ces conclusions : 54 % des 100 films les plus populaires au box-office ont mis en scène des personnages féminins dans des rôles principaux, une augmentation significative

par rapport à 2023, quand 30 % seulement des films avaient présenté des femmes dans des rôles principaux. En 2007, lorsque l'étude de l'USC a débuté, ce chiffre n'était que de 20 %. «*Pour la première fois, l'égalité des sexes a été atteinte dans les films à succès* », s'est félicitée Stacy L. Smith.

En revanche, selon cette étude, les groupes ethniques – environ 42 % de la population américaine – restent sous-représentés. Parmi les principaux films de 2024, 25 % incluaient un rôle principal ou un second rôle issu d'un groupe minoritaire. Plus du tiers (38 %) des rôles principaux étaient tenus par des acteurs noirs, 15,4 % par des Asiatiques ou des Américains d'origine asiatique, et 3,9 % par des Hispaniques. En 2023, 37 rôles principaux ou seconds rôles étaient incarnés par des personnes de couleur. «*Les progrès observés pour les premiers rôles féminins ne se retrouvent pas dans les résultats concernant les minorités* », a regretté Stacy L. Smith. ■

CORINE LESNES



Aux Césars, le succès d'« Emilia Pérez » et de « L'Histoire de Souleymane »

La cérémonie a été marquée, vendredi 28 février, par des prises de parole à teneur politique

Tout avait commencé, pour une fois, sous les meilleurs auspices. Le film-annonce de la 50^e cérémonie des Césars, réalisé par Cédric Klapisch sur une idée de Mohamed Hamidi, circulant sur les réseaux sociaux, était hilarant. Il nous introduisait dans une assemblée des « Césars anonymes », où il s'agissait pour Franck Dubosc, Géraldine Nakache, François Damiens, Louise Bourgoin, Zinedine Soualem et Vincent Macaigne de surmonter leur frustration de n'avoir jamais reçu une statuette, sous la guidance contrite de Jean-Pascal Zadi. Le côté petite comédie de la vanité humaine – indifférence feinte, orgueil en vrac, entre-soi égotique, – y était à merveille mis à distance.

La cérémonie proprement dite, tenue vendredi 28 février au soir à l'Olympia, à Paris, et retransmise en direct sur Canal+, semi-conduite avec tact par Zadi, conforta ce sentiment de réussite.

Décence, sobriété, humour, timing raisonnable, hommage touchant aux disparus, engagement citoyen : tout ici fut de bon aloi, de bon ton et de bonne mesure, moment de répit et de grâce dans un monde plus déréglé et souffrant que jamais, dont il fut convenu qu'on ne l'oublierait pas mais qu'il

ne viendrait pas pour autant gâcher l'occasion d'une effusion plus généreuse et bon enfant.

Deux leçons à en tirer, esthétique et politique. La première consacre le succès d'*Emilia Pérez*, la comédie musicale de Jacques Audiard avec sept statuettes, dont celles du meilleur réalisateur et du meilleur film. Les violentes polémiques qui l'ont prise pour cible depuis un mois et qui auraient aimé la faire passer pour un film néocolonialiste et antitrans (soit le contraire de ce qu'il est) semblaient, avec les tweets compromettants de son actrice principale, Karla Sofia Gascon, l'avoir condamnée pour la suite de sa carrière. C'est le contraire qui semble se produire, le film ayant été également récompensé aux Bafta anglais et aux Goya espagnols, en attendant les Oscars, dimanche...

Le film est tenaillé (quatre statuettes) par une surprise, celle du réalisateur Boris Lojkine qui signe avec *L'Histoire de Souleymane* son troisième long-métrage de fiction et rapporte à Abou Sangare, travailleur sans papiers régularisé depuis qui interprète un livreur à vélo, le prix de la révélation masculine. Cet effet de concentration des récompenses laisse sur le pavé des titres qu'on aurait espéré en

meilleure posture tel *Miséricorde* d'Alain Guiraudie, avec son étrangeté radicale, son sens éblouissant de la mise en scène et le génie polymorphe de ses acteurs.

Les prix attribués aux acteurs permettent toutefois de lisser un peu les résultats, en récompensant la très sensible Hafsa Herzli dans *Borgo*, de Stéphane Demoustier, et le sidérant Karim Leklou dans *Le roman de Jim* des frères Larrieu, l'un des plus grands mélodramas français qu'on ait vus de longue date, étonnamment sous-estimé avec une seule nomination.

Hommage à Costa-Gavras

L'implication politique de la cérémonie, récurrente, fut cette année particulièrement affichée, tant dans le choix des films récompensés que dans certaines prises de parole. Outre les deux multiprimés, les Césars du premier film (*Vingt dieux*, de Louise Courvoisier) et du meilleur documentaire (*La Ferme des Bertrand*, de Gilles Perret) mettaient en avant les problèmes de la France rurale et agricole – en même temps que la sensibilité du public français à la représentation des terroirs –, tandis que ceux du meilleur film étranger (*La Zone d'intérêt*, de Jonathan Glazer) et du meilleur court-métrage (*L'homme qui ne se faisait pas*, de Nebojsa Slijepcevic), non moins que l'hommage rendu à Costa-Gavras, l'auteur de *Z* (1969), faisaient remonter, pour le moins à propos, les ombres du fascisme des entraîneurs de l'Europe.

Quelques paroles senties retentirent. Celle d'Abou Sangare, qui a remercié de manière très émouvante tous ceux qui l'ont sorti de la misère et de la précarité. Ou celles, plus tranchantes, de Gilles Perret, cinéaste savoyard enraciné et engagé, acolyte occasionnel de François Ruffin : «*La voie que j'essaie de tracer, c'est essayer de rendre visibles les invisibles, dans un pays où on tend plus facilement le micro à des milliardaires qui se plaignent plutôt qu'à des millions de pauvres. Dans un pays où les dirigeants, pour rester en place et pour ne pas contrarier les puissants, préfèrent s'allier à l'extrême droite fasciste plutôt que de poser la question du partage des richesses et de la protection de la planète.*»

Eu égard à la mise en danger de la démocratie aux Etats-Unis, on attendait une prise de position de l'actrice Julia Roberts, César d'honneur de cette soirée. On l'attend encore, et l'on n'ose imaginer ce que ce silence au juste recouvre. ■

JACQUES MANDELBAUM

PorteStMartin.com

Delphine de Vigan

Fabien Gorgeart

Laure Blatter

Catherine Hiegel

Pascal Sangla

PorteStMartin.com

Des fleurs pour Algernon

Daniel Keyes

Gerald Sibley

Grégory Gadebois

Anne Kessler



CARL GAZAROSSIAN ET
EMMANUEL OLIVIER
Qu'as-tu fait de ta jeunesse?

Sélection de mélodies sur des poèmes de Paul Verlaine.

Paul Verlaine est sans doute le poète qui a inspiré les plus belles mélodies du répertoire français de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Ce programme en témoigne avec originalité. Vingt-quatre mélodies, dix-sept compositeurs, mais seulement sept poèmes... Les mêmes vers, donc, avec de multiples traitements. Certains, bien connus (Fauré, Debussy), d'autres un peu moins (Hahn, Lazzari) ou pas du tout (Bortkiewicz, Mawet, Szulc). Il en résulte une large palette d'expressions dans le registre de la souffrance amoureuse qui s'étend de la confidence intérieure à la déploration spectaculaire. Le chant sans complexe de Carl Gazarossian et le piano enchanteur d'Emmanuel Olivier servent au mieux ce parcours dont l'enseigne – *Qu'as-tu fait de ta jeunesse?* – provient d'un extrait de *Sagesse*, dont quatre mises en musique sont proposées. ■ PIERRE GERVASONI

Hortus/UVM Distribution.

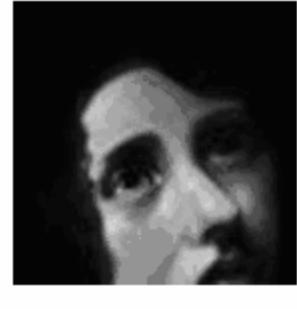


ABEL SELAOOCOE
Hymns of Bantu

Après un premier album, en 2022, *Where is Home (Hae ke Kae)*, le violoncelliste, chanteur et compositeur sud-africain Abel Selaocoe continue sa détonnante exploration de lieux imaginaires entre la musique baroque et la tradition modale

bantoue. Né en 1992, deux ans après la fin de l'apartheid, dans le township de Sebokeng, près de Johannesburg, établi depuis à Manchester, ce mélomane goûtant l'improvisation s'est limité à deux hommages aux grands anciens, Bach (*Suite n° 6*) et Marin Marais (une pièce de viole). Ce qui n'est pas plus mal, car c'est le reste qui enthousiasme. En mêlant son instrument au groove d'une basse électrique, sur un lit de percussions (frappées par Dudu Kouaté et Sidiki Dembélé) et de cordes, il offre avec *Tsohle Tsohle* une majestueuse ouverture, relayée par la ferveur évangélique d'*Emmanuelle*. Solitaire ou chorale, doux ou guttural, le chant guide et emporte les deux parties délicates de *Tshepo*, la transe étrange de *Dinaka* ou l'hymnique *Takamba*. Dans le champ dit « néoclassique », une alternative salutaire à l'exploitation ad nauseam du piano minimaliste. ■ BRUNO LESPRIT

Warner Classics.



PANDA BEAR
Sinister Grift

Au sein de son groupe Animal Collective ou à travers son projet solo Panda Bear, le chanteur et multi-instrumentiste américain Noah Lennox est devenu le gardien du plus fascinant zoo de la pop psychédélique des années 2000. Citons, avec son collectif avant-gardiste de Baltimore, les fresques électro-pop hors norme de *Strawberry Jam* (2007) et de *Merriweather Post Pavilion* (2009), ou, en solitaire, les introspections aventureuses *Young Prayer* (2004) et *Tomboy* (2011). De retour sous l'alias Panda Bear, *Sinister Grift*, son premier album en cinq ans, se détourne des machines pour des instrumentation plus « organiques ». Si l'on y retrouve, pour la première fois, chacun de ses camarades d'Animal Collective (en collaboration avec Joshua « Deakin » Dibb), la griffe de l'ours demeure. Dès les harmonies vocales très Beach Boys de *Praise* (obsession de Noah Lennox), Panda Bear n'a rarement sonné aussi solaire et accessible. Toutefois, au fil des neuf autres pistes, le soleil s'assombrit progressivement – avec les arpèges nocturnes de *Elegy for Noah Lou*, ou le final *Defense*, ralenti et impassible. ■ FRANCK COLOMBANI

Domino Records.



PIERS FACCINI ET
BALLAKÉ SISSOKO
Our Calling

Sensualité, douceur, poésie et... une irrésistible sensation de sagesse complice émanent de ce dialogue intimiste entre Ballaké Sissoko, chanteur malien de la kora, et le guitariste, chanteur, auteur-compositeur anglo-italien Piers Faccini. Ils se sont parfois croisés depuis leur première rencontre en 2005 (Sissoko avait participé au deuxième album solo de Faccini, *Tearing Sky*, 2006), mais n'avaient pas enregistré tout un album ensemble. Neuf chansons, interprétées par Faccini en anglais et une en italien (*Ninna Nanna*, traditionnel du sud de l'Italie), qui disent, à travers des métaphores, l'idée d'impermanence et de migration, qu'elle soit humaine, animale ou végétale. Une ballade flottant comme un blues tendre et délicat où passent Vincent Segal (violoncelle), Badjé Tounkara (ngoni), Malik Ziad (guembri) et puis le vent, des ombres, la lune et du rêve. ■ PATRICK LABESSE

No Format!/Idol-PIAS.

■ Lire sur [LeMonde.fr](#) les critiques des albums « Maurice Ravel II » et « Famille », de Ben Mazué.



XIE LEI
Galerie Semiose

La peinture de Xie Lei est de celles que l'on dit figuratives : des corps et des têtes y apparaissent, mais difficile d'en dire plus. Les lieux sont indistincts, réduits à des traces. Les gestes, quand il y en a, sont équivoques. Les traits des visages se perdent dans des halos, inutile d'espérer en déduire quelles sentiments éprouveraient ces êtres spectraux. Les lignes de leurs

bustes et de leurs membres se dissolvent dans un flux coloré, bleu froid, gris ou, plus rarement, ocre. Les gestes qui indiquent formes et volumes sont aussi ceux qui les brouillent, comme si ces corps avaient perdu toute substance. Il y a encore quelques années, le peintre leur accordait une densité palpable et rassurante. Ils l'ont perdue et Xie Lei semble peindre désormais l'impossibilité de toute représentation stable : un monde qui fuit et ne peut que finir par disparaître. ■ PHILIPPE DAGEN

«Xie Lei. Mort heureuse». Galerie Semiose, Paris 4^e. Jusqu'au 15 mars.



Lors d'une répétition de « La Traviata », mise en scène par Silvia Paoli, au Théâtre Graslin, à Nantes, le 11 janvier. DELPHINE PERRIN

« La Traviata » puissante et engagée de Silvia Paoli

La nouvelle production du chef-d'œuvre de Verdi, reprise à Rennes, avant Angers puis Tours, consacre un casting de jeunes chanteurs à découvrir

OPÉRA

RENNES - envoyée spéciale

Les déclarations de principe des artistes, en particulier des metteurs en scène, sont souvent sujettes à caution. Difficile, certes, de verbaliser, en quelques phrases, le fil rouge conceptuel qui se déroulera sur le plateau durant plusieurs heures. Les plus décevantes sont celles qui promettent beaucoup et donnent peu. Le cas contraire est plus rare. C'est pourquoi cette nouvelle production de *La Traviata*, de Verdi, confiée à Silvia Paoli est si enthousiasmante. Donnée en première à l'Opéra de Nantes, en janvier, la voici pour cinq représentations jusqu'au mardi 4 mars à l'Opéra de Rennes, avant Angers (du 16 au 18 mars), puis Tours (du 11 au 17 mars), au fil des maisons lyriques coproductrices (dont également Nice et Montpellier).

Quid de la fameuse déclaration de principe (le pitch, en langage contemporain) ? Rien de nouveau à priori : Violetta est bien cette jeune femme perdue que la société broie et avilit, insecte pris dans les rets d'un patriarcat en habit noir et chapeau haut de forme. Pas de relevage ou de salivation pour les êtres que la vie a déchus. Sur les accents déchirants des violons frissonnant dans l'aigu (l'ouverture est une émouvante préfiguration du dernier acte de l'opéra), une femme, seule, danse sa mort. Un corps puissant et fragile à la fois, juché sur l'extrême pointe des pieds, qui vrille et se tord, des bras qui montent, rebombent, des jambes convulsées. La silhouette en liquette blanche agonise sous le regard implacable d'une foule muette, haie de haine qui s'avancera pour fouler la malheureuse, une fois tombée au sol.

Geste dramaturgique virtuose
Tout est dit. Dès lors, les trois actes ne seront plus que des récits concordants, un assassinat en direct au fil d'illusions et de mensonges, de rejets et d'abandons. L'amour salvateur d'Alfredo ? Désir égoïste de possession. Le repentir de son père, Giorgio Germont, enfin comptable du mal qu'il a fait en exigeant l'impossible rupture ?

Du fake. Le Docteur Grenvil censé apporter soutien et secours à la mourante ? Simple visite de curiosité sans courtoisie. Même la fidèle Annina, en retrait à l'heure dernière, paraît en manque d'empathie.

Un espace dépouillé, flanqué d'une scène de théâtre de guingois, sert de fond au destin de Violetta, comédienne à la Sarah Bernhardt (admirée et vilipendée), une époque dans laquelle Silvia Paoli a situé sa *Traviata*. Utilisé avec une intelligence presque cruelle, ce lieu est celui du paradoxe. Il marque en effet les moments cruciaux de solitude (Violetta y avoue, face public, pour la première fois, qu'elle aime et est aimée... mais au théâtre!), mais aussi les mouvements de masse, qui semblent naître et se résorber en son centre. Ainsi les fêtes, dont le débordement s'encanaille (érotisme, échangisme jusque dans l'identité des sexes) pour sortir précisément du cadre, envahissant le plateau, les coulisses, et jusqu'aux deux loges en abyme qui surplombent la cage de scène.

Le sentiment d'urgence est général. Il faut en finir vite. Non pour écarter les souffrances de la victime, mais pour ne pas risquer de rompre la tension de cette parade sauvage, prise dans une accélération constante au point d'anticiper la suite. Ainsi les toiles peintes de l'acte campagnard (la vie rêvée des amants qui ont fui les mondanités) tombent dès la fin de l'acte précédent, tandis que Violetta, mortellement humiliée en public par Alfredo, peu à peu dépouillée de ses vêtements, se voit livrée à l'acte final par une horde « sacrificatrice », si sûre de son bon droit que la violence s'en joue élégam-

ment à huis clos. Une sorte de « go fast » parcourt l'opéra, servi par une direction d'acteurs au diapason, une manière d'exacerbation millimétrée, jusqu'aux chorégraphies festives mimétiques des pulsions animales qui parcourent les âmes et les corps (magnifique troupe de danseurs).

Costumes beaux et inventifs (le mélange des genres masculin-féminin, en forme de fusion-confusion, est particulièrement réussi), éclairages au scalpel, *La Traviata*, de Silvia Paoli propose un geste dramaturgique puissant et virtuose, en osmosis avec la vision horrifique du chef d'orchestre, Laurent Campellone, dirigeant l'Orchestre des Pays de la Loire à tombeau ouvert. Pulsations marquées, tempos halétons, accompagnements martelés comme des clous dans un cercueil, mise en valeur des vents à l'instar de « personnages instrumentaux » (la vrille d'une tenue de hautbois dans *Dite alla giovine*, les pleurs d'une clarinette mélo-dramatique) ; ce Verdi en apnée est cravaché jusqu'à l'épuisement, chaque instant suspendu à la perte possible du souffle.

Une force d'incarnation

Du souffle, la Violetta de Darija Augustan n'en manque pas. Timbre corsé aux aigus légèrement vibrionnantes, la soprano croate de 29 ans, qui fait ses premières armes en France, possède toutes les qualités de ce rôle considéré comme l'un des plus exigeants du répertoire. Si les vocalises peuvent encore être davantage dessinées et allégées, les tenues dans l'aigu mieux soutenues, elle possède une superbe ligne de chant et une force d'incarnation qui s'épanouiront dans un troisième acte où, seule, en proie à des visions (Alfredo et son père, absents, chantent en coulisses), elle portera sans faillir l'entièreté du drame, se redressant pour saluer dans un dernier effort la ligne masculine fantôme dont les silhouettes se dressent dans l'ombre et l'indifférence. Deux pas de la danse initiale, l'esquisse d'une révérence : poignant.

Le charme ne caractérise certes pas l'Alfredo de Francesco Castor, duquel il faut faire abstraction. Ses réactions sont parfois un peu trop caricaturales, mais il réussit à donner corps à l'émotion. Baudouin Woehl, dans le rôle de Germont, est également convaincant, malgré une voix un peu moins puissante mais plus expressive. Quant à la Annina de Marie-Bénédicte Souquet, elle est tout à fait à la hauteur de l'œuvre. Ses vocalises sont fluides et bien placées, et elle réussit à donner de la couleur à ce rôle souvent sous-estimé. Les autres rôles sont également bien joués, avec des interprétations variées et intéressantes. Le jeu des chœurs est également très bien réalisé, avec une belle cohésion entre les voix. L'orchestre, dirigé par Laurent Campellone, apporte une dimension musicale très riche et émotionnelle à l'opéra. Les costumes et les décors sont également très réussis, contribuant à l'atmosphère dramatique et tragique de l'œuvre. En conclusion, cette production de *La Traviata* de Silvia Paoli est une réussite totale, qui met en valeur tous les éléments essentiels de l'œuvre et offre une expérience musicale et dramatique très enrichissante.

Darija Augustan, soprano croate de 29 ans, a les qualités du rôle principal, l'un des plus exigeants du répertoire

mais le ténor italien tient sa partie avec vigueur et probité tandis que son géniteur, le Germont de Dionysios Sourbis, curieusement affligé au tout début d'un vibrato sans son, révèle une voix puissante et expressive. Le rôle d'Annina, joué par la soprano croate Darija Augustan, est également très bien joué, avec une voix claire et expressive. Les autres rôles sont également bien joués, avec des interprétations variées et intéressantes. Le jeu des chœurs est également très bien réalisé, avec une belle cohésion entre les voix. L'orchestre, dirigé par Laurent Campellone, apporte une dimension musicale très riche et émotionnelle à l'opéra. Les costumes et les décors sont également très réussis, contribuant à l'atmosphère dramatique et tragique de l'œuvre.

Exempté l'Annina bien terne de Marie-Bénédicte Souquet, les rôles secondaires sont magistralement distribués, de l'élegant et sensuel Aurore Ugolin en Flora au Gaston vif-argent de Carlos Natale, en passant par l'impressionnant Baron Douphol de Gagik Vardanyan, le tout aussi marquant Marquis d'Obigny de Stavros Mantis ou l'immuable Docteur Grenvil de Jean-Vincent Blot. Préparés par Xavier Ribes et sa belle barbe patriarchale, les Chœurs d'Angers Nantes Opéra impressionnent de bout en bout, sur le plan tant vocal que scénique. ■ MARIE-AUDE ROUX

La Traviata, de Verdi.
Avec Darija Augustan, Francesco Castor, Aurore Ugolin, Marie-Bénédicte Souquet, Dionysios Sourbis, Carlos Natale, Gagik Vardanyan, Stavros Mantis, Jean-Vincent Blot, Silvia Paoli (mise en scène et dramaturgie), Baudouin Woehl (dramaturgie), Lisetta Buccellato (scénographie), Valeria Donata Bettella (costumes), Fiammetta Baldissari (lumières), Emanuele Rosa (chorégraphie), Chœur d'Angers Nantes Opéra, Orchestre national des Pays de la Loire, Laurent Campellone (direction). Opéra de Rennes. Jusqu'au 4 mars.
Reprise à l'Opéra d'Angers, du 16 au 18 mars, puis à l'Opéra de Tours, du 11 au 17 juin.



XIE LEI
Galerie Semiose

La peinture de Xie Lei est de celles que l'on dit figuratives : des corps et des têtes y apparaissent, mais difficile d'en dire plus. Les lieux sont indistincts, réduits à des traces. Les gestes, quand il y en a, sont équivoques. Les traits des visages se perdent dans des halos, inutile d'espérer en déduire quelles sentiments éprouveraient ces êtres spectraux. Les lignes de leurs

bustes et de leurs membres se dissolvent dans un flux coloré, bleu froid, gris ou, plus rarement, ocre. Les gestes qui indiquent formes et volumes sont aussi ceux qui les brouillent, comme si ces corps avaient perdu toute substance. Il y a encore quelques années, le peintre leur accordait une densité palpable et rassurante. Ils l'ont perdue et Xie Lei semble peindre désormais l'impossibilité de toute représentation stable : un monde qui fuit et ne peut que finir par disparaître. ■ PHILIPPE DAGEN

«Xie Lei. Mort heureuse». Galerie Semiose, Paris 4^e. Jusqu'au 15 mars.

« Le Pass culture introduit de la justice sociale »

Laurence Tison-Vuillaume, présidente de la société Pass culture, détaille les nouveautés du dispositif

ENTRETIEN

Mesure phare de la politique culturelle voulue par Emmanuel Macron, le Pass culture réduit la voilure moins de quatre ans après sa généralisation. La part individuelle de ce dispositif est sensiblement revue à la baisse, et son montant variera en fonction de critères sociaux, indique un décret publié vendredi 28 février.

A compter du 1^{er} mars, les jeunes âgés de 18 ans se verront allouer un crédit de 150 euros (contre 300 euros auparavant) qui pourra être « bonifié » de 50 euros s'ils sont bénéficiaires d'une allocation aux personnes handicapées ou en fonction de leur quotient familial. Ils auront quatre ans (et non plus deux) pour l'utiliser. En outre, les 50 euros attribués entre 15 et 16 ans sont supprimés, mais il restera possible, dans cette tranche d'âge, de s'inscrire sur la plateforme et de bénéficier des offres gratuites. Enfin, 50 euros seront attribués à l'âge de 17 ans (contre 30 euros jusqu'à présent).

Retenant le constat fait par la Cour des comptes et l'inspection générale des affaires culturelles que la part individuelle « reste encore, trop souvent, un instrument de consommation culturelle et de reproduction sociale », Rachida Dati avait fait part, en octobre 2024, de son souhait de « revoir en profondeur » le modèle du Pass culture. S'il est bien prévu de donner un peu plus aux jeunes de

condition modeste, les contraintes budgétaires réduisent de près de moitié l'enveloppe globale des crédits distribués.

Nommée le 17 février présidente de la société par actions simplifiée Pass culture, en remplacement de Sébastien Cavalier, Laurence Tison-Vuillaume doit désormais mettre en musique cette réforme. Ancienne directrice de cabinet de la ministre de la culture Françoise Nyssen (2017-2018) avant d'intégrer l'inspection générale des affaires culturelles, qu'elle dirigeait depuis décembre 2022, cette énarque a pris ses fonctions dans de nouveaux locaux. Pour la quatrième fois, la société Pass culture, qui deviendra en 2025 un opérateur public, a déménagé. Les 177 salariés ont quitté les Champs-Elysées pour les Halles, à Paris.

La part individuelle du Pass culture passe de 300 à 150 euros pour les jeunes de 18 ans et est supprimée entre 15 et 16 ans. Pourquoi ?

Notre ambition est d'abord de réaliser l'universalité réelle pour les jeunes du Pass culture, de diversifier leurs pratiques culturelles et, à terme, de créer un média culturel pour tous. Comme tous les services publics actuellement, nous sommes dans une situation de contrainte budgétaire qui n'échappe à personne. Le budget 2025 de la part individuelle est de 170,5 millions d'euros, contre 210,5 millions en 2024. Dans ce contexte-là, la ministre de la culture a décidé de recentrer les ef-

forts sur ceux qui en ont le plus besoin. C'est là l'essence même d'un service public culturel. La réforme introduit de la justice sociale. A 18 ans, le crédit culturel de 150 euros sera bonifié de 50 euros en fonction des ressources financières et pour les jeunes en situation de handicap.

Avez-vous évalué le nombre de jeunes concernés par ce bonus et comment ils pourront y accéder ?

Nous allons nous atteler à chanter en lien avec la Caisse nationale des allocations familiales, la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole et le Centre national des œuvres universitaires et scolaires, avec tous les acteurs qui pourront nous donner des informations précises. Notre objectif est d'aboutir d'ici à cet été et de faire en sorte que l'attribution de ce bonus soit simple pour le jeune lors de son inscription.

Dans son projet de réforme du Pass culture, Rachida Dati prévoit de réservé une partie de la somme allouée aux jeunes au spectacle vivant. Qu'en est-il ?

Le ministre a confié une mission à ses services pour étudier avec les acteurs culturels quelles seraient les meilleures modalités. Il y a plusieurs leviers d'action pour diversifier les pratiques culturelles des jeunes : développer la médiation, renforcer l'éditorialisation de la plate-forme pour pousser les jeunes vers des expériences culturelles qu'ils ne connaissent pas, et di-

« A 18 ans, le crédit culturel de 150 euros sera bonifié de 50 euros en fonction des ressources financières et pour les jeunes de 50 euros selon les ressources financières »

versifier davantage le réseau d'ambassadeurs pour que les jeunes soient partie prenante. Le Pass culture peut devenir le levier de la mise en œuvre des droits culturels des jeunes.

La médiation, l'éditorialisation, des mots sont sans cesse répétés depuis la création du Pass culture... Qu'est-ce qui va réellement changer ?

Les évaluations indépendantes qui ont eu lieu ces derniers mois ont montré qu'on pouvait aller plus loin dans l'éditorialisation. Techniquement, c'est faisable. Nous voulons rendre visibles sur l'application des opérations particulières dans le domaine du spectacle vivant ainsi que la prescription des jeunes en direction des autres jeunes. La deuxième étape est de faire du Pass culture un média de proximité en développant un agenda et une information pour tous les publics, dans tous les territoires. L'idée est de créer une offre globale qui va au-delà de la question du crédit culturel, et permettrait à tous de connaître les ac-

tivités près de chez soi. Mais géolocaliser l'offre culturelle demeure un enjeu. Une expérimentation est actuellement menée dans la région Grand-Est. Nous la généraliserons suivant le bilan qui sera établi dans les prochaines semaines.

Le Puy du Fou vient d'être intégré dans le Pass culture, les escape games ont été retirés. Comment les critères d'éligibilité pour les acteurs culturels vont-ils évoluer ?

J'ai demandé un bilan sur la manière dont sont sélectionnés les offreurs. Les équipes du Pass culture sont très isolées et solitaires dans la mise en œuvre des textes réglementaires. Nous devons changer de méthode et le faire de façon transparente. C'est aussi un chantier que nous ouvrons.

Comment parvenir à toucher les jeunes les plus éloignés de la culture ?

Le chemin parcouru par le Pass culture est déjà un succès. En l'espace de quelques années, ce chantier numérique mené par l'Etat est plébiscité par la jeunesse, qui s'en est largement emparée. Reste qu'environ 15 % des jeunes n'ont pas activé leur passe. Ces 15 % correspondent à l'enjeu de la démocratisation culturelle auxquels sont confrontées toutes les politiques culturelles depuis des décennies. Il va falloir aller chercher ces jeunes un par un pour que l'universalité du Pass culture soit réelle. Ce n'est pas une simple étape, c'est un changement de braquet. Je vais

faire un tour de France. Nous allons mobiliser tous les services déconcentrés de l'Etat dans les territoires, tout le réseau associatif qui connaît ces jeunes et l'ensemble des partenaires culturels.

La part collective du Pass culture (allouée aux établissements scolaires) a été gelée, ce qui suscite beaucoup d'inquiétude. Pourtant, elle permet une démocratisation et une diversification de l'accès à la culture. Ne faudrait-il pas, budgétirement, privilégier cette part collective plutôt que la part individuelle ?

La part collective a rencontré un grand succès dans la communauté éducative. La ministre de l'éducation nationale a réaffirmé son attachement à ce dispositif. Nous allons travailler à préserver cette part collective et à l'articuler de mieux en mieux avec la part individuelle. Ce qui est important, c'est de parvenir à un parcours d'éducation artistique et culturelle pour que les jeunes puissent s'émanciper progressivement.

Le ministère de l'éducation a indiqué que le budget de la part collective atteint 72 millions d'euros, et 50 millions sont d'ores et déjà réservés pour des actions entre janvier 2025 et la fin de l'année scolaire 2024-2025. Les projets pré-servés seront donc financés. Nous allons nous atteler, avec l'éducation nationale, à préparer la rentrée scolaire prochaine. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SANDRINE BLANCHARD

Un bilan des entrées de cinéma 2024 mitigé, mais plus d'espoirs pour 2025

Pénalisé par une pénurie de films hollywoodiens, le premier marché mondial, les Etats-Unis, s'est légèrement contracté l'an dernier

CINÉMA

L'année 2024 s'annonçait comme très mauvaise en termes de fréquentation cinématographique, en raison de la pénurie de films des studios hollywoodiens, liée à la grève des acteurs et des scénaristes », rappelle Eric Marti, directeur général de Comscore Movies France. Effectivement, l'année s'est globalement soldée par de moins bons résultats qu'en 2023, et les pays qui s'en sortent le mieux ont bénéficié d'un attrait des spectateurs pour les productions nationales. « La dynamique des derniers mois permet d'envisager une année plus prometteuse en 2025 », prévoit cet expert.

Le principal marché, les Etats-Unis (qui a toujours inclus le Canada dans les statistiques cinématographiques), s'est légèrement contracté, de 3,4 % entre 2024 et 2023, pour atteindre 8,75 milliards de dollars (8,33 milliards d'euros) au box-office. Un résultat qui reste très en deçà (entre -20 % et -25 %) de ceux enregistrés avant la pandémie de Covid-19, même si le rattrapage enclenché en milieu d'année a permis de limiter la casse. « De fait, dans le top 20 des films à plus gros succès aux Etats-Unis en 2024, 17 sont sortis après juin », souligne Eric Marti. Et les sept premières semaines de 2025 se révèlent encourageantes (+ 19 % par rapport à la même période de 2024), d'autant que l'année sera marquée par la sortie de locomotives – les prochaines *Superman*, *Avalanche* ou *Mission: Impossible*.

La Chine, deuxième marché mondial, a dévissé. Les recettes au box-office se sont effondrées de 25 %, à 5,8 milliards de dollars, en 2024 par rapport à 2023. Un mil-

liard de spectateurs ont certes été comptabilisés, mais c'est 300 millions de moins qu'en 2023. Une année de souffrance, donc, dans un marché presque exclusivement dominé par des programmes chinois (à l'exception de deux films américains et du film d'animation japonais *Le Garçon et le Héron*, d'Hayao Miyazaki, dans le top 20). En revanche, l'année 2025 démarre en fanfare avec la superproduction chinoise *Nezha 2*. Sortie fin janvier, elle a pulvérisé tous les records avec 1,65 milliard de dollars de recettes en moins d'un mois. Ce film est également sorti à l'étranger en février. « C'est ce qui change la donne, le cinéma commercial chinois commence à s'exporter », commente Eric Marti.

« Vice-versa 2 », le plus rentable C'est un peloton de quatre pays, le Royaume-Uni, la France, l'Inde et le Japon, qui se dispute, chaque année, le titre de troisième acteur mondial, avec des recettes comprises entre 1,3 milliard et 1,6 milliard de dollars. Les statistiques indiennes ne sont pas encore publiées pour 2024, difficile donc de savoir qui obtient cette place. Au Royaume-Uni, phénomène assez rare, les entrées ont légèrement augmenté (+ 2 %), alors que les recettes sont restées stables. Ce qui s'explique par la multiplication des campagnes de promotion, ainsi que par de très gros succès de films pour enfants.

Les recettes en salle au Japon ont, quant à elles, baissé de 14 % en 2024, à 1,37 milliard de dollars, mais l'effet de change a quelque peu plombé ces données, puisque, en yens, la chute est moins forte. Toutefois, la fréquentation a ralenti de 7 %, à 144 millions d'entrées, malgré un réel attrait pour

les films nationaux. Selon le Centre national du cinéma et de l'image animée, la fréquentation des salles dans l'Hexagone a augmenté de 0,5 % en 2024, à plus de 181 millions d'entrées. La part de marché des Français a culminé à 44,4 %, ce qui n'avait pas été atteint depuis 2008. Trois films tricolores ont cumulé près de 25 millions d'entrées sur l'année : *Un p'tit truc en plus*, d'Artus, *Le Comte de Monte-Cristo*, d'Alexandre de La Patellière et de Matthieu Delaporte, et *L'Amour ouf*, de Gilles Lellouche. Ces résultats restent toutefois inférieurs de près de 13 % à ceux enregistrés avant la pandémie de Covid-19, mais la Fédération nationale des cinémas français se veut optimiste, notamment « grâce à une offre de films plus dense ».

Selon l'Union internationale des cinémas, qui représente les cinémas dans trente-neuf pays sur le continent européen, la fréquentation en salle n'a décrû que de 1,4 %, à 975,5 millions de spectateurs, en 2024, tandis que les recettes sont restées quasi stables (-0,3 %), à 7,2 milliards d'euros.

Vice-versa 2 (Disney) s'est imposé comme le film d'animation le plus rentable de tous les temps et le plus rapide à dépasser la barre du milliard de dollars à l'échelle mondiale. Les succès de films des studios hollywoodiens, comme *Gladiator II*, *Wicked*, *Vaiana 2* et *Venom : The Last Dance* ont permis de ramener cette zone géographique à des niveaux de recettes d'avant la pandémie au quatrième trimestre. Enfin, le cabinet d'expertise Gower Street Analytics parie sur une hausse du box-office mondial de 8 % en 2025, à 33 milliards de dollars, dont 9 milliards pour ces pays européens. ■



RESTAURATION 4K

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

PRIMÉE LA CINÉMATEQUE

NICOLE VULSER

MILAN | PRÊT-À-PORTER AUTOMNE-HIVER 2025-2026



Prada. PRADA



Emporio Armani. MARCO ERBA



Max Mara. FILIPPO FIOR

Milan révise ses classiques

Redingotes à la doublure matelassée chez Max Mara, ample tailleur léopard chez Emporio Armani, tissus froissés ou incrustés de faux plis chez Prada : sur les podiums milanais, les grandes marques italiennes s'amusent avec les codes de la bourgeoisie

MODE
MILAN (ITALIE) - envoyée spéciale

Quel designer pour Gucci ? Pour Jil Sander ? Quel sera l'avenir de Fendi ? Les deux premiers jours de la fashion week automne-hiver 2025-2026 de Milan, qui a débuté le 25 février, ont laissé des questions sans réponses. Après les incertitudes, place à la constance ! Un certain nombre de marques italiennes emblématiques se sont concentrées sur ce qu'elles savent faire de mieux.

Chez Prada, le défilé est toujours appréhendé comme un laboratoire de réflexion vestimentaire. «*Nous nous sommes demandé : qu'est-ce que la féminité ? C'est un questionnement perpétuel, une manière*

de lancer de nouvelles discussions», affirme Miuccia Prada. «*Quand on parle de beauté féminine, il est souvent question de restreindre le corps*, estime, de son côté, Raf Simons. *Ici, il est libéré. Comme nos idées : nous ne voulions pas nous limiter avec un récit ou un thème. Nous aimons prendre des risques pour essayer de créer quelque chose de différent.*» Dans l'enceinte de la Fondation Prada, le décor souligne la notion d'étrangeté organisée, avec des échafaudages de chantier installés sur deux étages tapissés d'une élégante moquette aux motifs Art nouveau.

La première silhouette donne le ton : de loin, c'est une charmante petite robe noire portée avec un sac à main et des escarpins. De près, la robe est un peu trop grande pour être vraiment élégante, et

Chez Tod's, des robes fendues très simples sont égayées par des écharpes à franges qui se confondent avec des colliers

décorée de quatre boutons bizarres qui ne ferment rien, disposés en carré sur le torse. Les souliers semblent usés, et un surplus de cuir crée une boursouflure sur le coup de pied.

La suite est à l'avantage : on croit toujours apercevoir la silhouette chic de la grande bourgeoisie italienne, on découvre des tissus froissés ou incrustés de faux plis ; de la fourrure étouffée par un film en plastique transparent ; des jupes retenues par un cordon autour de la taille, comme des bourses ; des boutons surnuméraires et des noeuds aplatis. Quelques pièces très séduisantes, comme un blouson zippé rose pâle, un pantalon marine, qui tombe parfaitement, et une chemise marine aux boutons bijoux, viennent rappeler que Prada ne se limite pas aux concepts, et dispose d'un vrai sens du commerce.

Ian Griffiths, qui travaille chez Max Mara depuis trente-huit ans et à la direction artistique depuis 2009, s'appuie chaque saison sur des figures littéraires ou historiques pour procéder à de légers ajustements dans son vestiaire glamour et élégant. Cette fois-ci, ce sont les sœurs Brontë qui l'ont inspiré. «*Ces femmes ont fait preuve de sang-froid pour gravir l'échelle sociale, jusqu'à ce que leur passion les rattrape*», rappelle le créateur britannique. *Mais comment traduire leur vestiaire de manière contemporaine ? Je ne voulais pas que ça ressemble à un drame en costume diffusé le dimanche soir sur la BBC !*

Motifs géométriques « eighties »

Le designer sexagénaire sait y faire. Il pioche des éléments-clés de la garde-robe du XIX^e siècle qu'il passe à la moulinette Max Mara, c'est-à-dire des matières luxueuses, des silhouettes monochromes, des formes épurées, et y ajoute quelques détails détonnantes. Ainsi, les redingotes se voient adjoindre des doublures matelassées, des manches en cuir ou en peau lainée ; les gilets sont raccourcis, portés sous une veste ou par-dessus un manteau structuré ; les jupes amples sont tricotées dans une maille épaisse et décorées de larges poches plaquées. Et puis, il y a toujours les manteaux signature de la marque, cette fois-ci déclinés en pardessus militaire, en robe de chamb-

bre enveloppante ou en parka luxueuse. Un beau vestiaire clairement inadapté pour parcourir les landes sauvages du Yorkshire, mais parfait pour briller en (bonne) société.

Du côté d'Emporio Armani, rien ne change. Pour sa ligne plus décontractée lancée en 1981, Giorgio Armani, 90 ans, use toujours des mêmes ingrédients : les silhouettes sont fluides, les tissus souples, le noir est une base commune à la plupart des looks, parfois agrémenté de tons irisés, de motifs géométriques *eighties* ou d'un jeu sur les matières. Cette saison, la nouveauté se niche dans le thème des cartes à jouer, qui apparaissent sous forme d'imprimés ou de détails brodés. Quelques silhouettes épurées se détachent de l'ensemble : un costume trois pièces à rayures tennis, un manteau duveteux anthracite ou encore un ample tailleur léopard rappellent que Giorgio Armani n'a certes pas fait évoluer son style depuis plusieurs décennies, mais qu'il est capable d'atteindre l'intemporalité.

«*Je veux revenir à l'essentiel de Tod's, un luxe artisanal, mais tourné vers l'avenir*», affirme, de son côté, Matteo Tamburini, qui, depuis son arrivée au poste de directeur artistique il y a un an, opère un spectaculaire réveil de la marque fondée en 1978. Cette saison, il s'inspire du Pavillon d'art contemporain de Milan, un bâtiment moderniste de l'après-guerre, détruit puis reconstruit après un attentat en 1993. «*Le contraste entre la destruction et le renouvellement est au cœur de la collection*», explique le designer italien, pour qui le défilé n'est pas qu'un choix esthétique, mais une manière d'incarner une «*Italie moderne, sophistiquée*».

La subtilité de ce vestiaire est d'être riche, mais pas ostentatoire : des larges capes bordées de cuir enrobent les manteaux ceinturés en laine épaisse ; des pulls si fluides qu'ils semblent glisser sur la peau comme un liquide sont associés à des jupes où la soie a été tellement peignée qu'elle en devient transparente ; des robes fendues très simples sont égayées par des écharpes à franges qui se confondent avec des colliers... Un langage tactile et visuel propre à Matteo Tamburini que Tod's serait bien inspiré de garder longtemps. La constance, parfois, a du bon. ■

ELVIRE VON BARDELEBEN

Le retour du style sexy et bling-bling des années 2000

DEPUIS ENVIRON un an et demi, le luxe discret, chic et indémodable s'est imposé sur les podiums, et en boutique. Dans le cadre de la fashion week milanaise qui se déroule jusqu'au 3 mars, la plupart des marques restent fidèles à ce credo. Mais quelques-unes font aussi de la résistance.

Dsquared2 a mis le paquet pour célébrer ses 30 ans. Dans un vaste espace d'exposition, la marque canadienne a recréé une petite ville nord-américaine, avec des immeubles en briques alignés le long d'une Fashion Avenue et des voitures de collection pour déposer les mannequins au pied du podium. La première à sortir d'un fourgon blindé est la rappeuse DoeChii, corsetée dans une micro-parka et vêtue d'un short aussi court que la ceinture qui le retient, d'où s'échappent des liasses de dollars à l'effigie des frères Caten, les fondateurs de Dsquared2.

Sexy, colorée et bling-bling, la collection est riche en robes fendues des épaules aux pieds, de tee-shirts qui laissent le ventre à l'air, de jeans à la taille descendue au niveau des genoux, de fourrures qui traînent par terre, de combinaisons lamées ressemblant à la discothèque new-yorkaise

Studio 54, etc. Les mannequins prennent des poses et dansent, encouragées par une foule de figurants venus peupler la cité en carton. Le propos stylistique n'est pas transcendant, mais l'ambiance festive est réjouissante.

Pantalons en cuir lacés sur le côté
La mise en scène est tout aussi monumentale chez Diesel, où le designer Glenn Martens a mandaté 7000 graffeurs pour ornementer une sculpture géante évoquant des poupées gonflables enchevêtrées. «*J'adore l'idée que des milliers de personnes du monde entier se soient réunies pour réaliser le décor. On leur a donné carte blanche pour qu'elles s'expriment librement, dans l'esprit démocratique qui caractérise Diesel*», affirme le créateur belge. Certains graffiti sont plus politiques que d'autres : «*Golfe du Mexique*» compte plusieurs occurrences, tout comme les messages de soutien à la communauté LGBT.

Les mannequins affublés de lentilles de contact qui leur donnent des airs de zombie sont fidèles au style sexy trash qui caractérise Diesel, avec son contingent de jeans qui montrent la raie des fesses et de jupes remontant au-dessus de la culotte.

Mais cette fois, il se double d'un travail sur des tailleur en laine à motif pied-de-coq évoquant plutôt un style bourgeois, que Glenn Martens malmenne, déconstruit et effiloche. Comme souvent, l'effort porté sur les matières et les proportions fait tout l'intérêt du défilé.

Du neuf du côté de Blumarine. Après quelques saisons d'errance, la marque italienne fondée en 1977 a recruté le Géorgien David Koma pour raviver son esthétique boudoir kitsch. Et, dans le genre, c'est plutôt bien fait : des robes en dentelle 100 % transparentes côtoient des nuisettes fleuries bordées de fourrure, des pantalons en cuir lacés sur le côté sont ornés de grosses ceintures métalliques, et des culottes (portées sans rien au-dessus) scintillent grâce à leur papillon strassé apposé sur le pubis.

Certains looks sont plus subtils, à l'instar d'une robe de cocktail immaculée un peu BCBG. Quand on la regarde de près, on se rend compte que le bustier est si échancré qu'il laisse entrevoir la naissance des tétons. Pour ceux qui pensaient que le style années 2000 était passé de mode : Milan ne l'entend pas ainsi ! ■

E. V. B.

L'ÉCONOMIE DE LA « TRONÇONNEUSE »

Tailler hardiment dans les dépenses publiques revient à la mode. En Argentine, plus d'un an après l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, quel est le bilan de sa politique ? Et où vont mener les coupes brutales engagées par le tandem Trump-Musk ?

Vera Chiodi En Argentine, un traitement de choc, mais après ?

Javier Milei a réussi à réduire l'inflation et à rétablir l'équilibre budgétaire. Mais comment éviter une stagnation prolongée, une pauvreté persistante, un chômage croissant ?, s'interroge l'économiste

Le contexte

Au secours, l'austérité revient ! Que ce soit en Argentine, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou en France, l'heure est au serrage de vis. Les raisons invoquées ne sont pas toujours les mêmes : en Argentine, Javier Milei veut mettre un coup d'arrêt à vingt ans d'excès inflationnistes, en agitant une tronçonneuse ; aux Etats-Unis, Donald Trump et Elon Musk entendent réduire la taille de l'Etat fédéral, qu'ils considèrent comme une bureaucratie nocive ; en France, François Bayrou s'efforce de mettre un terme à la dérive de la dette publique. Mais l'histoire a montré que les cures d'austérité, parce qu'elles minent la croissance et abîment le tissu social, n'atteignent pas toujours leurs objectifs. Selon une étude du FMI de 2023, seul un plan d'économies sur deux parvient à réduire le taux d'endettement des Etats.

Plus d'un an après l'arrivée de Javier Milei au pouvoir en Argentine, l'ajustement budgétaire qu'il a imposé est d'une ampleur inédite : coupes massives dans les dépenses publiques, réduction des transferts aux provinces, licenciements dans la fonction publique, réduction des retraites et des investissements dans les infrastructures, l'éducation et la santé, ainsi que des subventions à la consommation d'énergie pour les ménages et les entreprises. L'objectif était clair : restaurer la solvabilité de l'Etat et enrayer une spirale inflationniste qui dépassait 200 % en 2023. Cette stratégie s'inscrit non seulement dans une logique économique, mais également politique, Javier Milei ayant construit une partie de son discours autour de l'idée d'une victoire contre la «caste politique» qu'il considère comme responsable des difficultés du pays, lui qui se voit comme un outsider. Dans un paysage politique marqué par l'effondrement des partis traditionnels, par l'absence d'une opposition structurée et par l'héritage d'un lourd passé économique, Milei apparaît, pour une large partie de la population, comme la seule option possible.

Gilles Richard

« Faire des économies », mantra des gouvernements français

Derrière les dénonciations de l'« étatisme », des « charges » et de la « bureaucratie » se cache une même volonté : déconstruire la République sociale, raconte l'historien des droites

A la tronçonneuse, les gouvernements français préfèrent la hache, depuis la commission du même nom créée par le gouvernement Daladier en 1938. Pour réduire le déficit budgétaire, « faire des économies » est devenu le mantra des gouvernements de Barre (1976-1981) à Bayrou. Attachée aux services publics, la société a freiné les plans gouvernementaux, mais sans les stopper : 20 % des actifs travaillaient en 1985 dans la fonction publique (une masse salariale représentant 13,5 % du PIB) ; ils sont 18 % aujourd'hui (12 % du PIB), dont un quart de contractuels et précaires.

Les plans d'économies se sont enchaînés, mais l'endettement de l'Etat n'en a pas moins explosé, passant en quarante ans de 30 % à 110 % du PIB. Car la contribution des plus riches – pas celle des autres – au budget de la nation n'a cessé, par paliers, de fondre, tandis que les réductions de « charges », les subventions et les crédits d'impôt n'ont cessé de se multiplier en faveur des entreprises, surtout les grandes.

Trois exemples : en 1993, le gouvernement Balladur ramène l'impôt sur les bénéfices à 33 % (25 % en 2024) au lieu des 50 % fixés à la Libération – un taux qui n'avait pourtant pas empêché les « trente glorieuses » ; en 2012, le gouvernement Ayrault crée le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ; en 2019, celui-ci est remplacé par une réduction globale des co-

tisations sociales de 100 milliards d'euros. Privatisation d'activités de service public et réduction de la fiscalité sur les entreprises, tels sont les deux traits dominants des politiques économiques, à quoi s'est ajoutée l'injonction à respecter les « critères de Maastricht ».

« Étatisme », « charges », « fiscalisme », « bureaucratie »... Ces mots sont à double fond. Ainsi de la « simplification administrative », à la mode aujourd'hui, qui semble relever du bon sens mais sert surtout à contester les règles de protection sociale et environnementale. En politique, le vocabulaire est rarement transparent. D'où l'importance de comprendre l'origine du projet de société que porte la famille politique néolibérale, au pouvoir presque sans discontinuer depuis le septennat giscardien.

Pendant la Grande Guerre, puis dans le contexte de la Grande Dépression, on assista, chez les dé-

fenseurs du capitalisme, à une remise en question des conceptions dominantes depuis le XIX^e siècle. En France, une fraction des classes dirigeantes, sous l'aiguillon des « patrons-ingénieurs » (passés par Polytechnique ou Centrale), comprit que le laissez-faire des libéraux classiques était devenu inadapté à une économie capitaliste non seulement de plus en plus complexe, mais aussi en crise et contestée.

Acharnement néolibéral

Le rôle de l'Etat dans la vie économique devait donc être repensé de fond en comble. Cantonné jusqu'à là aux douanes, à la monnaie et à la répression des grèves, il devait désormais, en étroite liaison avec les milieux d'affaires, devenir le garant des règles du « marché ». Ces « modernisateurs » tinrent colloque à Paris, en août 1938, autour de Walter Lippmann – y participèrent les jeunes Raymond Aron et Robert Marjolin –, et commencèrent à théoriser ce « néolibéralisme » naissant. Divisés face à Vichy, ils se retrouvèrent tous unis à la Libération autour de Jean Monnet, dont le Plan d'équipement et de modernisation devait organiser la reconstruction du pays et le faire entrer dans la société de consommation afin d'éteindre, à terme, la lutte des classes.

Ce nouveau rôle dévolu à l'Etat ne fit que renforcer la nécessité de le contrôler. Or depuis la Grande Guerre, où son interven-

tion massive dans l'économie avait débuté, les gauches s'étaient renforcées dans une société de plus en plus industrialisée et urbanisée. Au printemps 1936, la première grève générale, la percée électorale du PCF et, première fois dans l'histoire du pays, l'entrée d'un socialiste à Matignon provoquèrent un choc considérable : salaires augmentés de 15 %, temps de travail diminué d'autant et deux semaines de congés payés. Face à la République libérale, la construction de la République sociale, dont rêvait le mouvement ouvrier depuis trente ans, commençait enfin. La riposte des classes dirigeantes fut massive, mais le chantier redémarra à la Libération et continua d'avancer, par à-coups, jusqu'au « tournant de la rigueur » de 1982.

On comprend l'acharnement des néolibéraux à déconstruire la République sociale. En 2007, Denis Kessler, vice-président du patronat, l'exprima sans fard dans le magazine *Challenges* : « Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement [Fillon] peuvent donner une impression de patchwork (...) : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, réforme de la Sécurité sociale, partarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. » Une autre façon, pour paraphraser Georges Perec, de faire « l'Historie avec une grande Hache ». ■

Gilles Richard est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Rennes-II. Président de la Société française d'histoire politique, il a écrit « Histoire des droites en France. De 1815 à nos jours » (Perrin, 2017)



LA CHRONIQUE DE PATRICK ARTUS

La France plombée par sa faible production

En 2025, le déficit budgétaire de l'Allemagne sera de l'ordre de 2 % du PIB, celui de l'Espagne de 2,6 % du PIB et celui de l'Italie de 3,4 % du PIB, selon les dernières prévisions de la Commission européenne. Pour ce qui est de la France, celle-ci prévoit un déficit public de 5,3 % du PIB (proche de l'objectif de 5,4 % du PIB que s'est fixé le gouvernement, en baisse de 0,7 point de PIB par rapport à 2024).

Le déficit public prévu en France sera donc de près de 3 points de PIB supérieur à celui de la moyenne des autres grands pays européens. Et ce résultat ne sera obtenu qu'au prix de 50 milliards d'euros (1,9 % du PIB) de réduction des dépenses publiques ou de hausse des impôts, sur les personnes à revenu élevé, dont le taux d'imposition est très bas, et sur les grandes entreprises. On peut craindre que cette stratégie budgétaire conduise à un freinage important de la croissance.

Normalement, on évalue le « multiplicateur » budgétaire (l'effet sur le PIB d'une variation du déficit public) à 0,7 environ. Appliquée à une baisse du déficit de 0,7 point de PIB, ce multiplicateur impliquerait une perte de croissance de près de 0,5 point de PIB ($0,7 \times 0,7$ point). Et cette perte de croissance induite par la rigueur budgétaire risque de se prolonger sur plusieurs années, car il est prévu de réduire le déficit public jusqu'à atteindre le niveau (environ 2 % du PIB) qui permet de stabiliser le taux d'endettement public. On voit bien la difficulté de cette politique : la faiblesse de la croissance rend difficile la réduction du déficit public et la réduction du déficit affaiblit la croissance.

En réalité, la France souffre essentiellement de la faiblesse de son niveau de production, de son niveau de PIB. D'une part, alors que la productivité du travail augmentait de 1 % par an de 2002 à 2018, une rupture est brutalement apparue : de 2019 à la fin de 2024, elle a reculé de près de 4 %. Si le rythme antérieur de progression de la productivité s'était maintenu, le PIB serait aujourd'hui de 9 % supérieur à ce qu'il est ; et si la productivité en France avait simplement évolué au même rythme que dans les autres pays de la zone euro, le PIB serait aujourd'hui supérieur de 5 % à ce qu'il est.

Dépenser davantage

Le second problème de la France est la faiblesse de son taux d'emploi. Alors qu'il était identique à celui de l'Allemagne en 2002, à hauteur de 66 % pour les 15-64 ans, il n'est aujourd'hui que de 69 %, alors que celui de l'Allemagne est passé à 78 %. Si le taux d'emploi de la France avait connu la même hausse que celui de l'Allemagne, le niveau de l'emploi en France serait aujourd'hui supérieur de 13 % à ce qu'il est effectivement, et le PIB serait supérieur d'environ 10 %. On sait qu'en France la faiblesse du taux d'emploi touche à la fois les jeunes (56,5 % des 20-24 ans ont un emploi, le taux de chômage des 15-24 ans étant de 19,7 % au troisième trimestre 2024, contre 6,5 % en Allemagne) et les sexagénaires (40 % des 60-64 ans ont un emploi en France contre 63 % en Allemagne).

Si on cumule les deux causes de faiblesse du niveau du PIB (le recul de la productivité, la faiblesse du taux d'emploi), on voit qu'on arrive à une perte de PIB de 15 % pour la France par rapport à l'Allemagne. Corriger cette perte conduirait à un supplément de recettes fiscales de l'ordre de 7 points de PIB. Mais comment redresser la productivité et le taux d'emploi ?

On sait qu'il y a une corrélation forte entre les dépenses de recherche-développement (R&D), en particulier de celles des entreprises, et les gains de productivité ; or les dépenses de R&D des entreprises françaises ne sont que de 1,4 % du PIB, contre 2 % en Allemagne et 2,8 % aux Etats-Unis. Les PME n'effectuent que 21 % de la dépense de R&D en France, alors qu'elles représentent 30 % de l'emploi. Cette analyse est confirmée par les données du Global Innovation Index (publié par la World Intellectual Property Organization), qui classe la France au 12^e rang des pays les plus innovants, derrière la Suisse, la Suède, les Etats-Unis, Singapour, le Royaume-Uni, la Corée du Sud, la Finlande, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark et la Chine.

De son côté, la faiblesse du taux d'emploi en France peut être d'abord expliquée par le faible niveau de compétences des adultes. L'enquête du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de 2023, dont les résultats viennent d'être publiés par l'OCDE, montre que les adultes français (16-65 ans) ont un niveau en compréhension de texte, en mathématiques et en résolution de problèmes nettement inférieur à la moyenne des 23 pays de l'OCDE (la France se classe troisième... en partant du bas) ; de plus, dans ces matières, les adultes qui ont un haut niveau sont moins nombreux en pourcentage de la population adulte que dans la moyenne des pays de l'OCDE.

La France a aussi un problème avec les compétences des jeunes, révélé par l'enquête PISA de l'OCDE de 2022. Si le score des jeunes Français (en mathématiques, en lecture, en sciences) est proche de la moyenne des pays analysés, il est très faible par rapport aux pays d'Asie (Singapour, Japon, Corée), aux pays d'Europe du Nord (Danemark, Suède, Finlande, Pays-Bas, Allemagne, Belgique), à la Suisse, au Canada, au Royaume-Uni, aux pays d'Europe centrale, à l'Australie. Il y a aussi une corrélation claire entre le niveau des compétences des adultes et des jeunes et le taux d'emploi.

Au total, une stratégie de réduction du déficit public qui serait basée sur des hausses d'impôts et des baisses de dépenses publiques et qui ne s'attaquerait pas aux causes de la faiblesse du niveau de PIB en France serait peu efficace et appauvrissante. La priorité doit être, d'une part, l'accroissement des dépenses de R&D des entreprises et le développement de l'innovation et d'autre part, l'amélioration des compétences des jeunes et des adultes. Il faudrait peut-être dépenser davantage d'argent public (en dépenses d'éducation, de formation professionnelle, en soutien aux entreprises innovantes) avant de pouvoir réduire le déficit public grâce à un niveau de production plus élevé. ■

Christophe Blot Elon Musk, sabre au clair

Alors qu'il est nécessaire de réduire le déficit public américain, l'offensive lancée contre l'Etat fédéral relève davantage de la posture idéologique que du souci de bonne gestion, estime l'économiste

Quelques semaines avant son investiture, Donald Trump nommait Elon Musk à la tête du DOGE, le département de l'efficacité gouvernementale, chargé de faire des propositions pour réduire la taille de l'Etat fédéral. Dès novembre 2024, Musk annonçait un objectif de 2 000 milliards de dollars (1904 milliards d'euros) d'économies, soit un tiers du budget fédéral (hors dépenses liées aux intérêts). Même si les ambitions ont été revues à la baisse – Musk déclarant que la moitié serait déjà une bonne cible –, le ton était donné. Les annonces récentes de fermetures d'agences gouvernementales et l'incitation à la démission envoyée aux employés fédéraux ne sont donc pas une surprise. Plus que celle de la crédibilité de ces annonces se pose la question de leurs implications budgétaires, mais aussi de la nécessité de réduire le déficit budgétaire de l'Etat fédéral, qui s'est établi à 6,4 % du PIB à l'issue de l'exercice 2024.

Pour comprendre les enjeux du débat, il est important de rappeler quelques chiffres sur le budget de l'Etat fédéral. En 2024, les dépenses s'élevaient à 5 870 milliards de dollars (20 % du PIB), auxquels il faut ajouter 880 milliards de paiements d'intérêts nets. Une part importante (4 060 milliards) est constituée de dépenses

dites obligatoires, puisqu'il s'agit de transferts vers les ménages liés au système social et de santé. Les réduire supposerait une modification des lois fixant les critères d'éligibilité. Or Donald Trump s'est engagé pendant la campagne à ne pas réduire les dépenses de « sécurité sociale » ou celles liées au programme de santé Medicare, qui représentent 2 500 milliards de dollars. Reste les autres dépenses obligatoires : les programmes en faveur des vétérans, l'aide alimentaire, l'aide à l'enfance, les retraites des fonctionnaires fédéraux et des militaires...

En effet, il sera impossible pour Elon Musk de concentrer les coupes budgétaires sur la partie discrétionnaire des dépenses, qui s'élève à 1 810 milliards de dollars et dont près de 50 % sont des dépenses militaires. Le secrétaire d'Etat à la défense a récemment ordonné un plan de réduction des dépenses à hauteur de 8 % du budget, soit une économie budgétaire de 75 milliards de dollars, mais l'argent économisé pourrait être réorienté vers les nouvelles priorités de défense de Donald Trump. On est donc encore loin des objectifs affichés.

Mesures encore plus radicales

Autre levier actionné par Musk : la réduction du nombre d'employés fédéraux, qui ont été incités à démissionner. Au 12 février, 75 000 fonctionnaires sur 2,4 millions auraient accepté la proposition. Là encore, les économies envisageables sont modestes. Même si Musk atteint son objectif de pousser à la démission 10 % des employés, l'économie ne dépasserait pas 30 milliards.

Une baisse de 1 000 milliards des dépenses publiques réduirait leur poids dans le PIB de 3,4 points, un effort inédit depuis l'après-guerre. Jusqu'ici, les mesures envisagées semblent loin de permettre de tenir les objectifs annoncés. Si Donald Trump et Elon Musk ne renoncent pas à leur cible, ils devront prendre des décisions plus radicales encore : remise en

cause de transferts sociaux ou coupes massives dans les dépenses discrétionnaires, y compris la défense ou la sécurité.

Au-delà des méthodes brutales d'Elon Musk, la question des déficits et de la hausse de la dette publique américaine mérite d'être posée. Malgré un contexte macroéconomique plus favorable qu'en zone euro, la politique budgétaire américaine est restée expansive : Joe Biden a continué de soutenir l'activité, malgré les tensions inflationnistes que cette politique risquait d'accentuer. Depuis 2007, la dette publique a augmenté de plus de 60 points de PIB (contre 40 points pour celle de la France). Selon les projections officielles les plus récentes, ne tenant pas compte des mesures envisagées par Donald Trump, la dette augmenterait encore de 20 points de PIB d'ici à 2035, nourrie par des déficits budgétaires annuels systématiquement supérieurs à 5 % du PIB.

L'offensive contre l'Etat fédéral relève sans aucun doute davantage de la posture idéologique que du souci de bonne gestion des finances publiques. Lors de son premier mandat, Trump avait creusé le déficit en allégeant les impôts. Aujourd'hui, il persiste dans cette voie, avec une réduction de la pression fiscale qui profiterait de nouveau principalement aux ménages les plus aisés. Quant aux plus modestes, ils risquent de faire les frais tant de la cure d'austérité envisagée (si le gouvernement décide de s'attaquer aux dépenses sociales) que de l'augmentation des prix (si le gouvernement déclenche la hausse des droits de douane qu'il a annoncée). ■

Christophe Blot est directeur adjoint de l'Observatoire français des conjonctures économiques

Nous, Français juifs, n'avons rencontré que le silence, le déni ou l'indifférence de la gauche extrême face à l'antisémitisme

L'explosion antisémite que traverse notre pays ne trouble pas ceux qui, d'ordinaire, s'insurgent contre le racisme, dénonce un collectif de personnalités, parmi lesquelles la sociologue Eva Illouz ou l'historienne Annette Wieviorka

Nous, juifs aux sensibilités politiques diverses, mais tous issus de la grande famille de la gauche, voulons exprimer notre désarroi et notre indignation face à un antisémitisme qui prospère, et ce, parmi ceux qui, hier, étaient ou auraient pu être nos alliés.

Nous sommes affolés de voir nos amis et nos familles avoir peur pour leurs enfants quand ceux-ci sont insultés ou menacés à l'école. Sidérés de voir que beaucoup n'osent plus s'exprimer lors d'échanges avec leurs collègues, ou en arrivent même à cacher leur judéité sur leur lieu de travail. Devant les croix gammées, les graffitis antisémites tagués sur nos vitrines ou boîtes aux lettres, nous n'avons rencontré que le silence, le déni ou l'indifférence de la gauche extrême. Les sévices contre les civils et les otages israéliens n'ont pas semblé émouvoir cette même gauche, qui fait pourtant profession de foi de défendre l'humanité.

Nous sommes abasourdis que l'explosion antisémite que traverse notre pays depuis le 7 octobre 2023 (1570 actes avec dépôt de plainte l'an passé, soit plus de quatre par jour) ne trouble pas ceux qui, d'ordinaire, s'insurgent contre le racisme. Depuis l'assassinat d'Ilan Halimi, en 2006, et des enfants de l'école Ozar

Hatorah de Toulouse, en 2012, nous savons que l'antisémitisme tue en France. Nous nous étions habitués à voir les réseaux sociaux devenir des égouts de la haine antijuive, nous nous étions résignés aux blagues nauséabondes qui passent pour de l'humour. Mais rien ne nous avait préparés, nous, juifs de gauche, à la désertion affichée des intellectuels et des penseurs bardés de bonne conscience et de vertu, qui, au lieu de se battre avec nous pour la paix, nous ont isolés et stigmatisés, n'examinant pas les présupposés de leurs raccourcis et amalgames. Le mot «sioniste» est devenu une insulte. Seuls les juifs «antisionistes» sont désormais pardonnés d'être juifs. Un peu comme dans l'Europe médiévale, où l'on demandait aux juifs d'abjurer leur foi pour être acceptés.

Exprimer ces propos n'est même plus audible, puisque toute accusation d'antisémitisme est devenue, par principe, suspecte. Nous sommes désormais la seule minorité qui, si elle exprime son sentiment d'exclusion et proteste contre sa stigmatisation, est accusée en retour d'instrumentaliser sa souffrance; nous sommes la seule minorité ignorée ou ridiculisée par la mouvance politique censée défendre les exclus. Il ne s'agit pas ici

de commenter les agissements du gouvernement israélien d'extrême droite, que nous condamnons tous. Mais on ne peut que se demander si faire d'Israël un Etat paria n'est pas le substitut contemporain de la familière et ancienne mise au ban des juifs en tant que peuple paria.

Comment une partie de la gauche en est-elle venue à délégitimer le seul Etat juif du monde? L'après-guerre a vu bien des frontières redessinées, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Israël a fait partie de ce vaste mouvement et a vu le jour dans la légalité internationale, sur un territoire moins grand que la Bretagne. Ce lopin de terre était le seul refuge pour des réfugiés de la Shoah et des réfugiés de pays arabes qui espéraient, en rejoignant les quelque 500 000 juifs qui y vivaient déjà, pouvoir enfin bâtir un avenir sans

menace ni pogrom. Délégitimer Israël, c'est nier à ces réfugiés et à leurs descendants le droit de vivre. Confondre Israël avec ses implantations illégales, c'est faire des juifs, de tous les juifs, encore une fois, les grands coupables de l'histoire.

Vertu simpliste

Nous sommes sidérés que les progressistes, qui dénoncent le nombre terrifiant de morts et de blessés civils à Gaza, nombre qui nous accable autant qu'eux, oublient de dénoncer le Hamas. Nous pouvons à la fois exprimer notre consternation devant la destruction de Gaza et voir le Hamas pour ce qu'il est: un mouvement terroriste. Un mouvement qui tolère le viol comme arme de guerre, qui fait de la prise d'otages, y compris de tout-petits et de vieillards, un fait de gloire, qui filme ses exactions terroristes comme autant d'actes héroïques, et qui, à Gaza même, torture, tue ses opposants, soumet les femmes à sa férule, condamne à la mort les homosexuels.

Ce même mouvement a déclaré à de nombreuses reprises ses intentions exterminatrices vis-à-vis des juifs et des Israéliens. Nous sommes dans la sidération que de soi-disant professeurs qui occupent des chaires prestigieuses minimisent ou ignorent la nature du Hamas. Ou que d'autres affirment, comme cet ancien président de Médecins sans frontières à l'occasion du 80^e anniversaire de la découverte d'Auschwitz, que «la mémoire d'Auschwitz apparaît comme une espèce de crachat à la figure des Palestiniens»...

Disons-le clairement: cette gauche-là ne veut pas la paix. Elle se nourrit des haines et alimente la haine, elle fomente les

rejets et les clivages, fière de sa vertu simpliste et de sa lecture univoque d'une histoire complexe. Cette gauche ne sait plus questionner le réel et ne peut plus donner de réponses à ses bouleversements. Devant les intolérables menaces trumperies de nettoyage ethnique des Gazaouis, cette gauche-là n'a aucun espoir ou solution à offrir, elle ne peut que cultiver l'hostilité de deux peuples au lieu de les aider à surmonter la radicalisation de toutes les positions. Sous le couvert d'*«antisionisme»*, elle alimente l'antisémitisme et accélère sous nos yeux le triomphe mortifère des extrêmes.

Les juifs se trouvent, encore une fois, au cœur de la crise de la République et de ses valeurs universelles. Ils n'ont pas voulu occuper ce rôle, mais force est de constater qu'au travers de la question juive se joue à nouveau l'avenir moral et politique de notre société. ■

**SOUS LE COUVERT
D'«ANTISIONISME»,
 CETTE GAUCHE-LÀ
 ALIMENTE
 L'ANTISÉMITISME ET
 ACCÉLÈRE SOUS NOS
 YEUX LE TRIOMPHE
 MORTIFÈRE
 DES EXTRÊMES**

Premiers signataires : Christine Angot, autrice, cinéaste; Eric Bentzakri, scénariste; Daniel Cohn-Bendit, ancien député européen; Agnès Desarthe, autrice; Michel Hazanavicius, réalisateur, producteur, acteur; Eva Illouz, sociologue; Liana Levi, éditrice; Judith Lyon-Caen, historienne; Ariane Mnouchkine, metteuse en scène et directrice du Théâtre du Soleil; David Teboul, cinéaste, écrivain; Annette Wieviorka, historienne. Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](#)



Martine Drozdz Ce que la fermeture du dernier Macumba raconte de l'héritage des « trente glorieuses »

Avec leurs restaurants, leurs salles de cinéma et leurs pistes de danse XXL, ces boîtes de nuit étaient le produit d'un urbanisme qui façonnait le territoire autour de l'adage «plus vite, plus grand, en série», explique la géographe

Le 23 février, le dernier Macumba de France a fermé ses portes à Englos, en banlieue de Lille. L'événement pourrait paraître anecdotique, tant l'économie locale de la fête est en crise de longue date – plus de 2 000 discothèques ont fermé depuis les années 1980, selon une étude de la Sacem publiée en 2014 – mais il ne passe pas inaperçu. L'émoi suscité par cette disparition est parfois l'expression d'un regard ironique. Il célèbre aussi, non sans une pointe de nostalgie, «la fin d'une époque», mais la fermeture de ce symbole des «trente glorieuses» est surtout l'occasion de réfléchir à une période dont le souvenir continue de hanter nos imaginaires politiques et géographiques.

Essayons de comprendre ce qui se joue (et s'évite) dans la célébration de ce haut lieu des «temps nouveaux», comme nous y invite l'historien Vincent Martigny dans l'ouvrage collectif qu'il a récemment dirigé (*Les Temps nouveaux. En finir avec la nostalgie des «trente glorieuses»*, Seuil, 256 p., 21 €). Avec leurs plafonds suspendus, leur mobilier en plastique moulé et leurs déluges d'effets lumineux, les Macumba sont une incarnation du kitsch du XX^e siècle, au sens que lui a donné l'écrivain Milan Kundera: à la fois la célébration d'une réalité unidimensionnelle, idéalisée, et la négation de ce qui, dans cette réalité, la rend inacceptable. Comme pour le mythe des «trente glorieuses», le récit qui accompagne la fermeture des Macumba tend à occulter ce qui,

dans l'histoire de ces lieux et de leur disparition, témoigne des difficultés à affronter les héritages ambivalents de ce passé.

En 1973, l'ouverture de ces établissements, à Mérignac d'abord puis à Englos deux ans plus tard, vient éclairer une nuit périurbaine où les équipements de loisirs ne sont pas nombreux. Les Zénith n'existent pas encore, le premier multiplex n'a pas été inauguré, et les Macumba, avec leurs restaurants, leurs salles de cinéma et leurs pistes de danse XXL créent l'événement pour les habitants des nouveaux quartiers pavillonnaires en mal de bals populaires.

L'ambivalence de la période

Les Macumba sont aussi le produit d'un urbanisme qui façonne le territoire autour de l'adage «plus vite, plus grand, en série». Ces boîtes de nuit détonnent par leur taille inédite: franchisées, elles seront reproduites par l'architecte bordelais à l'origine du concept, Michel Pétuaud-Létang. Représentant la France à la Triennale de Milan de 1968, son

travail s'inscrit directement dans l'histoire de l'industrialisation et ses limites, sur lesquelles il s'est interrogé dans l'ouvrage *La ville est morte, vive les villes. Ou comment éviter de disparaître en 2050* (Aditions, 2021).

La création des Macumba s'ancre ainsi dans l'ambivalence de

cette période: d'un côté, l'idéal progressiste d'un accès universel aux biens et aux services comme la culture, la santé, le logement – le sociologue Renaud Epstein, à travers sa collection de cartes postales de grands ensembles, a montré l'extraordinaire espoir qui y était associé (*On est bien arrivé*, Le Nouvel Attila, 2022) –, de l'autre, l'expansion d'une société de consommation où se multiplient sans beaucoup d'entraves des zones commerciales et des hypermarchés qui s'étendent le long des autoroutes, formant ce que l'urbaniste David Mangin a décrété comme *La Ville franchisée* (La Villette, 2004).

La disparition des Macumba signifie-t-elle seulement, comme l'écrit Jérémie Peltier dans *La fête est finie?* (L'Observatoire, 2021), une désaffection profonde pour les discothèques? Aujourd'hui, la fête en club est en effet fortement concurrencée par des pratiques qui valorisent le confort de l'entre-soi (la fête chez soi) et les applis qui permettent de ne plus attendre le week-end pour faire des rencontres.

Mais il faut aussi penser la disparition des Macumba comme le signe de l'émergence d'un nouveau marché de la fête, à l'échelle internationale, soutenu par l'émergence d'une offre de transport low-cost: s'invente, depuis les années 1980, une fête à très forte empreinte carbone constituée de nouvelles scènes temporaires ou pérennes qui concurrencent les discothèques locales – festivals technos sur les littoraux et les îles méditerranéennes (le modèle «baléarique») ou clubs qui investissent d'anciennes usines à Manchester, Londres et Berlin pour offrir une expérience postdisco en résonance avec le déclin industriel des années 1980.

L'émotion – bien légitime – que suscite la disparition du dernier Macumba de France, est l'occasion de réfléchir à un aspect des «trente glorieuses» dont on ne traite souvent qu'à la margie: les géographies dont nous héritons, avec ses Macumba mais aussi ses tours de bureaux vacantes, ses zones commerciales en friche et ses entrepôts qui grossissent de

manière démesurée, dans un double mouvement de rétraction de la vie périurbaine et d'expansion d'une «expérience utilisateur» de plus en plus individualisée, ciblée, qui façonne au quotidien les comportements des travailleurs, des consommateurs et des habitants.

Les Macumba sont non seulement une figure des années disco qu'on ne cesse de réenchanter, mais aussi un levier qui nous permet de penser les héritages et les impasses de l'urbanisme des «trente glorieuses». Charge à nous d'en proposer des dépassements possibles. ■



IL FAUT AUSSI PENSER LA DISPARITION DES MACUMBA COMME LE SIGNE DE L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU MARCHÉ DE LA FÊTE, À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Martine Drozdz, chercheuse au CNRS et à la Maison française d'Oxford, a dirigé, avec le géographe Fabrice Argounès et le romancier Michel Bussi, «*Nos lieux communs. Une géographie du monde contemporain*» (Fayard, 2024)



HUMANITÉS | CHRONIQUE
PAR PHILIPPE BERNARD

Trump au-delà du point Godwin

Dans *Le Complot contre l'Amérique*, Philip Roth imagine qu'à l'élection présidentielle de 1940 les Américains envoient à la Maison Blanche non pas Franklin D. Roosevelt, mais Charles Lindbergh, aviateur adulé mais isolationniste, raciste et antisémite notoire. Tout en affirmant avoir écrit «sur le cauchemar auquel l'Amérique avait échappé à l'époque», l'écrivain américain admettait, en 2006, dans *Le Monde*, lors de la parution du livre en France, que «même [les Américains], libres citoyens d'une République puissante et armée jusqu'aux dents, peuvent tomber dans l'embuscade de cet imprévisible qu'est l'histoire». Porté par le courant opposé à la guerre en Europe, le président Lindbergh de son roman s'empresse de signer un pacte de non-agression avec Hitler.

Le 24 février, à l'Assemblée générale de l'ONU, les Etats-Unis ont uni leur voix à celle de la Russie de Vladimir Poutine pour s'opposer à une résolution qualifiant Moscou d'agresseur dans le conflit en Ukraine. Quelques jours auparavant, Donald Trump s'était chaleureusement entretenu au téléphone avec son homologue russe recherché pour crimes de guerre, avant que son vice-président, J. D. Vance, lors la Conférence de Munich sur la sécurité, acte la rupture de l'alliance avec les Européens scellée en 1945 dans la victoire contre le nazisme. «Un discours fasciste et anti-européen», commentait dans *Le Monde* un diplomate présent. Quelques semaines de la présidence Trump ont suffi pour donner au cauchemar de l'Amérique virant au fascisme un amer parfum d'actualité.

Fasciste. Le mot, trop souvent dévoyé pour disqualifier toute argumentation (le «point Godwin»), n'est pas nouveau pour qualifier Donald Trump. Robert Paxton, l'historien américain du nazisme, s'est résolu à l'utiliser en octobre 2024. Tout comme John Kelly, son ancien chef de cabinet à la Maison Blanche, qui, peu avant l'élection du 5 novembre 2024, prévoyait un exercice «dictatorial» du pouvoir en cas de victoire.

«Travail de démolition»

Olivier Mannoni, traducteur français de *Mein Kampf*, ne craint pas non plus d'utiliser le même mot. Dans un essai publié avant l'élection de Donald Trump, *Coulée brune. Comment le fascisme inonde notre langue* (Editions Hélène D'Ormesson, 2024), il décrit la façon dont la dégradation du discours et du vocabulaire aux Etats-Unis – mais aussi en France – prépare la levée des barrières morales, l'autoritarisme, la déshumanisation et donc potentiellement le fascisme. «Une langue dont on massacre la syntaxe, la grammaire et l'orthographe ne peut plus être un outil de réflexion rationnelle», écrit-il. *Le langage chaotique d'Hitler dans Mein Kampf, celui de Trump (...) ne sont pas, ou pas seulement, le fruit de [leur] incapacité (...) à formuler une pensée. Ce travail de démolition souterraine ronge le dialogue démocratique (...) et nous prive de nos moyens d'expression et le fait en prétendant nous rendre notre "liberté".*

ACCOLER LES MOTS
«FASCISME»
ET «ÉTATS-UNIS»
RELEVAIT JUSQU'AU
RETOUR DE DONALD
TRUMP DE L'OXYMORE

L'UKRAINE ET L'EUROPE SEULES FACE À LA RUSSIE

ÉDITORIAL



SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

L'hostilité de l'administration américaine a été illustrée par l'agressivité sans précédent du vice-président, J. D. Vance, à l'égard du dirigeant d'un pays démocratique en guerre contre une dictature. Echanges aigres, accusations, menaces, jamais dans l'histoire des Etats-Unis des divergences n'avaient été exposées aussi crûment et aussi publiquement entre deux alliés qui ne cessent de s'éloigner l'un de l'autre. Le départ précipité du président ukrainien de la Maison Blanche, manifestement prié de quitter les lieux par ses hôtes, a indiqué qu'un point de rupture avait été atteint. On voit mal comment cette dernière pourrait désormais être évitée.

Depuis le nouveau tour pris par la diplomatie des Etats-Unis, qui souhaite négocier

directement avec Moscou une issue à cette guerre aux conditions édictées par la Russie, un différend ne cesse de grandir entre Washington et Kiev, qui est soutenu sur ce point par les principaux pays européens. Il s'agit des garanties de sécurité demandées à Washington pour éviter qu'une paix précaire ne se transforme en un simple répit pour la machine de guerre russe, éprouvée par un conflit qu'elle pensait remporter en trois jours, avant de nouvelles offensives destinées à reconstituer ce que Moscou considère comme sa zone d'influence sur le sol européen.

En refusant le moindre engagement sur ce point, M. Trump fait de plus en plus clairement le jeu du Kremlin, dont il reprend déjà, à la virgule près, la vision du conflit en cours, y compris de ses origines, comme l'ont montré, le 24 février, des votes spectaculaires aux Nations unies. Au cours de son premier mandat, de 2017 à 2021, il avait déjà systématiquement épousé les vues du président russe, régulièrement couvert d'éloges. Son alignement sur les dénégations de Moscou à propos d'ingérences avérées dans les élections américaines, lors du sommet de Helsinki, en juillet 2018, avait suscité la consternation, y compris dans les rangs de son parti, devenu depuis totalement muet.

Indignés par la brutalité de MM. Trump et Vance vendredi, les dirigeants européens ont très vite exprimé leur soutien à M. Ze-

lensky, à l'exception notable du premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui a remercié le président américain. Mais l'embuscade tendue au leader ukrainien dans le bureau Oval ne fait que confirmer leurs craintes : la rupture transatlantique est profonde et l'alignement du discours de M. Trump sur celui de M. Poutine laisse présager un renversement d'alliances. L'Europe est désormais seule face à la Russie.

C'est un immense défi, qui va dominer les discussions lorsque ces dirigeants européens se retrouveront, dimanche 2 mars, à Londres, autour du premier ministre britannique, Keir Starmer. Celui-ci les a initialement invités pour leur rendre compte de ses entretiens à la Maison Blanche, jeudi 27 février, trois jours après ceux du président Emmanuel Macron, et tirer les leçons de la nouvelle donne transatlantique. Mais le ton a radicalement changé entre le festival de flatteries auquel s'est livré jeudi M. Trump, visiblement désireux de diviser Britanniques et Européens, et l'humiliation publique du président ukrainien le lendemain.

Pour M. Starmer comme pour M. Macron, l'heure n'est plus à l'offensive de charme pour tenter d'amadouer Washington, qui n'a d'ailleurs guère produit de résultats. Il faut faire bloc, accélérer le calendrier de l'organisation d'une défense européenne forte et préparer les opinions publiques au virage brutal vers un autre monde. ■



International

AVAILABLE
AT YOUR
BEST
LOCAL
BOOKSELLER

→ With The Support Of KD Presse,
And Special Partnerships With Dover Street Market,
Galerie Perrotin, Monocle, Ogaki Bookstore, News & Coffee,
Reading Room, Smith&Son, Tsutaya Bookstore And More.
→ Purchase online at lemonde.fr/boutique*

* La touche française. Disponible dans votre meilleure librairie. Avec le soutien de KD Presse, et des partenariats spéciaux avec Dover Street Market, la Galerie Perrotin, Monocle, la librairie Ogaki, News & Coffee, Reading Room, Smith&Son, la librairie Tsutaya et bien d'autres. Achat en ligne sur lemonde.fr/boutique

XX
BARCELONA
BEIJING
BERLIN
BRUSSELS
CHICAGO
HAMBURG
HONG KONG
KYOTO
LOS ANGELES
LONDON
MADRID
MILAN
NYC
PARIS
SEOUL
SHANGHAI
SINGAPORE
TAIWAN
TOKYO
ZURICH

Le Monde



TOD'S

TODS.COM

l'époque

Le Monde

Pour lutter contre le mal-logement et gagner en indépendance, les femmes se réapproprient les savoirs de la construction et investissent les chantiers

ENQUÊTE

Les vertus des VIS

2

5

SPECTACLES Troupes de champs

Dans les communes rurales de l'ouest de la France, le théâtre amateur attire en masse et déride les foules

6

AU BESTIAIRE ! Les bêtes zarbis de l'IA

Les images d'animaux fantaisistes générées par l'intelligence artificielle altèrent notre perception du vivant

7

FIGURE(S) Raphaël Ruegger

Le conseiller municipal de 24 ans a créé la Fédération des trucs qui marchent pour populariser les meilleures initiatives locales



Dans le cadre d'une intervention chez un particulier, à Paris 18^e, le 20 février, l'électricienne Léa Haurie-Hontas, alias Brico Butch, perce le mur pour fixer le châssis d'un nouveau tableau électrique.

PÉNÉLOPE HUBERT
POUR «LE MONDE»



Désormais seule dans la maison, cette Ardéchoise d'origine passionnée de bricolage depuis l'enfance en est désormais certaine : l'autocensure face à des travaux de cette ampleur est plus bloquante encore qu'un réel déficit de compétences. «En tant que femme, on a tendance à considérer que ce genre de travaux est de l'ordre de l'impossible. Moi, la plupart du temps, j'improvise, et j'apprends la technique en faisant, à partir du troisième essai», assure-t-elle. Deux gros chantiers l'attendent désormais : la réhabilitation de la toiture et l'agrandissement de la maison. Depuis quelques semaines, elle s'inspire de sa nouvelle profession de charpentière, qu'elle embrasse avec un engouement qu'elle n'avait pas imaginé. «Ça a été une vraie galère de convaincre l'équipe exclusivement masculine de l'entreprise du village de m'inclure. S'il y a eu des réflexions sexistes les premiers jours, maintenant, ils ont confiance, et je gère mes propres chantiers», affirme-t-elle fièrement.

A quelques kilomètres de là, dans le village de Tende (Alpes-Maritimes), Julie, 38 ans, originaire de la vallée de la Roya, s'est aussi engagée dans la voie de la construction. Dans un contexte de rupture conjugale en 2021, elle a organisé des chantiers pour se construire une youte en attendant de s'installer durablement dans un appartement. «Qu'on veuille échapper à une situation conjugale, comme ce fut mon cas à l'époque, ou qu'on veuille simplement accéder à plus d'autonomie, on se heurte souvent à une réalité : notre sécurité sous un toit repose trop souvent sur un homme», déplore Julie. C'est l'une des raisons pour lesquelles elle souhaitait que le chantier de la youte puisse aussi être un lieu de formation et de reprise de savoirs pour les femmes de la vallée, majoritaires sur le chantier. Une réussite, puisqu'elle a inspiré une poignée d'entre elles à se lancer à leur tour, du simple projet de rénovation d'une pièce à elles à l'édification d'un habitat complet. Une impulsion qui a attiré la méfiance de certains habitants, dont celle de ses propres amis. «On m'a beaucoup accusée de fomenter des séparations... Quand une femme se met à construire, notamment un endroit dans lequel elle peut habiter et ne dépendre de personne, ça fait peur aux gens», déplore-t-elle, les yeux au ciel, en remuant une poêlée de cépes.

Cet élan collectif est documenté par un travail de thèse, celui d'Anouk Migeon, habitante de la vallée, architecte et doctorante en études de genre et géographie à la Sorbonne Paris Nord. Depuis son bureau à Saorge, où s'accumulent aux murs dessins et relevés de terrain, elle mène une recherche sur les femmes batisseuses de la vallée. «Pourquoi cette dizaine de femmes se mettent-elles à construire leur habitat? Est-ce en réponse à leur vulnérabilité sociale (séparation, violences, etc.), économique et climatique? Est-ce une manière, subie ou choisie, de s'émanciper d'un schéma patriarcal encore très présent en milieu rural?», énumère-t-elle. Depuis un an, l'architecte coorganise des chantiers



«Construire en tant que femme, c'est un mélange de plaisir, de fierté, et une prise de confiance en soi énorme»

Marie, habitante de Saorge (Alpes-Maritimes)

Par Victoire Radenne

Une fois dépassé le village haut perché de Saorge (Alpes-Maritimes), dans la vallée de la Roya, il faut se frayer un chemin dans la végétation sèche et foisonnante sur 2 kilomètres pour atteindre la maison en pierre de Marie (les personnes citées uniquement par leur prénom ont requis l'anonymat), 30 ans, qu'elle a en grande partie rénovée de ses mains. «On verra si ma nouvelle construction passe l'hiver!», plaisante-t-elle, nous invitant d'un geste de la main à entrer dans une serre qu'elle a fabriquée à partir de matériaux de récupération et dans laquelle elle cultive des plantes aromatiques. Encerclé de pins, offrant une vue imprenable sur les montagnes environnantes, son lieu de vie n'a pas toujours été placé sous le signe du confort. Le premier hiver, elle l'a passé sans électricité avec son ex-conjoint, suivi d'un premier été de sécheresse rendant impossible l'accès à l'eau. Pour rendre la maison habitable, Marie s'est démenée. Des ajustements et raccordements qu'elle a effectués majoritairement seule, sans formation au préalable, «à force de tentatives hasardeuses et quelques coups de main». Sans l'avoir anticipé, son aisance à bricoler, réhabiliter et construire a générées des tensions dans son couple. «Surement parce que ça a remis en question nos assignations mutuelles à des rôles préédéfinis», pense-t-elle avec le recul.

participatifs, l'occasion pour elle de réfléchir à ce que signifie construire en tant que femme, notamment face aux défis climatiques propres à ce territoire. Car toutes gardent en mémoire la meurtrière tempête Alex, qui a violemment frappé la vallée en 2020.

Selon l'architecte, la catastrophe climatique a aussi révélé des inégalités de genre profondes. «Dès le lendemain de la tempête, les médias ont surtout mis en avant les travaux générés par les hommes, invisibilisant le rôle essentiel des femmes dans la gestion de la crise – en grande partie du côté [attention à l'autre et à ses besoins]», regrette-t-elle. La tempête Alex a aussi mis en lumière la dépendance économique des femmes dans un territoire où les maisons sont majoritairement construites par des générations d'hommes puis transmises de père en fils. En bâtissant ou en rénovant elles-mêmes leur propre toit, Marie et Julie espèrent briser cette chaîne de dépendance.

«Construire en tant que femme, c'est un mélange de plaisir, de fierté, d'effort un peu maso, et une prise de confiance en soi énorme», complète Marie.

Loin des routes sinuées de la vallée de la Roya, Léa Haurie-Hontas, 28 ans, alias @bricobutch sur Instagram, se rend à son troisième rendez-vous de la journée. Depuis six mois, elle sillonne la région Ile-de-France avec ses malles remplies de câbles électriques, depuis qu'elle est officiellement électricienne et ouvrière du bâtiment. Anciennement éditrice, ce sont ses pérégrinations noc-

turnes dans le vortex d'Instagram qui l'ont poussée à changer de carrière. «J'étais happée par @rentabutch, un compte relatant les aventures d'un duo de lesbiennes qui déblaie des jardins et filme des déménagements, à Portland, dans l'Oregon.» Blasée par son milieu professionnel, qu'elle juge de plus en plus classiste, elle s'inscrit dans un centre de formation des apprentis (CFA) pour passer un bac professionnel «métiers de l'électricité». Son premier chantier, sur le plateau de Saclay, en Essonne, la confronte à un sexism brutal et une homophobie crasse. «Des mecs m'ont dessinée avec un pénis sur un des murs du chantier. Par moments, j'ai eu peur qu'ils m'agressent pour vérifier mon genre. Il faut imaginer une femme seule sur un chantier exclusivement masculin, sans aucun réseau sur son téléphone», raconte-t-elle d'une traite.

Diplôme en poche, elle décide de travailler à son compte, en partie pour éviter l'atmosphère viriliste du BTP. Elle remplit aisément ses semaines, notamment avec une clientèle féminine ou queer, qui exprime des craintes vis-à-vis des entreprises de travaux traditionnelles. «Je ne compte plus le nombre de femmes qui me racontent des anecdotes horribles. Ce qui revient le plus souvent, ce sont des plombiers ou électriciens qui demandent aux femmes d'échanger le paie-ment contre un bisou sur un ton libidineux, ou bien des couples gays qui cachent leurs photos de vacances avant l'intervention, par peur d'une remarque ou d'une agression homophobe.»

L'EXPRESSION

Féminisme de subsistance

Courant majeur du féminisme allemand des années 1970, le «féminisme de subsistance», popularisé par les chercheuses Silvia Federici et Maria Mies et, en France, par Geneviève Pruvost (lire «Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance», La Découverte, 2021), met l'accent sur l'appropriation des savoir-faire techniques par les femmes (agriculture, artisanat, construction) pour garantir leur indépendance matérielle, voire une autosuffisance libératrice, s'opposant à une vision libérale du féminisme axée sur l'émancipation par le marché du travail.

Même écho chez Marion Oudin, 33 ans, serrurière parisienne, @sceur_serrure sur Instagram, qui a en partie choisi cette reconversion pour répondre aux attentes de publics pouvant se sentir vulnérables dans de telles situations. «Quand il est 4 heures du matin et qu'il y a deux mecs qui débarquent pour t'ouvrir la porte de chez toi, tout peut très bien se passer, mais on peut aussi être terrifiée.» Avec sa consœur Amélie Lange (@laserrurieredeparis) – les femmes représentent 1 % des serruriers à Paris –, elles sécurisent bénévolement des portes d'appartement pour des femmes en situation de précarité ou de violences conjugales.

Les freins liés à la crainte du harcèlement expliquent encore aujourd'hui la faible féminisation du secteur du BTP. En France, la part des effectifs féminins dans le secteur du bâtiment atteignait 12,9 % en 2022 (11,5 % dans les travaux publics) selon la Fédération française du bâtiment (FFB), où les femmes restent majoritairement cantonnées à des postes de bureau liés aux activités commerciales, même si certaines sont présentes dans les activités de finition. Elles ne sont que 1,6 % à travailler sur les chantiers en 2024. Une situation qui évolue très lentement puisqu'il y a dix ans, en 2015, les femmes représentaient environ 1,3 % du personnel ouvrier sur les chantiers du BTP en France. L'Observatoire des métiers du BTP a également révélé dans un rapport publié en 2021 que les femmes démissionnaient deux fois plus que les hommes dans le secteur. «Principaux freins recensés : autocensure et sentiment d'illégitimité, mauvaises expériences telles que le sexisme et le harcèlement», détaille l'enquête.

Au-delà de l'argument sécuritaire, les clients de Léa Haurie-Hontas et Marion Oudin assurent avoir moins peur de se faire arnaquer par une femme quand il est question de travaux. «Il y a toujours un peu de sexisme inversé : les clients sont persuadés que le travail des femmes sera plus méticuleux, les finitions mieux travaillées. Le pire, c'est que c'est un peu vrai», sourit Léa. Ces derniers mois, sur TikTok et Instagram, fleurissent des comptes professionnels d'artisanes, électriennes et ouvrières (@ouvriereslgbt, @le_batiment_au_feminin, etc.) affichant un objectif similaire : se réapproprier les savoirs de la construction et du bâtiment pour faire face aux inégalités de genre sur le plan de l'habitat. En effet, les rapports annuels de la Fondation pour le logement des défavorisés (anciennement Fondation Abbé Pierre) l'illustrent chaque année : non seulement être une femme ou appartenir à une minorité sexuelle amplifie considérablement le risque de se heurter aux écueils du mal-logement, mais la responsabilité des démarches pour y apporter des solutions (composer avec la suroccupation, gérer les aléas du logement humide, prendre en charge les conséquences sur la santé des enfants) repose essentiellement sur les femmes du foyer.

Pour confier ses travaux à une femme, encore faut-il qu'elles soient identifiables. Voilà ce qui a incité Karine Santamaría à cofonder en 2021 Bati-Femmes, une plateforme de mise en relation entre particuliers et artisanes du second œuvre, pour lutter contre l'invisibilisation des femmes dans le secteur du BTP. «Les femmes sont encore très mal référencées dans les annuaires et sur Internet. Quand on tape "plombière région Lorraine" sur Google, on tombe sur un dessert glacé à l'amande ou une commune des Vosges!», se désole cette ancienne responsable commerciale dans une entreprise événementielle. La plate-forme attire une clientèle composée à 74 % de femmes qui s'acquittent alors d'un forfait de mise en relation (25 euros). Sa fondatrice estime tout de même que le gros du chantier se situe à l'endroit de la formation professionnelle, où les étudiantes en BTP peinent encore à trouver un stage ou un apprentissage, malgré la loi Rixain de 2021, imposant aux entreprises de plus de 1000 salariés la présence de 40 % de femmes à des postes à responsabilité d'ici à 2026.

Au-delà des quotas, la présence de femmes sur les chantiers serait désirable dans la réorganisation du travail qu'elle permet, en premier lieu pour les hommes. «Je me souviens encore d'une jeune plombière qui avait balancé sur un chantier : "Ecoutez, les gars, j'ai 35 ans, je n'ai pas envie d'être rouillée dans dix ans, alors moi, les chauffe-eau, je les porte à deux." Tout le monde était emballé par la proposition!», raconte Cerise Steiner, fondatrice de la plateforme marseillaise Les Fabricoleuses, qui met en lumière les femmes du BTP en France. Même ressentie chez Katia, oléicultrice de 40 ans dans la vallée de la Roya, qui a longtemps

ENQUÊTE

L'émancipation en chantiers

Longtemps tenues à l'écart des savoirs de la construction, les femmes se mettent à percer, visser, maçonner, charpenter. Un apprentissage pratique plus évident que de faire son trou dans un secteur particulièrement enduit de stéréotypes de genre

«Ça nous coûte cher de penser que la construction est une affaire d'hommes»

Anne, plasticienne à la retraite

milité au sein la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, où les réflexes genrés avaient la peau dure quand il était question de construction. «C'est passionnant à observer : combien d'hommes j'ai vu se tendre des outils lourds et dangereux en partant du principe que chacun sait comment les utiliser. Un réflexe qui génère pourtant de la panique chez certains ! Là où nous, les femmes, allons nous renseigner sur les capacités de l'autre avant de faire, proposer notre aide au lieu de l'imposer, porter une attention particulière à la manière dont on forme les nouveaux arrivants», raconte-t-elle.

C'est la raison pour laquelle certaines femmes privilient, dans un premier temps, des chantiers en non-mixité. Cet été, dans le Minervois, un chantier de reprise de savoirs écoféministes a réuni une trentaine de femmes de 20 à 55 ans pendant une semaine autour d'un objectif commun : la rénovation du café du village d'Azillanet (Hérault). «C'était beau à voir : des femmes de toutes les générations qui s'autorisent à utiliser des perceuses et à trancher l'acier. Il y avait une grande émulation et une sensation commune de liberté», se souvient Catherine Jauffred, 50 ans, travailleuse sociale et journaliste locale indépendante. «Dans ma vie, j'ai souvent eu l'impression d'avoir besoin d'un homme, y compris pour monter une étagère. Ces chantiers ont été libérateurs : ça faisait deux ans qu'une porte de buffet trônait dans mon salon. En rentrant, j'ai pris ma perceuse et je l'ai fixée dans la foulée», raconte-t-elle.

désormais convaincue que déléguer des aspects aussi importants que l'entretien de l'habitat représente une réelle privation de liberté.

L'engagement des femmes dans la voie de la construction, invisibilisé car très peu étudié, ne date toutefois pas d'hier. Au Moyen Age, des femmes bâties-ses prennent en charge toutes sortes de travaux, des plus délicats (ornementation, peinture, broderie) aux plus physiques (transport et taille des pierres, brassage de la chaux, fabrication du mortier, tressage des cordes, etc.), comme le démontrent les travaux de la médiéviste Sandrine Victor. «Ces femmes ont souvent un lien familial avec un ouvrier du bâtiment, même si certaines d'entre elles parviennent à mener leur activité professionnelle de façon autonome.

Généralement moins bien payées que les hommes, certaines obtiennent cependant une relative parité», peut-on lire dans un article sur les femmes bâties-ses, accessible sur le site du Centre des monuments nationaux. Les femmes seront toutefois exclues des chantiers à partir du XIV^e siècle, alors que prend fin le «temps des cathédrales», en partie parce que les maîtres compagnons estiment que le travail se raréfie...

Au milieu des années 1970, alors que des groupes de lesbiennes féministes américaines acquièrent des terres en Oregon pour y créer des villages de femmes, des communautés féministes lancent leur pendant français, les «terres de femmes», des Pyrénées à l'Occitanie, où elles vivent et bâissent ensemble, parfois sur des chemins escarpés, à flanc de collines. «Dans l'histoire paysanne française, il était tout à fait commun de voir des femmes porter des charges lourdes sur des chantiers ou s'atteler aux travaux de leur maison. De même au sein des sociétés qui vivent de la pêche ou de l'agriculture en haute montagne : autant vous dire que les femmes géraient les problématiques liées à l'habitat quand monsieur partait plusieurs mois. Il faut plutôt se demander pourquoi et à partir de quand les femmes ont disparu de la construction des maisons», interroge la sociologue Geneviève Pruvost, qui explore les liens entre féminisme, écologie et subsistance. Dans son ouvrage *La Subsistance au quotidien*, paru aux éditions La Découverte en 2024, la chercheuse attribue ce recul à l'invention du concept de la femme au foyer, allant de pair avec l'avènement de la société industrielle. «Puis soudainement, dans des moments de crise ou de catastrophe climatique, où la société capitaliste montre ses dysfonctionnements, on redécouvre que les femmes savent construire, que toutes les tâches ne sont pas si générales», ajoute la chercheuse, convaincue qu'il faut porter le féminisme dans les mouvements sociaux, dans les lois, mais aussi et avant tout au cœur des maisonnées.

Une réflexion parlante pour Anne, 61 ans, plasticienne à la retraite, qui en 2021 a construit seule une maison au milieu de 8 hectares de forêts dans le Minervois, après vingt ans de vie commune avec son mari dans un domaine viticole. A ses yeux, une grande majorité des travaux manuels exigent de la planification, des connaissances, de la minutie, mais très peu de force physique. «En tant que femme, ça nous coûte cher de penser que la construction est une affaire d'hommes, parce qu'on passe notre vie à déléguer des tâches qui nous sont pourtant accessibles», remarque-t-elle. Désormais seule à gérer les aléas d'un habitat isolé, elle ne compte plus les fois où des femmes lui demandent si, au quotidien, et quand la nuit tombe, elle n'a pas peur. «Mais je crois que, plus que construire sa propre maison et d'y vivre isolée, ce qui fait peur aux femmes, c'est de se balader seule en ville le soir», conclut la sexagénaire.



LUCAS BURTIN

WORK IN PROGRESS

Vers un management de l'intime

Nicolas Santolaria

Deuil, problèmes de garde d'enfant, détresse psychique : l'imbrication des tracas personnels et professionnels est aujourd'hui mieux prise en compte dans l'entreprise

Aujourd'hui se développe en entreprise un intérêt de plus en plus manifeste pour le «management de l'intime». Que trouve-t-on derrière cette expression, popularisée notamment par le cabinet de conseil The Boson Project au travers de ses conférences ? L'idée centrale est que le monde du travail a changé : vos problèmes personnels, qui (pour faire vite) restaient jadis à la porte de la boîte, s'y expriment de plus en plus ouvertement. Selon les termes de la spécialiste en ressources humaines Flore Villemot, il y a aujourd'hui «plus de vie dans le travail». Les outils numériques, le distanciel, la moindre importance donnée à la carrière : tout cela a contribué à rendre le monde professionnel plus poreux à nos problématiques personnelles. «La parole s'est libérée de ce point de vue-là», reconnaît ce manager d'une équipe marketing. *On écoute davantage les gens, on ne se moque plus de leurs "petits problèmes" perso. L'autre jour, le chat d'une collaboratrice était en train de mourir, je lui ai dit de prendre son après-midi. Tout ça nécessite de communiquer avec l'équipe sur les problèmes des uns et des autres pour que les aménagements ne soient pas perçus comme des passe-droits.*

Le baromètre 2023 «Fragilité des salariés» de Malakoff Humanis soulignait une forte imbrication des fragilités intimes et professionnelles, 64 % des personnes interrogées reconnaissant au moins une fragilité d'origine personnelle ayant eu des incidences sur leur travail. Au risque sinon de passer pour peu empathique, voire inhumaine (ce qui n'est jamais une bonne chose dans une époque où tout le monde s'est mis à dire «Belle journée !»), la structure qui vous emploie doit désormais être sensible à vos petits (et gros) tracas et, si possible, contribuer à y apporter une réponse. Dans cette même enquête, 83 % des dirigeants se déclarent d'ailleurs préoccupés par les situations de fragilité de leurs salariés.

En la matière, ce qui est susceptible d'affecter la performance d'un collaborateur est extrêmement éclectique : la qualité d'aidant auprès d'un parent vieillissant, un divorce difficile, des problèmes de garde d'enfants, un changement de genre, un deuil, des galères de logement, des soubresauts psychiques, une angoisse climatique de fond... A l'échelle de la structure, la mise en place de congés menstruation peut, par exemple, être vue comme une prise en compte de ces questions. Mais il ne faut pas se leurrer : parce qu'il n'existe pas de réponse toute faite à la pléthora de cas potentiels singuliers, la gestion de l'intime relève le plus souvent du bricolage, du solutionnisme quotidien pesant – comme une énième charge – sur les épaules du manager.

Jusqu'où l'entreprise est-elle susceptible d'intervenir ? Qu'est-ce qui la regarde ou pas ? Le management de l'intime pose tout un tas de questions complexes sur lesquelles certaines structures commencent néanmoins à se pencher. A l'issue d'une table ronde, l'Association nationale des DRH (ANDRH) et ONU Femmes France publiaient en 2023 un guide accessible en ligne intitulé «Violences faites aux femmes : quel rôle pour les DRH et les managers ?». «Les violences conjugales ont été pendant trop longtemps considérées comme une affaire privée relevant de la sphère intime. Partant de ce constat, les entreprises n'avaient aucun rôle défini dans la lutte contre ce fléau, et s'en sont tenues à l'écart. Dorénavant, le rôle de l'entreprise doit évoluer et doit inclure la prévention et le traitement de toutes ces formes de violences», écrit Audrey Richard, présidente de l'ANDRH. Parce qu'une collaboratrice abattue est peut-être une femme battue...

«L'autre jour, le chat d'une collaboratrice était en train de mourir, je lui ai dit de prendre son après-midi»

Le manager d'une équipe de marketing

Dans 99 % de mes souvenirs, je ne marche pas. Je n'en ai que deux où je tiens sur mes jambes. Sinon, j'ai toujours été en fauteuil roulant. J'ai une maladie génétique qui s'appelle l'amyotrophie spinale. Elle attaque mes motoneurones. En gros, le lien entre mes muscles et mon cerveau. Du coup, mes muscles reçoivent un signal moins fort pour bouger, et ils s'atrophient. J'ai 17 ans, une mère prof d'anglais, un père régisseur au conservatoire, une sœur aux Beaux-Arts et une autre en études de musique. On habite à Juvisy-sur-Orge, dans l'Essonne. Malgré ma maladie, ma vie est plutôt normale. Je vais au lycée comme les autres jeunes de mon âge.

Ça a commencé quand j'avais 2 ans et demi. Je tombais, j'avais du mal à rester debout. Ma tante psychomotricienne a remarqué que je marchais bizarrement. Les examens ont révélé cette maladie. A 3 ans, je ne marchais déjà plus. Mais j'ai de la chance. D'abord, je l'ai eue tout petit, j'ai pu m'habituer à vivre avec, je n'ai pas dramatisé ce qui m'arrivait. Ensuite, ce n'est pas mortel et je n'ai pas le stade le plus grave. Certains ne peuvent même pas boire un verre d'eau tout seuls.

Moi, c'est au niveau des jambes que la maladie a le plus atteint les muscles. Et jusqu'à 13 ans, j'avais assez peu de force dans les bras. Je ne pouvais pas faire les transferts de mon lit à mon fauteuil sans aide, c'était compliqué de ramasser quelque chose par terre aussi. C'était pénible. En pensant à l'avenir, je me disais que je ne pourrais peut-être jamais vivre tout seul, et ça ne me réjouissait pas trop, d'être dépendant. D'autant qu'il n'y avait pas grand-chose de plus à faire, les médecins avaient dit à

mes parents que c'était incurable et qu'il n'y avait même pas de traitement.

Mais, en 2021, tout a changé : un traitement est sorti. J'ai bénéficié du risdiplam en février. On ne savait pas du tout quels seraient les effets, rien n'était écrit. A l'été suivant, j'ai remarqué un changement. C'est un truc tout bête, j'ai pu me tourner dans mon lit. Là, je me suis dit : OK, je commence à prendre des forces, je vais faire un maximum de sport pour optimiser. J'ai ouvert une note sur mon téléphone et je l'ai appelée «Progrès». Depuis, je note tout ce qui évolue. Je suis toujours en fauteuil roulant, mais je peux faire tous mes transferts, je n'ai plus besoin de mes parents pour aller aux toilettes, pour me doucher non plus ! C'est vraiment top.

J'ai beaucoup de chance parce que j'ai toujours eu des facilités à me faire des amis, je suis assez entouré. Je me souviens, à 9 ans, un gars m'avait dit que j'étais «tout en métal» parce que je lui avais écrasé le pied avec une roue, sans faire exprès. Ça m'avait blessé, j'avais pleuré. Mon fauteuil, ce n'est pas moi. Mais c'est rare.

Etre en fauteuil roulant, ça attire les regards, forcément. Mes amis remarquent parfois que les gens me regardent mal. Moi, je ne m'en rends pas compte. Le plus dur, ce sont les gens qui me prennent en pitié, qui en font trop. Ceux qui veulent me laisser passer à la caisse, ça m'interroge toujours. Ils ne font

pas la différence entre les handicapés. Ils me dérangent dix fois plus que ceux qui me regardent. D'autant qu'à leur place, j'aurais regardé pareil.

Mes amis ont grandi avec moi, ils sont habitués, mais il ne faut pas oublier qu'il y a des gens qui n'ont vu que quatre handicapés dans leur vie...

Ce handicap ne m'empêche pas de faire plein de trucs avec mes copains. Bon, la contrainte, c'est qu'il faut une voiture adaptée pour me déplacer. Le RER, c'est vraiment une galère en fauteuil. Heureusement, il reste le bus et la ligne 14 du métro. En général on va se balader à Paris, on va au cinéma, on se pose, on rejoint des gens. Et, quand je ne peux pas faire un truc, on se contente d'aller ailleurs !

C'est peut-être sur les amours que le fauteuil a le plus

gros impact, dans ma vie. Je sais que ça influence le regard que les filles portent sur moi, je ne leur en veux pas. Moi, perso, je n'aurais pas forcément envie de sortir avec une fille handicapée, ce n'est pas cool à dire, mais c'est honnête. Cela dit, il y a plein d'autres trucs qui font qu'on a moins de chances de trouver la femme de sa vie quand on est un homme... On peut être chauve, petit, et pour autant il y en a plein qui ont des femmes ! Je me dis que je peux améliorer toutes les autres facettes de ma vie : être intelligent, avoir de la culture, être la meilleure personne possible.

Je suis en terminale et, l'année prochaine, j'aimerais vivre seul, emménager à Paris. J'espère que ça va se réaliser. Je vais entrer en école de commerce privée, en marketing digital. Etudier, ça ne me plaît pas trop. Ce que j'aime, c'est la photo et la vidéo de sport. J'en fais depuis que j'ai 12 ans et je travaille déjà pour des clubs depuis deux ans. Mon objectif, c'est de faire ça en parallèle de mes études et, quand j'aurai assez d'argent de côté, j'arrêterai l'école pour m'y consacrer. J'ai plein de projets, je voudrais faire un marathon en fauteuil manuel aussi. Il y a quatre ou cinq ans, je n'aurais même pas osé penser à tout ça. Depuis que j'ai mon traitement, je n'ai plus aucune inquiétude pour ma vie, ce n'est que de l'espoir et du bonheur.

Je peux améliorer toutes les autres facettes de ma vie : être intelligent, avoir de la culture, être la meilleure personne possible

MA VIE D'ADO

«J'ai plein de projets, je voudrais faire un marathon en fauteuil manuel»

«Le Monde» donne la parole à de jeunes gens qui évoquent leurs états d'âme, leurs envies, leurs difficultés. Lubin Dupé, 17 ans, est atteint d'amyotrophie spinale, ce qui l'oblige à se déplacer en fauteuil roulant

Jane Roussel



ZOE VADIM

ans 99 % de mes souvenirs, je ne marche pas. Je n'en ai que deux où je tiens sur mes jambes. Sinon, j'ai tou-

jours été en fauteuil roulant. J'ai une maladie génétique qui s'appelle l'amyotrophie spinale. Elle attaque mes motoneurones. En gros, le lien entre mes muscles et mon cerveau. Du coup, mes muscles reçoivent un signal moins fort pour bouger, et ils s'atrophient. J'ai 17 ans, une mère prof d'anglais, un père régisseur au conservatoire, une sœur aux Beaux-Arts et une autre en études de musique. On habite à Juvisy-sur-Orge, dans l'Essonne. Malgré ma maladie, ma vie est plutôt normale. Je vais au lycée comme les autres jeunes de mon âge.

Ça a commencé quand j'avais 2 ans et demi. Je tombais, j'avais du mal à rester debout. Ma tante psychomotricienne a remarqué que je marchais bizarrement. Les examens ont révélé cette maladie. A 3 ans, je ne marchais déjà plus. Mais j'ai de la chance. D'abord, je l'ai eue tout petit, j'ai pu m'habituer à vivre avec, je n'ai pas dramatisé ce qui m'arrivait. Ensuite, ce n'est pas mortel et je n'ai pas le stade le plus grave. Certains ne peuvent même pas boire un verre d'eau tout seuls.

Moi, c'est au niveau des jambes que la maladie a le plus atteint les muscles. Et jusqu'à 13 ans, j'avais assez peu de force dans les bras. Je ne pouvais pas faire les transferts de mon lit à mon fauteuil sans aide, c'était compliqué de ramasser quelque chose par terre aussi. C'était pénible. En pensant à l'avenir, je me disais que je ne pourrais peut-être jamais vivre tout seul, et ça ne me réjouissait pas trop, d'être dépendant. D'autant qu'il n'y avait pas grand-chose de plus à faire, les médecins avaient dit à

mes parents que c'était incurable et qu'il n'y avait même pas de traitement.

Mais, en 2021, tout a changé : un traitement est sorti. J'ai bénéficié du risdiplam en février. On ne savait pas du tout quels seraient les effets, rien n'était écrit. A l'été suivant, j'ai remarqué un changement. C'est un truc tout bête, j'ai pu me tourner dans mon lit. Là, je me suis dit : OK, je commence à prendre des forces, je vais faire un maximum de sport pour optimiser. J'ai ouvert une note sur mon téléphone et je l'ai appelée «Progrès».

Depuis, je note tout ce qui évolue. Je suis toujours en fauteuil roulant, mais je peux faire tous mes transferts, je n'ai plus besoin de mes parents pour aller aux toilettes, pour me doucher non plus ! C'est vraiment top.

J'ai beaucoup de chance parce que j'ai toujours eu des facilités à me faire des amis, je suis assez entouré. Je me souviens, à 9 ans, un gars m'avait dit que j'étais «tout en métal» parce que je lui avais écrasé le pied avec une roue, sans faire exprès. Ça m'avait blessé, j'avais pleuré. Mon fauteuil, ce n'est pas moi. Mais c'est rare.

Etre en fauteuil roulant, ça attire les regards, forcément. Mes amis remarquent parfois que les gens me regardent mal. Moi, je ne m'en rends pas compte. Le plus dur, ce sont les gens qui me prennent en pitié, qui en font trop. Ceux qui veulent me laisser passer à la caisse, ça m'interroge toujours. Ils ne font

L'heure approche. Il est 19 heures en ce frisquet vendredi de janvier et les chaises en plastique recouvertes de housses du Théâtre de la Doue sont encore vides. «*C'est le calme avant la tempête*», formule Amélie Laurent, sa coprésidente, également comédienne et agente sociale de 38 ans travaillant auprès de personnes âgées. Ce soir, c'est la première pour les six acteurs amateurs de la troupe de Saint-Christophe-du-Bois – commune de près de 3 000 habitants, située au sud de Cholet (Maine-et-Loire) – qui porte le nom de son théâtre. Dans les loges nichées sous la scène, les minutes s'égrenent lentement. «*Il est où, le layon [un vin moelleux d'Anjou]?*», s'écrie l'une des actrices en se maquillant. Sur une petite télé suspendue, on devine le rideau rouge qui sépare encore les deux mondes. Sur la scène, les comédiens font maintenant les cent pas et Amélie Laurent médite face à une tête de cerf empaillée. Les derniers spectateurs arrivent et Elisabeth Arnaud, la metteuse en scène professionnelle qui les dirige, précise : «*Il est 25.*» Tel un commando prêt à réaliser un sacré coup, les six retournent en loge. Un cri de ralliement plus tard et il est l'heure d'y aller. Les trois coups retentissent et le rideau s'ouvre.

Un mois et quelque plus tôt, une guirlande de Noël entoure le petit bâtiment aux murs blancs donnant sur la rue principale de Saint-Christophe-du-Bois. Dans la salle encore vide de public en ce lundi soir de décembre, une dizaine de chaises sont alignées face à la scène qu'une arche de brique surplombe. Une équipe de machinistes traités peaufine le décor fait maison qui comprend une fausse cheminée, un vrai escalier qui s'enfuit vers les coulisses et pas encore de tête de cerf empaillée. Côté acteur, c'est pareil : on peaufine. «*Les deux premiers actes, ça doit rouler*», lance Elisabeth Arnaud, venue de Nantes et travaillant auprès d'une dizaine de troupes amateur du coin. Avant d'enfiler des lunettes à double (quadruple ?) foyer et de prendre un air ahuri nécessaire à son rôle, Amélie Laurent explique : «*Il y a un principe de base : toujours faire rire le public. C'est souvent du vaudeville, pour passer un bon moment. On n'est pas dans du théâtre moralisateur ou de la tragédie.*»

Dans tout l'ouest de la France, l'hiver est la saison des marivaudages. De novembre à mars, on vient se mettre au chaud dans un petit théâtre ou une salle des fêtes et on s'assoit sur des chaises plus ou moins confortables. Sur scène, on peut reconnaître son voisin, le boucher du coin ou une agricultrice avec qui on a été à l'école. Une fois la pièce terminée – l'amant sorti de son placard et les quiproquos évacués –, on peut siffler un verre de vin vendu pour trois fois rien (1 euro le verre de rosé à Saint-Christophe-du-Bois). Ce «théâtre de village» est composé de troupes jouant uniquement dans leur commune, plusieurs week-ends d'affilée, à ce moment de l'année où les nuits sont trop longues. «*C'est une activité d'hiver : aux beaux jours, il y a des travaux à faire dehors*», lance Bertrand Chauveau, responsable du théâtre amateur pendant quinze ans au Grand T, une salle nantaise, et secrétaire de Tram 303, la fédération régionale des troupes de théâtre amateur en Pays de la Loire.

A l'opposé de l'image d'une campagne en déclin, ce théâtre est plus vivace que jamais. «*Il y a au moins une troupe par commune, parfois même plusieurs*», assure Laure Bondué, déléguée Maine-et-Loire de Tram 303. Elisabeth Arnaud abonde : «*C'est assez dingue : dans chaque village, il y a un théâtre, de*



SPECTACLES

Troupes en campagne

Dans les communes rurales de l'ouest de la France, le théâtre amateur se porte bien. Et si les comédies jouées charrient encore parfois quelques clichés, le public, avide de convivialité, se presse aux représentations

Maxime Pionneau

l'argent pour, le public se déplace en masse, des festivals...» Malgré tout, ce phénomène reste difficile à quantifier. Aucune donnée publique sur ces «troupes de village» (qu'il faut différencier des troupes rurales qui s'exportent et ne sont pas rattachées à une commune) n'existe. Quand on contacte le ministère de la culture, on nous renvoie vers les chiffres de la Fédération nationale des compagnies de théâtre amateur (FNCTA). Et inversement. «Il est difficile de connaître le nombre de troupes», reconnaît Gilles El Zaïm, son délégué général. Le ministère donne le chiffre de 6 000 à 8 000 troupes au niveau national, mais ces chiffres datent.»

Pourquoi une telle vivacité? «C'est une tradition liée à l'énergie que le clergé a mise à encadrer les populations rurales», explique Laure Bondué. C'est une particularité de l'Ouest : la Bretagne, les Pays de la Loire, la Vendée... Des régions marquées par une forte tradition catholique. Ce théâtre est le descendant du théâtre de patronage, généralement organisé par le curé ou l'instituteur du coin.

«Il y avait aussi du patronage laïque», précise Michel Poupin, un retraité spécialiste du théâtre rural vendéen. L'un des rares (le seul?) ouvrages socio-logiques sur le sujet, *Le Théâtre des amateurs. Un jeu sur plusieurs scènes* (de Thomas Morinière, Editions du Croquant, 2007), s'intéresse à la troupe de La Sénénie, une commune située à 5 kilomètres du théâtre de la Doue. Joseph-dit Jojo-Guéris, un mécanicien à la retraite de 74 ans, a grandi dans les Mauges, ce coin d'Anjou marqué par les guerres de Vendée. Celui qui a consacré une partie de sa vie au théâtre amateur rigole : «A l'époque, les rôles féminins étaient joués par des gars.»

S'il clergé ne veille plus à la moralité de ses ouailles, ces troupes sont devenues de petites institutions. Qu'importe la commune ou le département, le répertoire sera toujours le même : comique. «Quelqu'un qui ne va au théâtre qu'une ou deux fois par an dans son bled, il a envie de se marier», souligne Bertrand Chauveau. Installé depuis 1976 à Mozé-sur-Louet, petite commune au sud d'Angers, «Jojo» Guérin ajoute :

«Les gens viennent se vider le cerveau de la vie actuelle. A Mozé, c'est l'un des seuls gros spectacles de l'année, alors les gens sont contents de venir nous voir!» Michel Tessier, l'un des acteurs historiques de la troupe de cette commune baptisée Les Cyranos de l'Aubance, témoigne : «DANS CHAQUE VILLAGE, IL Y A UN THÉÂTRE, DE L'ARGENT POUR, LE PUBLIC SE DÉPLACE EN MASSE...»

Elisabeth Arnaud,
metteuse en scène

La représentation d'*«Opération cousiné»*, à Saint-Christophe-du-Bois (Maine-et-Loire), le 17 janvier. THÉOPHILE TROSSAT POUR «LE MONDE»



«Quand je rencontre des spectateurs, on me dit : «Alors, on va rire cette année?» C'est une demande. Ils ne veulent pas du sérieux. Il faut du facile. De la tarte à la crème.» Pour Laure Bondué, de Tram 303, ce théâtre de village est surtout un théâtre de boulevard qui «ne charrie pas forcément des idées révolutionnaires». Et qui a pris la clé des champs.

Sur la scène du Théâtre de la Doue, la répétition se poursuit dans la nuit de décembre. Alain Graves, un responsable commercial de 58 ans, joue le rôle d'un maire candidat à sa propre succession. Situation initiale : ce médecin chasseur bouffi d'orgueil (et réactionnaire comme pas deux) a eu une aventure extraconjugale dans un avion. Problème numéro un : sa conquête débarque à l'improviste, le mettant dans l'embarras face à sa richissime épouse qui finance sa vie politique. Problème numéro deux : sa conquête n'est autre que le frère de son épouse qui a changé de genre. Paul est devenu Paula. «Au départ, la pièce n'a pas fait l'unanimité, reconnaît Amélie Laurent. Mais au théâtre, on sait toujours qu'on exagère.» Aux éclats de rire sarcastiques qui s'échappent de sa gorge quand un jeu de mots un peu trop lourd tombe, on comprend que la metteuse en scène de la troupe ne faisait pas partie des convaincus.

«Des personnages trop caricaturaux, une intrigue un peu trop basique, énormément de vulgarité», énumère Elisabeth Arnaud. «Après, le comique de

situation était vachement sympa. A Paris, ce sont ces pièces qui marchent [sur les Grands Boulevards]. Le public parisien aussi aime la grande folle, le mari cocu, la nana idiote...» Mais alors, comment jouer cette pièce en évitant de tomber dans une transphobie et une homophobie crassées? «Les deux personnages masculins de la pièce sont immondes et s'en prennent plein la gueule. En fait, c'est plutôt une critique du vieux monde étiqueté et du virilisme stupide.» Finalement, la metteuse en scène accepte que la pièce soit jouée à la condition de quelques aménagements. «On a épuré le texte et demandé aux acteurs de ne pas rajouter à la caricature.» La question du répertoire ne se pose pas qu'à Saint-Christophe-du-Bois. Comme ailleurs, la révolution #MeToo fait son chemin.

«Il y a beaucoup de pièces anciennes avec pas mal d'idées préconçues sur les rapports hommes-femmes, l'homosexualité, des grosses blagues qui ne passent plus, remarque Laure Bondué. Mais il y a une prise de conscience. Avant, s'il fallait jouer une personne noire, il y en a un qui mettait du cirage et roulaient les "r". Ça, c'est quelque chose qu'on ne voit plus.» Au fil des années, le répertoire et l'interprétation évoluent timidement, en même temps que le reste de la société. Michel Tessier ne dit pas autre chose : «Maintenant, si je dois jouer un rôle d' homo, je vais le faire délicatement, je ne veux pas choquer.» Lui se questionne plus globalement sur un

répertoire qui navigue entre l'horlogerie fine d'une pièce de Georges Feydeau et des pièces plus... dispensables. «On ne veut pas avoir des jeux de mots à la con comme : «Il s'appelle Jean Némarre.» Le pire, ce sont les comédies paysannes. On a l'impression que c'est la vision des agriculteurs par un Parisien : le gros plouc qui pète et qui pue.»

Avec ses airs de jeune premier à la Raphaël Quenard, Maël Cordier, 26 ans, l'assure : il n'a pas appris la comédie avec Les Cyranos de l'Aubance. Avant d'intégrer la très sélecte classe libre du Cours Florent et de voir sa carrière d'acteur décoller, ce fils d'un assureur et d'une femme au foyer a pourtant fait ses gammes dans la troupe communale de Mozé-sur-Louet. «Le premier truc que j'ai joué, c'est à Mozé. J'ai commencé chez les jeunes avec des saynètes comiques, se rappelle-t-il. Ça t'apprend les codes du théâtre et surtout le goût de jouer. Mais je me suis fait à Paris. Pour moi, ces troupes de village ça permet à l'enfant de rêver et d'essayer. Comme le club de foot ou de tennis.» Longtemps metteur en scène dans cette troupe, «Jojo» Guérin rappelle les vertus émancipatrices de ce théâtre en sonnant à la première génération d'acteurs qu'il a encadrée : «Le théâtre, ça leur permettait de fouter le camp de chez eux.» C'était en 1976. Aujourd'hui, rien n'a vraiment changé.

Il est près de 23 heures et le rideau rouge se ferme sur la scène du Théâtre de la Doue de Saint-Christophe-du-Bois. Salve d'applaudissements. Malgré trois rangées vides au fond de la salle, une centaine de spectateurs a bravé le froid de ce vendredi soir. «Mais tous les dimanches sont déjà pleins», nous souffle-t-on. Quelques instants plus tôt, Amélie Laurent lançait au public : «Retrouvez-nous côté salle des fêtes pour papoter et boire un verre!» L'équipe de machinistes, qui a suivi la pièce sur un écran plat, retourne derrière le bar en Formica bleu pour vendre encore quelques verres. Michel Grosbois, un agriculteur de 59 ans, a fait 80 kilomètres pour voir jouer l'une de ses connaissances professionnelles partie à la retraite. «C'est celui qui joue le travelo, euh le trans», se reprend-il aussitôt. Et pour cause : la pièce aborde, de manière plus ou moins subtile, cette question de la transidentité qui n'est pas que sémantique. Pour lui, c'est une évidence : «C'est une pièce d'aujourd'hui qu'on n'aurait pas jouée il y a vingt ans.»

Trop chou! » « Incroyable! » « Je veux le même! » Sur TikTok, les commentaires des internautes s'accumulent au-dessous de la vidéo d'un bébé paon tout blanc, qui écarquille ses grands yeux noirs. A ce jour, la vidéo cumule 3,2 millions de vues sur le réseau social. Pourtant, il s'agit d'un contenu entièrement créé par l'intelligence artificielle (IA). Si on tape « bébé paon » sur Google, le moteur de recherche affiche pèle-mêle des vraies images et des fausses. Car d'autres photos, elles aussi fabriquées par l'IA, montrent des bébés paons parés de toutes sortes de couleurs chatoyantes. Or la réalité est bien moins exotique : un vrai paonneau à la naissance ressemble furieusement à... un banal poussin, aux plumes jaunes, brunes et grises.

C'est ainsi que certains animaux générés par IA sont devenus des stars des réseaux sociaux. Par exemple, la « chouette géante » – un harfang des neiges – de TikTok, qu'une jeune femme censée être sa propriétaire semble porter avec peine, cumule à ce jour 10,7 millions de vues. Sauf qu'elle n'a jamais existé. Si de nombreux internautes s'aperçoivent qu'il s'agit d'un contenu fabriqué, c'est loin d'être le cas de tout le monde. D'autant que les moteurs de recherche ne filtrent pas les images générées par IA, et que certaines présentent des caractéristiques réalisistes suffisamment troublantes pour alimenter la croyance en leur véracité. Alors que les principaux réseaux sociaux (Facebook, Instagram, TikTok) offrent la possibilité de mentionner que le contenu posté a été généré par une IA, certains comptes peu scrupuleux choisissent de ne pas le faire. Une stratégie qui joue délibérément sur le brouillage du vrai et du faux, afin de générer de l'audience, et donc des revenus. Pour Gérald Holubowicz, journaliste spécialisé dans l'intelligence artificielle,

Une stratégie qui joue délibérément sur le brouillage du vrai et du faux, afin de générer de l'audience, et donc des revenus

cette mode est portée par le désir de piquer la curiosité : « Cœux qui génèrent ces images vont accentuer les caractéristiques "mignonnes" des animaux, quitte à en faire de petits personnages de dessin animé. Elles vont rencontrer un certain succès chez un public majoritairement urbain, qui de base n'est déjà pas très connecté au vivant. »

Fleurissent ainsi sur Internet des versions miniatures d'animaux existants, comme les mini-cochons ou les mini-ours, ou au contraire des versions géantes de petits animaux, comme les écureuils géants. Les « faux bébés » ont aussi la cote, comme on l'a vu avec le paon. Autre grande tendance : les animaux « tunés », peinturlurés ou assortis d'accessoires. On trouve aussi des bêtes hybrides, mélange entre des animaux réels et des animaux imaginaires, ou encore des animaux fantastiques ou monstrueux. Depuis début 2024, les internautes ont accès à de nombreuses applications permettant de générer des images créées par IA. Beaucoup d'entre elles sont gratuites, les plus populaires étant Leonardo, Dall-E ou Craiyon. Il suffit de taper le

motif de l'image souhaitée (« une licorne court sur la plage ») pour que l'application propose une dizaine d'images correspondant à la requête en moins d'une minute.

Avec un simple prompt (une requête écrite), générer une image d'un bébé dinosaure dans le jardin d'un pavillon est d'une simplicité enfantine. S'agissant de ce type de visuels, on pourrait croire que leur caractère imaginaire ouvertement affiché induirait moins de confusion, mais ce n'est pas l'avis de Gérald Holubowicz : « La perception que nous avons de ces images est plus troublante que nous pouvons le penser. En effet, elles sont étonnamment réalistes, ce qui fait qu'inconsciemment le cerveau va enregistrer ce qu'il voit comme si c'était réel. »

Le mélange entre vraies et fausses images animées ne pose pas que des problèmes d'ordre éthique. La déferlante de fakes peut aussi contribuer à renforcer une forme d'objectification des animaux. Ainsi, les vaches « miniatures » existent bel et bien : il s'agit de vaches mesurant un mètre de haut en moyenne, élevées pour leur viande et leur lait. Un véritable engouement à leur sujet

est né l'an dernier sur les réseaux sociaux, avec le hashtag #Minicows, ce qui a fait flamber leur prix de vente. Cette « mini-vache mania » a donné lieu à quantité de fausses bestioles générées par IA rivalisant de petitesse et de mignonnerie. Ainsi une vidéo montrant une vache miniature qui tient dans la paume d'une main totalise à ce jour 2,2 millions de vues. Des images fabriquées qui sont venues accentuer le désir de nombreux internautes d'en faire un animal de compagnie. Or il ne s'agit pas d'un jouet qu'on peut mettre dans son jardin, mais d'un être vivant qui doit bénéficier d'un certain nombre de conditions de subsistance adéquates : de l'espace, des congénères, une nourriture appropriée, etc.

Plus grave, le culte de la mignonnerie cultivé par l'IA peut aussi augmenter la demande du public pour des espèces protégées, et donc le trafic d'animaux. Mais fondamentalement, ce que ces images trafiquées peuvent potentiellement appauvrir, c'est bien notre rapport concret au vivant. Gérald Holubowicz : « Ces images peuvent entraîner une perte de repères et de connaissances, en véhiculant un imaginaire fantasmique déconnecté de la réalité. Un ours sur la banquise ou une lionne avec ses petits ne sont pas "mignons", ce sont des animaux sauvages potentiellement dangereux pour l'homme. »

Pour Mathieu Courdesses, photographe animalier reconnu suivi par une communauté importante sur Instagram, il existe néanmoins des moyens pour différencier une image générée par IA d'une vraie photo : « On voit surtout la différence au niveau de la matière, par exemple la fourrure qui peut parfois manquer de consistance. Il faut faire attention aux arrière-plans aussi, il arrive qu'un animal soit montré dans un environnement qui n'est pas le sien. Lorsque c'est une vidéo, les déplacements ne sont pas toujours très naturels ou très fluides. »

Pour l'instant seulement, tous les experts s'accordent à dire que les performances de l'IA devraient connaître des améliorations rapides et, à terme, produire des images de plus en plus bluffantes. Pour autant, Mathieu Courdesses ne considère pas l'intelligence artificielle comme une menace pour son métier. Selon lui, les images générées par l'IA, aussi spectaculaires qu'elles soient, ne pourront jamais remplacer la démarche documentaire ou journalistique d'un être humain.

« Pour moi, ces images ne concurrencent pas mon travail car elles procèdent d'une démarche complètement différente. En tant que photographe animalier, je ne suis pas là pour montrer de la beauté mais pour raconter une histoire. » Pour lui, l'IA représente un défi : dans les années à venir, photographes et réalisateurs devront démontrer qu'ils ont bien plus de choses à dire qu'un robot. « Ce dont parle mon travail, c'est de la déforestation, des espèces en danger, des rapports entre les humains et les animaux... D'ailleurs, les images qui ont le plus de succès sont celles où je me mets en scène et où je dévoile les coulisses de mon reportage. Preuve que le public a envie de savoir, de comprendre, pas simplement de regarder des photos d'une espèce », conclut Mathieu Courdesses.

ZINZIN

Allô maman?





Raphaël Ruegger
dans les locaux du cabinet
de conseil Evidence,
à Paris, le 10 février. AUDOIN
DESFORGES POUR «LE MONDE»

Raphaël Ruegger, le chouchou des maires de village

Créateur de la Fédération française des trucs qui marchent, ce jeune conseiller municipal parcourt la France à la rencontre des élus pour populariser les initiatives locales positives

FIGURE[s]

Par Pascale Krémer

Al'entendre, même les aires d'autoroute ont du charme. Le jambon à la découpe des self-services, les livres à déplier sur les rois de France côté boutique... Il aime tout. La nuit en hôtel low cost ? «*Franchement, la literie n'est pas si mal.*» Chez Raphaël Ruegger, la positivité est presque déroutante, l'optimisme, viscéral.

Il en fallait une sacrée dose pour imaginer que des maires, souvent ruraux, montent sur la scène des Folies-Bergère, à Paris. Qu'ils y exposent, avec le bagout de coachs en motivation américains, l'initiative originale prise dans leur ville ou leur village. Le tout, animé par Maïtena Biraben et Nelson Monfort, devant un public euphorique de 1500 élus, ministres, patrons de télé, de radio et d'instituts sondagers savourant sans barguigner ce grand bain antimorosité. Pour la quatrième année consécutive, à la veille du Salon des maires et des collectivités locales, le raout de la Fédération française des trucs qui marchent (FFTM) a fait théâtre comble, le 18 novembre 2024.

Derrière cette drôle de fédération au nom mi-pompeux, mi-familier, un tout aussi étonnant jeune homme de 24 ans, Raphaël Ruegger. Encore une bouille d'adolescent mutin, déjà un discours d'expert dès collectivités locales que consultent les parlementaires en quête d'idées. «*La présidence, vous y pensez en vous rasant le matin ?*», est-il arrivé qu'on lui demande à la radio. «*Je vous rassure, pas longtemps,*», a-t-il rétorqué, hilare, frottant son menton imberbe. A 19 ans, le front barré d'une mèche blonde de premier de la classe, Raphaël Ruegger siégeait déjà au conseil municipal de son village de Neuvy-sur-Barangeon (Cher). Cinq ans plus tard, il diffuse les idées futées, répliques, peu coûteuses, des maires de tous bords et de toutes régions, qu'il valorise au passage.

Le chouchou des édiles, fils unique d'une psychologue et d'un entrepreneur du bâtiment, a grandi au milieu des arbres, à quatre kilomètres du centre de ce bourg de 1107 habitants. Une jeunesse rurale entre football, cabanes en forêt, bains dans la rivière trop froide (le Barangeon), coups de main à son père au pied

de la bétonnière et ramassage scolaire dès l'aube, direction le lycée de Vierzon. A l'âge de l'acné lui vient, en cours d'histoire-géographie, une passion incongrue pour la politique d'aménagement du territoire qui endort ses camarades.

Deux ans plus tard, sillonnant la France dans la Mégane familiale, en conduite accompagnée par son père, le voilà qui passe les concours d'écoles de commerce. Il se frotte «à tous les Parisiens des lycées prestigieux qui arrivaient en groupe et en supercostard», ressort «terrorisé» de l'oral d'HEC mais décroche l'Essec. Et une nouvelle vie à Cergy-Pontoise. «*C'est minéral, tout de même, glisse-t-il, sur le ton de l'euphémisme. On sort du RER. Escalator, grande dalle de béton... La forêt, le village, le café PMU, dire bonjour, tout ça me manquait.*» Le mandat local renouera le lien.

Heureuse de rajeunir son conseil municipal, M^e la maire de Neuvy-sur-Barangeon, Marie-Pierre Cassard, se montre coulante avec l'étudiant, côté horaires. «*Je suis arrivé tout feu tout flamme, raconte M. Ruegger, puis j'ai compris que c'était compliqué de faire bouger les choses, avec la communauté de communes, le poids de l'administration, l'attente de subventions, le coût de l'énergie...*» En fin de première année d'école de commerce, il jongle entre stage en cabinet de conseil et réalités très locales : rédaction puis distribution, boîte à boîte, du journal municipal, couche de peinture sur le calvaire et

dégivrage des toilettes publiques – tâche devenue prioritaire le jour où quelqu'un a défaqué sur la place du village. «*En pleine réunion, une photo de l'affaire s'est affichée sur l'écran de mon ordinateur connecté à mon téléphone*», se souvient-il, plus amusé aujourd'hui qu'alors.

Décidément singulier, l'étudiant imagine un tour de France à la rencontre des élus quand ses camarades de deuxième année d'Essec filent six mois à Taïwan. «*Loin des débats hyperagressifs des chaînes d'info continue*», il veut comprendre «*ce qui anime les maires des villages*». Une intention louable quoique vague, heureusement cadree par Grégoire Bourgeois, cofondateur du cabinet de conseil Evidence (spécialisé dans la ville et l'immobilier), qui l'accueille en stage, à Paris : «*Nous savons que certaines actions publiques fabuleuses ne se diffusent pas faute d'être mises en lumière tandis que nombre de plans nationaux font un flop quand ils redescendent. Et si on inversait, si on pariait sur l'effet de contagion depuis le bas, en parlant de ce qui marche ?*»

Un nom farfelu est trouvé dans la foulée pour une opération qui, au départ, ne l'est pas moins : la Fédération française des trucs qui marchent. Et le stagiaire déterminé de charger le coffre de sa voiture de pâtes maternels, en cas de disette. Dans une version municipale de l'émission «*J'irai dormir chez vous*», il fait le pari que les élus locaux l'hébergeront : «*Comme ça, à table, on continue*

la discussion, le projet qui semblait banal finit par être mentionné.» Les débuts, en février 2022, sont poussifs. Raphaël Ruegger doit en passer, encore et encore, des coups de fil sur les aires d'autoroute : «*Je suis Raphaël, j'ai 21 ans, je suis élu du Cher, je fais un tour de France des élus, pour la Fédération française des trucs qui marchent. Je voudrais parler au maire. Envoyez plutôt un e-mail...*»

«*J'ai fini par mentir, avoue-t-il. J'avais soi-disant déjà vu trente maires... Et peu à peu, j'ai été reçu, à Toulouse, Agen, Montmorency, des communes connues...*» Six mois sur les routes, trente départements, cent élus écoutés, l'un recommandant l'autre. «*Ça a été mon ENA*», assure-t-il, tout sourire, avant d'encensier les élus locaux, «*derniers politiques auxquels on fait confiance, engagés au quotidien, ils font 10 000 trucs, n'attendent pas grand-chose en retour et donnent une patate d'enfer !*»

Comme Maxence de Rugy, le maire (LR) de Talmont-Saint-Hilaire (Vendée), qui a inventé le passeport du civisme : les enfants de sa commune mènent des actions citoyennes (ramassage de déchets sur plage, visites en Ehpad, etc.), remplissant peu à peu un livret qui leur vaut diplômes et médailles lors d'une cérémonie finale. Du village au 17^e arrondissement parisien, 700 communes s'en sont déjà emparées. La FFTM a «*accéléré la diffusion*» de l'idée, tissant des solidarités entre élus qui s'inspirent mutuellement, constate M. de Rugy, resté proche du jeune gars de la campagne venu un jour à sa rencontre : «*Raphaël Ruegger n'a pas froid aux yeux. Il est enthousiaste, profondément enraciné quelque part, animé de l'intérieur mais avec gentillesse et humilité. Sa passion des territoires ruraux fait de lui notre ambassadeur. Dans un contexte morose, tendu, il fait du bien. Il montre qu'on peut innover, qu'il y a des petits miracles partout.*»

Petits miracles ? La FFTM en a recensé une cinquantaine, qui ne sont pas des vues de l'esprit. Le projet «*La beauté sauve le monde*», par exemple, lancé depuis 2023 à Saint-Dizier (Haute-Marne) et désormais dans 32 communes où, ponctuellement, les affiches publicitaires sont recouvertes d'œuvres d'art. Pensée à Ajain (Creuse), la proposition faite aux médecins généralistes de toute la France de venir consulter une semaine au vert, se relayant les uns les autres, concerne aujourd'hui sept communes que le médical désertait. Le partage des bonnes pratiques municipales passe encore par le cimetière en forêt de Muttersholtz (Bas-Rhin), le bus scolaire à pédales (dans

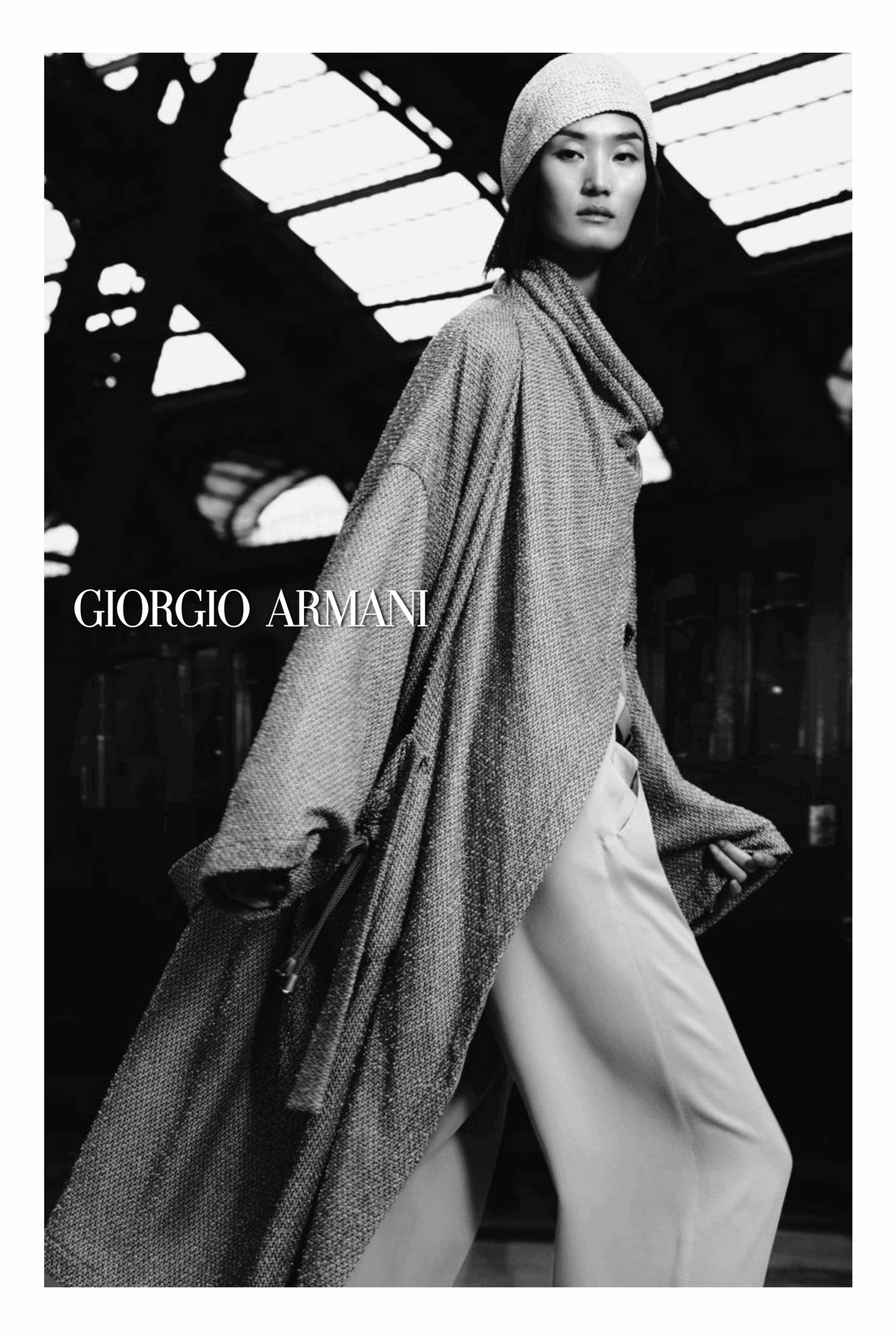
l'Eure), l'autopartage au village de Ville-rouge-Termenès (Aude), le restaurant pour seniors de Gif-sur-Yvette (Essonne) ou le magazine *Violences*, pastiche de la presse féminine distribué chaque 8 mars, lors de la Journée internationale des droits des femmes, à Montereau (Seine-Saint-Denis). «*Après deux féminicides dans ma résidence, je me suis simplement demandé comment entrer dans les foyers*», explique Djena Diarra, adjointe au maire chargée des droits des femmes, le téléphone sur haut-parleur, depuis l'onglerie où elle travaille. «*Ce sont des signes d'espoir. On n'est pas fichus, il y a des choses qui unissent malgré les fractures*», s'embarre Raphaël Ruegger.

En résidence alternée entre colocation de copains à Paris et chambre d'ado à Neuilly-sur-Barangeon, le vingtaine a été embauché par le cabinet Evidence mais poursuit sa tournée des maires inventifs. Devenue une association loi 1901, la FFTM est désormais forte de trois sponsors privés (AG2R La Mondiale, Totem, Inedi), d'un site Web et d'un salon. «*Théo Caviez, je l'ai rencontré en Haute-Marne, il veut faire revivre l'abbaye de Mormant. Il s'occupe aussi de courses d'escargots*», précise M. Ruegger.

Le cabinet Evidence organise l'événement annuel de la FFTM. Ancien des ministères, Grégoire Bourgeois en convient : «*On n'y présente pas forcément des pépites dont aucun média n'aurait parlé. On rend l'action publique excitante. Avec les codes du spectacle, on met en scène des initiatives, portées par les maires, qui changent la vie et qui ont le pouvoir intrinsèque de se diffuser.*» Etape suivante : proposer aux maires une «*boîte à trucs*», du format de celles pour les chaussures. En plus esthétique. A l'intérieur, des fiches résument les initiatives remarquées. «*On fera ça avant les municipales pour inciter les candidats à intégrer les "trucs qui marchent" dans leur campagne, et à les appliquer une fois élus. On anamera des ateliers aussi*», projette Raphaël Ruegger.

Conscient, soudain, d'être bien prolixe, il marque une pause. Puis : «*Je suis lourd avec la FFTM, parfois, et je suis bavard. J'ai été capable d'en parler à mon ORL malgré un écarter de trous de nez.*» Cette énergie communicative n'a pas échappé aux référents départementaux de certains partis politiques. Ils lui font les yeux doux. Lui n'entend pas s'encarter, il sait que cela tuerait la fédération. «*La politique, celle qui me plaît, elle est locale. Et si je suis maire, ce sera de mon village.*» En mars 2026 ? «*On verra.*» Il se pourrait qu'il y pense, chaque matin, en ne se rasant pas.

« J'AI FINI PAR MENTIR.
J'AVAIS SOI-DISANT
DÉJÀ VU TRENTÉ
MAIRES... ET, PEU À PEU,
J'AI ÉTÉ REÇU,
À TOULOUSE, À AGENCE,
À MONTMORENCY, DES
COMMUNES CONNUES »



GIORGIO ARMANI